CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 1 juin 2022

DELIBERATIONS

I) DELIBERATIONS

N° 2022-02 - 01 : Compte de gestion 2021

N° 2022-02 - 02 : Compte administratif 2021

N° 2022-02 - 03 : Affectation du résultat – exercice 2021

N° 2022-02 - 04 : Apurement du compte 1069

N° 2022-02 - 05 : Décision modificative

N° 2022-02 - 06 : AP / CP

N° 2022-02 - 07 : Modification durée d'amortissement

N° 2022-02 - 08 Adhésion au dispositif de signalement du CDG

N° 2022-02 - 09 Election du Comité Social Territorial du 8 décembre 2022

N° 2022-02 - 10 Election de la CAP du 8 décembre 2022

N° 2022-02 - 11 Elections professionnelles du 8 décembre 2022 : calendrier des opérations électorales, composition des bureaux de vote et modalités de vote

N° 2022-02 - 12 Taux de promotion 2022 pour les sapeurs-pompiers professionnels

N° 2022-02 - 13 Modification de l'état du personnel

N° 2022-02 - 14 Effectifs SPP de référence pour les niveaux d'encadrement intermédiaire des CS mixtes et CTA-CODIS du SDIS 87

N° 2022-02 - 15 Expérimentation d'un régime de logé par nécessité absolue de service « caserné extérieur » au profit du CS Mauvendière

N° 2022-02 - 16 Modification de dispositions de fin de carrière

N° 2022-02 – 17 Protocole d'accord : plan pluriannuel de nomination sur la période 2022-2026, emplois opérationnels et clause de revoyure logement

II) ANNEXES

- Compte de gestion 2021
- Compte administratif 2021
- Convention - Adhésion au dispositif de signalement du CDG
- Protocole d'accord préélectoral
- Protocole d'accord SPP

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N°DEL2022-2-01
Approbation du compte de gestion 2021

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Le compte de gestion retrace la comptabilité du comptable de l'établissement public.

Il présente :
- les opérations budgétaires de dépenses et recettes des deux sections,
- la balance d'entrée et la balance de sortie de tous les comptes,
- le bilan (actif et passif) qui reflète l'état du patrimoine de l'établissement public.

Les résultats budgétaires constatés par le compte de gestion 2021 sont conformes en tous points aux résultats du compte administratif.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M61,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

ARRETE à l'unanimité le compte de gestion 2021.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N° DEL2022-2-02
Compte administratif 2021

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS,, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 18
- Contre : 0

Le compte administratif, qui retrace l'exécution du budget par l'ordonnateur, présente pour l'exercice 2021 les résultats suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Autorisations budgétaires	28 800 140 €
Recettes réalisées (titres de recettes émis)	25 814 244.84 €
Dépenses réalisées (mandats et rattachements émis)	25 497 431.21 €
Résultat brut de l'exercice	316 813.63 €
Excédent antérieur reporté (002-2020)	2 520 453.10 €
Résultat comptable de l'exercice à affecter	2 837 266.73 €
Pour mémoire	
Recettes dues au SDIS non titrées	0 €
Dépenses engagées non mandatées	0 €
Résultat net de fonctionnement	2 837 266.73 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Autorisations budgétaires	8 752 100 €
Recettes réalisées (titres de recettes émis)	7 170 534.51 €
Dépenses réalisées (mandats émis)	7 078 941.59 €
Solde d'exécution brut de l'exercice	91 592.92 €
Solde antérieur reporté (001-2020)	411 635.65€
Résultat comptable d'investissement	503 228.57 €
Reste à réaliser en recettes (titres non émis)	0 €
Reste à réaliser en dépenses (engagées non mandatées)	- 564 233.51€
Solde net d'exécution	- 61 004.94 €
Déficit de financement	61 004.94 €

Les résultats présentés sont conformes, en tous points, aux résultats du compte de gestion du Payeur départemental, comptable de l'établissement public.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M61,

Vu, le compte de gestion 2021 du comptable public du SDIS de la Haute-Vienne,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE à l'unanimité le compte administratif 2021 tel qu'il figure en annexe.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-FIN2021-CA-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
contrôle de légalité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N°DEL2022-2-03
Affectation du résultat – Exercice 2021

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Compte tenu de la délibération n°DEL2022-1-01 Budget Primitif 2022 qui établit une reprise anticipée totale à hauteur de 2 676 261,79 €, et après avoir approuvé le compte administratif 2021, et avoir pris connaissance :

- Du résultat de la section de fonctionnement
- Du solde d'exécution de la section d'investissement
- De l'état des restes à réaliser
- Des excédents ou déficits antérieurs

Il est proposé au Conseil d'administration d'affecter le résultat tel que déterminé ci-dessous.

POUR MÉMOIRE :

Résultat de fonctionnement antérieur reporté (Report à nouveau créditeur)	2 520 453,10 €
Solde d'investissement antérieur reporté	411 635.65 €

SOLDE D'EXÉCUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2021:

Solde d'exécution de l'exercice	91 592,92 €
Solde d'exécution cumulé	503 228,57 €

RESTES A RÉALISER AU 31/12/2021 :

Recettes d'investissement	0 €
Dépenses d'investissement	564 233,51 €
Solde	**- 564 233.51 €**

BESOIN OU EXCÉDENT DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2021 :

Rappel du solde d'exécution cumulé	503 228,57 €
Rappel du solde des restes à réaliser	**- 564 233,51 €**
Besoin de Financement Total :	**-61 004,94 €**

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

Résultat de l'exercice	316 813.63 €
Résultat antérieur	2 520 453.10 €
Total à affecter	**2 837 266.73 €**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M61,

Vu, la délibération du Conseil d'administration du SDIS 87 N°DEL2022-2-02 approuvant le compte administratif 2021,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE l'affectation des résultats suivants :

1) Couverture du besoin de financement de la section d'investissement (crédit du compte 1068 sur budget primitif 2022)	**61 004,94 €**
2) Dotation complémentaire en section d'investissement (1068)	**100 000 €**
3) Reste sur excédent de fonctionnement (ligne 002 résultat de fonctionnement reporté)	**2 676 261.79 €**

SOLDE D'EXÉCUTION D'INVESTISSEMENT **503 228.57 €**

(ligne 001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté)

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N°DEL2022-2-04
Apurement du compte 1069

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Afin d'améliorer la qualité des comptes locaux et moderniser comptablement le secteur public local, les collectivités territoriales et leurs établissements publics doivent au plus tard au 1er janvier 2024 mettre en place l'instruction budgétaire et comptable M57.

L'objectif est notamment d'harmoniser le cadre réglementaire actuel qui se caractérise par la multiplicité des instructions budgétaires et comptables applicables selon les différentes collectivités.

Le passage à la M 57, prévu pour notre établissement au 1er janvier 2024, nécessite cependant certains prérequis, dont l'apurement du compte 1069. En effet ce dernier n'existant pas dans la nomenclature M 57, il doit être apuré lorsqu'il présente un solde, ce qui est le cas pour notre établissement.

Ce compte 1069 est un compte non budgétaire qui a été mouvementé en 2004 lors de la mise en place de la M 61, afin de neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place des rattachements de charges et de produits à l'exercice.

Pour le SDIS 87, le compte 1069 est débiteur de 92 706,54 €

Il convient donc d'émettre un mandat d'ordre mixte du montant ci-dessus au débit du compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé », par le crédit du compte 1069.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M61,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant l'obligation d'apurer le compte 1069 avant la mise en place de l'instruction budgétaire M57 au sein du SDIS 87,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité :

De valider l'apurement du compte 1069 sur l'exercice 2022 par les opérations d'ordre semi-budgétaires mentionnées ci-dessus.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N°DEL2022-2-05
Décision modificative n°1 2022

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Une décision modificative n°1 est nécessaire afin d'ajuster en ce milieu d'année 2022 les réalisations et prévisions de dépenses et de recettes aux crédits votés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M61,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE à l'unanimité la Décision Modificative N°1 2022 ci-jointe.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-FIN2022-DM1-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME.

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N°DEL2022-2-06
AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1424-24 et suivants,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M61,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

D'adopter l'état des autorisations de programme et leurs crédits de paiement tels que présentés ci-dessous :

Chapitre programme N°30 : centre de secours Martial Mitout	
MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**7 757 370.38€**
➲ Crédits de paiement 2013 : *(total mandaté 2013)*	0,00 €
➲ Crédits de paiement 2014 : *(total mandaté 2014)*	0,00 €
➲ Crédits de paiement 2015 *(total mandaté 2015)*	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2016 : *(total mandaté 2016)*	4 500.00 €

➲ Crédits de paiement 2017 : *(total mandaté 2017)*	6 564.00 €
➲ Crédits de paiement 2018 : *(total mandaté 2018)*	301 084,20 €
➲ Crédits de paiement 2019 : *(total mandaté 2019)*	324,00 €
➲ Crédits de paiement 2020 : *(total mandaté 2020)*	119 817.98 €
➲ Crédits de paiement 2021 : *(total mandaté 2021)*	461 704.20 €
➲ Crédits de paiement 2022 : *(BP 2022+reports 2021)*	1 363 376.00 €
➲ Crédits de paiement 2023 :	3 500 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2024 :	2 000 000.00 €

Chapitre programme N°32 : schéma directeur des systèmes d'informations

MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**1 394 336.65 €**
➲ Crédits de paiement 2015 : *(total mandaté 2015)*	175 849.17 €
➲ Crédits de paiement 2016 : *(total mandaté 2016)*	328 033.21 €
➲ Crédits de paiement 2017 *(total mandaté 2017)*	447 101.91 €
➲ Crédits de paiement 2018 : *(total mandaté 2018)*	109 564.18 €
➲ Crédits de paiement 2019 : *(total mandaté 2019)*	136 920.72 €
➲ Crédits de paiement 2020 : *(total mandaté 2020)*	119 724.90 €
➲ Crédits de paiement 2021 : *(total mandaté 2021)*	41 086.33 €
➲ Crédits de paiement 2022 : *(reports 2021)*	36 056.23 €

Chapitre programme N°41 : schéma directeur des systèmes d'informations 2

MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**1 200 000.00 €**
➲ Crédits de paiement 2020 : *(total mandaté 2020)*	14 089.59 €
➲ Crédits de paiement 2021 : *(total mandaté 2021)*	435 038.64 €
➲ Crédits de paiement 2022 *(reports 2021+BP 2022)*	407 608.80 €
➲ Crédits de paiement 2023 :	343 262.97 €

Chapitre programme N°44 : centre de secours Sud 2	
MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**6 000 000.00 €**
➲ Crédits de paiement 2022 :	510 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2023 :	90 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2024 :	4 000 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2025 :	1 400 000.00 €

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-06-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N°DEL2022-2-07
Modification de la durée d'amortissement

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Plusieurs éléments sont venus récemment modifier la liste des écritures d'investissement amortissables et leur durée d'amortissement, notamment :

- Des frais d'études non suivis de réalisation de travaux
- Des cessions de biens à titres gratuit possédant une valeur nette comptable au moment de la cession du bien, cession considérée comme une subvention d'équipement versée à l'acquéreur (chapitre 204)

L'instruction budgétaire et comptable M61 précise :

« Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par le conseil d'administration, à l'exception :

- des frais d'études non suivies de réalisations, obligatoirement amorties sur une durée maximum de cinq ans

- des frais de recherche et de développement amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas de réussite du projet et immédiatement, pour leur totalité, en cas d'échec

- des frais d'insertion amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas d'échec du projet d'investissement

- Les subventions d'équipement versées sont amorties sur une durée maximale de :

a) Cinq ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études, auxquelles sont assimilées les aides consenties aux entreprises, non mentionnées aux b et c
b) Trente ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations
c) Quarante ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national.

- des brevets amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève. »

La délibération du 17 novembre 2006 a fixé des durées d'amortissement pour les différents biens d'investissement acquis par le SDIS 87.

Cependant au regard de ces nouveaux éléments, il est proposé au Conseil d'administration de compléter cette délibération et de fixer des durées d'amortissement pour les différentes catégories précitées, comme suit :

- des frais d'études non suivies de réalisations : 5 ans, sauf pour les montants inférieurs à 1 000 €, qui seront amortis sur 1 an

- des frais de recherche et de développement : 5 ans en cas de réussite du projet et immédiatement, pour leur totalité, en cas d'échec

- des frais d'insertion : 1 an en cas d'échec du projet d'investissement

- Les subventions d'équipement versées sont amorties sur une durée de :

a) 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études, auxquelles sont assimilées les aides consenties aux entreprises, non mentionnées aux b et c, et 1 an pour les montants inférieurs à 1 000 €
b) 10 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations
c) 10 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national.

- des brevets amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève. »

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M61,

Vu, la délibération du Conseil d'administration du SDIS 87 en date du 17 novembre 2006,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,
D'adopter les durées d'amortissement ci-avant évoquées.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-07-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N° DEL2022-2-08
ADHESION AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DU CDG 87

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

L'article L 135-6 du Code général de la fonction publique instaure « un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.».
Ce dispositif est obligatoire pour tous les employeurs publics : les collectivités territoriales et les établissements publics. Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique en fixe le cadre réglementaire.
Ce nouveau dispositif peut être confié aux centres de gestion.
A ce titre, le CDG87 propose la mise en place d'une prestation payante permettant d'adhérer à ce dispositif pour les collectivités affiliées qui lui en font la demande. Le Conseil d'Administration du CDG87 a fixé le coût d'adhésion au dispositif de 60€ par collectivité auquel s'ajoute un coût par agent de 3€.

Conformément aux dispositions prévues par les textes l'encadrant, le dispositif proposé par le CDG 87 comporte 3 procédures :

1°- Le recueil et le traitement par une cellule interne au CDG des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins des actes ou agissements en question. Les signalements seront recueillis sur une plateforme en ligne ou via une ligne téléphonique d'écoute (ouverte 24h/7j) ;

2°- L'orientation des agents signalant vers les services et professionnels en charge de leur accompagnement et de leur soutien ;

3°- L'orientation vers les autorités compétentes pour prendre les mesures de protection appropriées et traiter les faits signalés, notamment par une enquête administrative.

De son côté, la collectivité s'engage à :

- Informer ses agents de l'existence du dispositif et le rendre accessible par tout moyen ;
- Nommer un référent en interne que la cellule de traitement du CDG87 pourra contacter en cas de signalement dans la collectivité ;
- Prendre des mesures adaptées pour assurer le traitement d'un signalement transmis par la cellule du CDG (mesures conservatoires, enquête administrative, mesures de protection fonctionnelle, mesures de sanction disciplinaire etc.).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 135-6 et L. 452-43,

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique,

Vu, le recueil de l'avis du Comité Technique du SDIS 87, en date du 13 mai 2022,

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

- De se prononcer favorablement à l'adhésion du SDIS 87 au dispositif ci avant évoqué,
- D'autoriser son Président à signer la convention ci-jointe, portant adhésion au dispositif de signalement et traitement des actes d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, de violence de menaces ou d'intimidation, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes que propose le Centre de Gestion de la Haute-Vienne.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-08-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N° DEL2022-2-09
Election du Comité Social Territorial du 8 décembre 2022

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Le Comité social territorial – CST - est une nouvelle instance consultative créée par la loi n° 2019-828 du 6/8/2019 de transformation de la fonction publique. Elle entre en vigueur à l'occasion du renouvellement général des instances le 8 décembre 2022. Cette instance est issue de la fusion des comités techniques CT et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail CHSCT.

Le CST a pour mission principale de débattre des sujets d'intérêt collectif relatifs :

- à l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations ;
- à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes ;
- aux autres questions prévues par décret en Conseil d'Etat. ;

La Formation Spécialisée exerce les attributions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du CST, sauf si ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de service qui doivent être traitées directement au sein du comité social.

1- Nombre de représentants titulaires

Au moins six mois avant la date du scrutin, l'organe délibérant de la collectivité territoriale détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées à l'actuel comité technique.

Selon l'effectif des agents relevant du comité social territorial, le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé dans les limites suivantes :
1° Lorsque l'effectif est supérieur ou égal à cinquante et inférieur à deux cents : trois à cinq représentants ;
2° Lorsque l'effectif est supérieur ou égal à deux cents et inférieur à mille : quatre à six représentants ;
3° Lorsque l'effectif est supérieur ou égal à mille et inférieur à deux mille : cinq à huit représentants ;
4° Lorsque l'effectif est supérieur ou égal à deux mille : sept à quinze représentants.
Ce nombre est fixé pour la durée du mandat du comité au moment de la création du comité et actualisé avant chaque élection.
Pour le calcul de cet effectif, sont pris en compte dans le périmètre pour lequel le comité social territorial est institué l'ensemble des agents
L'effectif constaté au 1er janvier 2022 est de 260 agents ayant qualité d'électeur, ce qui ouvre une possibilité de fixation d'un nombre de quatre, cinq ou six représentants titulaires

Pour information, la composition du comité technique actuel est de cinq représentants du personnel et cinq représentants de l'établissement public. Ces derniers ont été désignés lors de la séance d'installation du CASDIS du 15 juillet 2021.

2- Effectifs au 1er janvier 2022 et représentativité par genre de la liste de candidats.

Les 260 électeurs constatés au 1er janvier 2022 se répartissent en 51 femmes et 209 hommes.
Ce qui représente, exprimé en pourcentage : 19,62 % de femmes et 80,38 % d'hommes.
Selon le nombre de représentants titulaires retenu par l'assemblée délibérante (voir paragraphe 1 plus haut), la répartition des candidatures devra être la suivante :

Choix de l'option « quatre représentants titulaires » :

Listes de candidatures possibles	Répartition des candidats
Liste incomplète	2 femmes + 4 hommes ou 1 femme + 5 hommes
Liste complète	2 femmes + 6 hommes ou 1 femme + 7 hommes
Liste excédentaire 1	2 femmes + 8 hommes ou 1 femme + 9 hommes
Liste excédentaire 2	3 femmes + 9 hommes ou 2 femmes + 10 hommes
Liste excédentaire 3	3 femmes + 11 hommes ou 2 femmes + 12 hommes
Liste maximale	4 femmes + 12 hommes ou 3 femmes + 13 hommes

Choix de l'option « cinq représentants titulaires » qui correspond à la situation du CT existant :

Listes de candidatures possibles	Répartition des candidats
Liste incomplète	2 femmes + 6 hommes ou 1 femme + 7 hommes
Liste complète	2 femmes + 8 hommes ou 1 femme + 9 hommes
Liste excédentaire 1	3 femmes + 9 hommes ou 2 femmes + 10 hommes
Liste excédentaire 2	3 femmes + 11 hommes ou 2 femmes + 12 hommes
Liste excédentaire 3	4 femmes + 12 hommes ou 3 femmes + 13 hommes
Liste excédentaire 4	4 femmes + 14 hommes ou 3 femmes + 15 hommes
Liste maximale	4 femmes + 16 hommes ou 3 femmes + 17 hommes

Choix de l'option « six représentants titulaires » :

Listes de candidatures possibles	Répartition des candidats
Liste incomplète 1	2 femmes + 6 hommes ou 1 femme + 7 hommes
Liste incomplète 2	2 femmes + 8 hommes ou 1 femme + 9 hommes
Liste complète	3 femmes + 9 hommes ou 2 femmes + 10 hommes
Liste excédentaire 1	3 femmes + 11 hommes ou 2 femmes + 12 hommes
Liste excédentaire 2	4 femmes + 12 hommes ou 3 femmes + 13 hommes
Liste excédentaire 3	4 femmes + 14 hommes ou 3 femmes + 15 hommes
Liste excédentaire 4	4 femmes + 16 hommes ou 3 femmes + 17 hommes
Liste excédentaire 5	5 femmes + 17 hommes ou 4 femmes + 18 hommes
Liste maximale	5 femmes + 19 hommes ou 4 femmes + 20 hommes

3- Institution d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail et le nombre de suppléants par titulaire

Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial du SDIS, par décision de l'organe délibérant, sans condition d'effectif
Le nombre de représentants du personnel titulaires dans la formation spécialisée du comité est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le comité social territorial.
Dans chaque formation spécialisée, le nombre de représentants suppléants est égal au nombre de représentants titulaires.
Toutefois, lorsque le bon fonctionnement de la formation spécialisée le justifie, l'organe délibérant de l'établissement public peut décider, après avis du comité technique, que chaque titulaire dispose de deux suppléants.

4- Recueil de l'avis des représentants de l'établissement

L'article L254-4 du code général de la fonction publique indique que l'avis des comités sociaux territoriaux et des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est rendu lorsqu'ont été recueillis l'avis :
1° Des représentants du personnel ;
2° Des représentants de la collectivité ou de l'établissement si une délibération le prévoit.
Cette délibération peut prévoir le recueil de l'avis des représentants de l'établissement sur tout ou partie des attributions du CST.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le code général de la fonction publique,

Vu, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu, l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant le recueil de l'avis du comité technique du SDIS 87, lors de sa séance du 13 mai 2022,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité :

- De fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à cinq,
- De prendre acte de la répartition par genre que devront comprendre les listes des candidats en fonction du nombre de titulaires déterminé et de la possibilité de présenter des listes incomplètes ou excédentaires,
- D'instituer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail,
- D'octroyer deux suppléants par titulaire pour la formation spécialisée,
- D'attribuer voix délibératives aux représentants de l'établissement public au sein du CST et de la formation spécialisée, pour chacune des attributions de ces instances.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-09-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 01/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.
..

Délibération N° DEL2022-2-10
Election de la Commission Administrative Paritaire du 8 décembre 2022

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Depuis 2019 et la publication de la loi de transformation de la fonction publique, le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics a été modifié.

Plusieurs de ces modifications entrent en vigueur à l'occasion du renouvellement général des instances fin 2022.

- l'organisation en groupes hiérarchiques au sein de chaque catégorie est supprimée.
- la possibilité de créer une CAP unique pour au moins 2 catégories hiérarchiques lorsque l'effectif relevant de cette commission est inférieur à 40.

Mais, la réforme la plus marquante pour le SDIS est apportée par le décret 2021-1665 du 16 décembre 2021 puisqu'il déconcentre vers les SDIS les commissions administratives paritaires et les conseils de discipline des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A et B.
Dans cette configuration déconcentrée, la parité des représentations est définie comme suit : une moitié composée de représentants élus du personnel et l'autre moitié composée par le préfet et des représentants désignés par le président du SDIS parmi les membres ayant voix délibératives au CASDIS. Le PCASDIS est président de ces CAP.

Ainsi, les prochaines élections organisées en décembre 2022 devront permettre d'élire les représentants des personnels pour les CAP de catégorie A, B et C.

I) Information sur les effectifs du SDIS 87 ayant la qualité d'électeur au 1er janvier 2022

a) Effectif au 01/01/2022 du SDIS 87

	électeurs au 01/01/2022				
catégorie	effectif	Femmes	hommes	% femmes	% hommes
C	169	15	154	8,88%	91,12%
B	14	1	13	7,14%	92,86%
A	18	3	15	16,67%	83,33%

b) Nombre de représentants du personnel à la CAP et répartition par genre

Le nombre de représentants du personnel est défini selon les dispositions du décret n°89-229 en fonction de l'effectif de fonctionnaires relevant de la CAP. En ce qui concerne le SDIS 87 :

- L'effectif des SPP de catégorie C correspondant à la tranche 40 - 249, la CAP doit comprendre 4 représentants titulaires
- L'effectif des SPP de catégorie B et celui des SPP de catégorie A étant tous deux inférieurs à 40, ces CAP doivent comprendre 3 représentants titulaires.

Les représentants suppléants sont en nombre égal à celui des représentants titulaires.

Répartition par genre selon le nombre de siège à pourvoir :

catégorie	Nonbre de représentants titulaires	listes de candidatures		
		liste complète	liste incomplète 1	Liste incomplète 2
C	4	1 femme +7 hommes ou 0 femme + 8 hommes	1 femme +5 hommes ou 0 femme + 6 hommes	--
B	3	1 femme + 5 hommes ou 0 femme + 6 hommes	1 femme + 3 hommes ou 0 femme + 4 hommes	1 femme + 1 homme ou 0 femme + 2 hommes
A	3	1 femme +5 hommes	1 femme +3 hommes ou 0 femme + 4 hommes	1 femme + 1 homme ou 0 femme + 2 hommes

c) Composition des listes

Les listes peuvent comprendre au maximum le double du nombre de représentants d'une liste complète en respectant un nombre pair et la proportionnalité des genres.
Les différentes possibilités de compositions de listes sont ainsi les suivantes :

	électeurs au 01/01/2022					listes de candidatures excédentaires			
catégorie	effectif	Femmes	hommes	% femmes	% hommes	liste excédentaire 1	liste excédentaire 2	liste excédentaire 3	Liste maximale
C	169	15	154	8,88%	91,12%	1 femme +9 hommes ou 0 femme + 10 hommes	2 femmes +10 hommes ou 1 femme + 11 hommes	2 femmes +12 hommes ou 1 femme + 13 hommes	2 femmes +14 hommes ou 1 femme + 13 hommes
B	14	1	13	7,14%	92,86%	1 femme + 7 hommes ou 0 femme + 8 hommes	1 femme + 9 hommes ou 0 femme + 10 hommes	--	1 femme + 11 hommes ou 0 femme + 12 hommes
A	18	3	15	16,67%	83,33%	2 femmes + 6 hommes ou 1 femme + 7 hommes	2 femmes + 8 hommes ou 1 femme + 9 hommes	--	2 femmes + 10 hommes

II) La possibilité de mettre en place une CAP unique pour les catégories A et B

En application de l'article L261-3 du code général de la fonction publique, une commission unique peut être créée pour au moins deux catégories hiérarchiques lorsque l'effectif relevant de cette commission est inférieur à quarante.
Au moins six mois avant la date du scrutin, l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placée la commission administrative paritaire décide de la création de la commission administrative paritaire unique après consultation des organisations syndicales représentées au comité technique.

Au vu des effectifs, les membres du Conseil d'administration du SDIS 87 peuvent donc décider la création d'une CAP unique pour les catégories A B.

Pour le SDIS 87, le nombre de titulaire serait de 3. Les différentes possibilités de compositions de listes seraient les suivantes :

	électeurs au 01/01/2022					nbre de représentants titulaires	listes de candidatures	
catégorie	effectif	femmes	hommes	% femmes	% hommes		liste complète	liste incomplète
A B	32	4	28	12,50%	87,50%	3	1 femme +5 hommes ou 0 femme + 6 hommes	1 femme + 3 hommes ou 0 femme + 4 hommes

	électeurs au 01/01/2022					nbre de représentants titulaires	listes de candidatures excédentaires		
catégorie	effectif	femmes	hommes	% femmes	% hommes		liste excédentaire 1	liste excédentaire 2	Liste maximale
A B	32	4	28	12,50%	87,50%	3	1 femme + 7 hommes	2 femmes +8 hommes ou 1 femme + 9 hommes	2 femmes +10 hommes ou 1 femme + 11 hommes

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le code général de la fonction publique,

Vu, la loi n°2019-828 du 6 aout 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu, le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu, l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant le recueil de l'avis du comité technique du SDIS 87, lors de sa séance du 13 mai 2022,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité :

- De prendre acte de l'effectif ayant la qualité d'électeur au 1er janvier 2022 et de sa répartition par genre,
- De la création d'une CAP unique pour les catégories A et B, dont le nombre de représentants titulaires du personnel composant cette commission administrative paritaire unique sera de trois.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-10-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 01/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N° DEL2022-2-11
Calendrier des opérations électorales, composition des bureaux de vote et modalités de vote relatives aux élections professionnelles du 8 décembre 2022

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Les prochaines élections professionnelles dans la fonction publique se dérouleront le 8 décembre 2022 (arrêté du 9 mars 2022).

Afin de tenir compte des caractéristiques de l'établissement, rotation des effectifs sur diverses plages horaires et en des lieux différents, les élections professionnelles des représentants du personnel au Comité Social Territorial, et à la Commission Administratif Paritaire du SDIS 87 auront lieu exclusivement par voie électronique.

L'article 4 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, en fixe les modalités d'organisation, précisées ci-après pour le SDIS 87 :

1. **Modalités de fonctionnement du système de vote électronique par internet retenu, calendrier et déroulement des opérations électorales**

Le système de vote électronique retenu est celui de la société Neovote, société par actions simplifiée immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 499 510 600, dont le siège est 25 Rue Lauriston 75116 Paris.

Le système de vote électronique mis en œuvre par Neovote pour les élections du 8 décembre 2022 respectera les modalités de fonctionnement suivantes :
- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 7J/7 et 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à Internet (ordinateur, tablette, smartphone) ;
- L'électeur se connectera au site de vote en saisissant un identifiant aléatoire personnel généré par le système de vote qu'il aura reçu par courrier postal, et une donnée personnelle ;

- Via le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins les concernant : listes de candidats, composition des bureaux de vote. Les logos et les professions de foi des organisations syndicales seront accessibles sur le site de vote ;
- Avant d'exprimer son vote, l'électeur sera invité à retirer son mot de passe qu'il recevra selon son choix par email, par sms ou via un serveur vocal ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux listes de candidats des organisations syndicales candidates, lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son vote. Le vote apparaîtra clairement à l'écran avant validation et pourra être modifié avant validation. La validation de l'électeur par la saisie de son mot de passe rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression du suffrage exprimé ;
- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants, sera mise en place. Elle permettra aux électeurs de recevoir à leur convenance par email, par sms ou via un serveur vocal, leurs identifiants personnels après authentification auprès de l'assistance téléphonique mise en place par Neovote ou via un formulaire de support en ligne ; l'authentification reposera sur des données personnelles définies dans le protocole.

Le calendrier des opérations électorales sera le suivant :

Etapes	Date et heure
Affichage des listes électorales	Vendredi 30 septembre 2022
ouverture du dépôt des listes de candidats	Lundi 3 octobre 2022
Date limite de demande d'inscription ou de réclamation sur les listes électorales	Mercredi 12 octobre 2022
Affichage des listes électorales rectifiées	Mardi 18 octobre 2022
Date limite de dépôt des candidatures	Jeudi 20 octobre 2022
Affichage de l'arrêté des listes de candidats	Lundi 24 octobre 2022
Fourniture par les candidats des logos et professions de foi	Mardi 25 octobre 2022
Envoi au plus tard des courriers à l'attention des électeurs	Lundi 14 novembre 2022
Publication des candidatures et des professions de foi sur le site de vote	Lundi 14 novembre 2022
Contrôle des données, test et scellement du système de vote	Mercredi 30 novembre 2022
Ouverture du scrutin	Jeudi 1er décembre 2022 à 09 heures
Clôture du scrutin	Jeudi 8 décembre 2022 à 13 heures
Dépouillement des urnes, lecture et proclamation des résultats	Jeudi 8 décembre 2022 à 14 heures
Affichage de la proclamation des résultats au SDIS 87 (faisant foi) et publication des résultats sur le site de vote	Jeudi 8 décembre 2022
Transmission des procès-verbaux aux délégués de liste	Jeudi 8 décembre 2022

Les modalités détaillées de fonctionnement du système de vote électronique et le déroulement des opérations électorales font l'objet d'un protocole d'accord préélectoral, rédigé par le pôle moyens généraux en concertation avec les organisations syndicales.

2. Jours et heures d'ouverture et de clôture du scrutin

L'ouverture du scrutin est fixée au jeudi 1er décembre à 9h00.
La clôture du scrutin est fixée au jeudi 8 décembre à 13h00.

3. Organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique et modalités de l'expertise du système de vote

La société Neovote prendra en charge la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique.
P**endant toute la durée du scrutin,** les membres des bureaux de vote électronique seront en mesure **d'effectuer des contrôles de l'intégrité du système.**
Une expertise sera réalisée par un expert indépendant afin de vérifier le respect, par le système de vote, des dispositions du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 et de la délibération n° 2010-371 du 21 octobre 2010 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

L'expertise couvrira l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin, les conditions d'utilisation du système de vote durant le scrutin ainsi que les étapes postérieures au vote. Elle couvrira également les mesures particulières prises pour la mise en place des postes dédiés.

Dans le cadre de ses missions, l'expert indépendant aura accès aux différents locaux où s'organisent les élections ainsi qu'aux locaux de la société Neovote.

Le rapport de l'expert sera transmis aux organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin. La Commission nationale de l'informatique et des libertés pourra en demander la communication.

4. Composition de la cellule d'assistance technique

La cellule d'assistance technique mentionnée à l'article 8 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 sera composée :

- en tant que représentants de la Collectivité, d'un membre du pôle moyens généraux et d'un membre du service des systèmes d'information et informatique ;
- d'un représentant de chaque organisation syndicale dépositaire d'une candidature ou plus ;
- d'un représentant de la société Neovote désigné par celle-ci.

5. Liste des bureaux de vote électronique et leur composition

Conformément à l'article 9 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, il est constitué un bureau de vote électronique pour chaque scrutin propre à une instance de représentation du personnel, soit :

- Un bureau de vote électronique pour le comité social territorial ;
- Un bureau de vote électronique pour chacune des commissions administratives paritaires ;

De plus, il est constitué un bureau de vote électronique centralisateur, ayant la responsabilité de l'ensemble des scrutins.

Chaque bureau de vote électronique sera composé :

- d'un président, désigné par le CASDIS ;
- d'un secrétaire, désigné par le CASDIS ;
- le délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

Le bureau de vote électronique centralisateur sera composé :

- d'un président, désigné par le CASDIS ;
- d'un secrétaire, désigné par le CASDIS ;
- le délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates à l'un des scrutins. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

De plus, afin de satisfaire aux exigences de l'article 14 du décret n°2017-1560 du 14 novembre 2017, chaque bureau de vote électronique devra être représenté par au moins l'un de ses membres au sein du bureau de vote électronique centralisateur.

Dans chaque bureau, en cas d'absence ou d'empêchement, le président sera remplacé par le secrétaire.

Scrutin du comité social territorial
Le bureau de vote électronique est constitué de la façon suivante :
Président désigné par l'organe délibérant : Jean-Louis NOUHAUD
Secrétaire désigné par l'organe délibérant : Stéphane DESTRUHAUT
Le délégué de chaque liste candidate, ou son suppléant

Scrutin de la commission administrative paritaire, de catégorie C
Le bureau de vote électronique est constitué de la façon suivante :
Président désigné par l'organe délibérant : Jean-Louis NOUHAUD
Secrétaire désigné par l'organe délibérant : Stéphane DESTRUHAUT
Le délégué de chaque liste candidate, ou son suppléant

Scrutin de la commission administrative paritaire, de catégorie AB
Le bureau de vote électronique est constitué de la façon suivante :
Président désigné par l'organe délibérant : Jean-Louis NOUHAUD
Secrétaire désigné par l'organe délibérant : Stéphane DESTRUHAUT
Le délégué de chaque liste candidate, ou son suppléant

Le bureau de vote électronique centralisateur est constitué de la façon suivante :
Président désigné par l'organe délibérant : Jean-Louis NOUHAUD
Secrétaire désigné par l'organe délibérant : Stéphane DESTRUHAUT
Le délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates à l'un des scrutins

6. Répartition des clés de chiffrement

Conformément à l'article 14 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, les membres des bureaux de vote électronique centralisateur détiendront les clés de chiffrement permettant le chiffrement et le déchiffrement du système de vote électronique.

Les clés de chiffrement seront attribuées dans les conditions suivantes :
- Une clé pour le président ;
- Une clé pour le secrétaire ;
- Une clé par délégué représentant chaque bureau de vote électronique regroupé au sein du bureau de vote électronique centralisateur.

Au moins trois clés de chiffrement seront éditées et attribuées à des membres du bureau de vote électronique centralisateur.

7. Modalités de fonctionnement du centre d'appel

Afin d'aider les électeurs dans l'accomplissement des opérations électorales pendant toute la période de vote, la société Neovote mettra en place une cellule d'accueil téléphonique.
Celle-ci sera accessible via un Numéro Vert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 entre la date de transmission des identifiants et le jour du dépouillement des urnes.

Elle prendra en charge :
- Les demandes d'assistance relatives à la connexion ou à la navigation dans le site de vote ;
- Les demandes de réassort.

8. Détermination des scrutins dans le cadre desquels les listes électorales ou, le cas échéant, les extraits des listes électorales sont établis en vue de leur affichage ainsi que les modalités de cet affichage

Une liste électorale sera établie pour chaque scrutin.

Les listes électorales seront affichées au sein de l'administration en un lieu qui sera porté à la connaissance des électeurs.

9. Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail

Conformément à l'article 17 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, un poste informatique dédié sera installé à l'attention des électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, ni d'un outil personnel (ordinateur, tablette ou smartphone) lui permettant de voter par internet.

Ce poste dédié sera installé en rez-de chaussée dans un lieu de la Direction. Il sera accessibles pendant les heures de service, de l'ouverture jusqu'à la clôture des scrutins.

Il sera veillé à ce que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote soient respectées.

Un protocole d'accord préélectoral est joint en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n°2010-112 du 2 février 2010 modifié pris pour l'application des articles 9,10 et 12 de l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives,

Vu le décret no°2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet aux élections des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu la délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019 de la CNIL portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant le recueil de l'avis du comité technique du SDIS 87, lors de sa séance du 13 mai 2022,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité :

- D'approuver le calendrier de vote présenté,
- D'approuver les modalités de vote et le protocole préélectoral proposés ;
- De prendre acte de la composition du bureau de vote.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-11-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 01/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N° DEL2022-2-12
Taux de promotion 2022 pour les sapeurs-pompiers professionnels

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Les avancements de grades et promotions internes sont à présent réalisés sur la base de lignes directrices de gestion (LDG) que les SIS ont préalablement établies en concertation avec les organisations syndicales, pour une durée maximale de 6 ans.

Ces documents ont pour but de fixer, d'une part, les orientations et les critères généraux à prendre en compte pour les promotions au choix dans les grades et cadres d'emplois et, d'autre part, les mesures favorisant l'évolution professionnelle des agents et leur accès à des responsabilités supérieures.

Le but est de préciser les critères que le SIS va prendre en compte : la valeur professionnelle et les acquis de l'expérience professionnelle de l'agent, notamment à travers la diversité du parcours et des fonctions exercées, les formations suivies, les conditions particulières d'exercice attestant de l'engagement professionnel, la capacité d'adaptation et, le cas échéant, de l'aptitude à l'encadrement d'équipes.

Le taux de promotion (promus/promouvables) et les plafonds d'effectifs

Le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus au grade supérieur peut être déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires promouvables.
Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité social territorial (actuellement CT).

Les ratios ainsi institués co-existent avec les lignes directrices de gestion, dont ils sont complémentaires.

Les statuts particuliers d'officiers SPP renvoient à d'autres textes la détermination des plafonds de nomination.

Détermination des ratios promus / promouvables 2022 - filière sapeurs-pompiers

GRADES D'ORIGINE	GRADES D'AVANCEMENT	TAUX %
Grade des cadres d'emploi de SPP		
CAPORAL	CAPORAL-CHEF	100
CAPORAL-CHEF	SERGENT	CONCOURS/PI
SERGENT	ADJUDANT	16
ADJUDANT	LIEUTENANT 2ème CLASSE	CONCOURS/PI
LIEUTENANT 2ème CLASSE	LIEUTENANT 1ère CLASSE	100
LIEUTENANT 1ère CLASSE	LIEUTENANT HORS CLASSE	100
LIEUTENANT HORS CLASSE	CAPITAINE	CONCOURS/PI
CAPITAINE	COMMANDANT	100
COMMANDANT	LIEUTENANT-COLONEL	100
Grade des cadres d'emploi du SSSM		
INFIRMIER DE CLASSE NORMALE	INFIRMIER DE CLASSE SUPERIEURE	100
PHARMACIEN DE CLASSE NORMALE	PHARMACIEN DE CLASSE EXCEPTIONNELLE	100

Informations complémentaires :
Les nominations de Sergent s'effectueront prioritairement au titre du concours pour l'année 2022 – Il ne sera opérer une sélection au titre de la promotion interne (PI) (examen + choix) que si le nombre de poste ne peut être pourvu par les concours (réussite interne).

4 ouvertures de postes de Sergent sont prévues pour 2022.

Le taux de promotion demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus, en cohérence avec l'organigramme de l'établissement.

Les décisions individuelles d'avancement de grade restent de la compétence de l'autorité d'emploi.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général de la Fonction Publique,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Vu, le décret n°2016-2008 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants et lieutenants colonels de sapeurs-pompiers professionnels,

Vu, le décret n° 2016-1236 du 20 septembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des médecins et des pharmaciens de sapeurs-pompiers professionnels,

Vu, le décret n° 2016-1177 du 30 août 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des cadres de santé de sapeurs-pompiers professionnels,

Vu, le décret n° 2016-1176 du 30 août 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels,

Vu, les décrets 2012-520, 2012-521, 2012-522, du 20 avril 2012 portant statuts et cadres d'emplois des sapeurs-pompiers professionnels,

Vu, la délibération n°2021-2-05 du Conseil d'administration du SDIS 87 adoptant les lignes directrices de gestion du SDIS 87,

Vu, l'avis du Comité Technique du SDIS 87, en date du 13 mai 2022,

Vu, le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adopter, pour l'année 2022, les taux de promotion des sapeurs-pompiers professionnels ci-avant proposés.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération N° DEL2022-2-13
Modification de l'état du personnel

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

I) EVOLUTION DES CARRIERES

Afin de prendre en compte les évolutions de la structure de l'établissement public et de permettre l'évolution des carrières des agents après réussite à un concours, à un examen professionnel ou au choix, il est proposé aux membres du Conseil d'administration les décisions suivantes :

Evolution des grades

Pour l'année 2022, les postes de SPP et PATS pour les promotions de grade sont créés comme fixé ci-dessous.
Les taux de promotions applicables aux filières sapeurs-pompiers, administrative et technique sont fixés par délibérations.

A. FILIERE SAPEURS-POMPIERS

Avancements de grades

- ***Cadre d'emploi des sapeurs et caporaux de SPP***

Afin de permettre l'avancement au choix du grade de caporal à caporal-chef – Il est proposé :
- Fermer 4 postes de caporaux et ouvrir 4 postes de caporaux-chef

  Date d'effet : 01 / 07 /2022 pour 3 postes
  Date d'effet : 01 / 10 /2022 pour 1 postes

- ***Cadre d'emploi des sous-officiers de SPP***

Afin de permettre l'avancement au choix du grade de sergent à adjudant – Il est proposé :
- Fermer 6 postes de sergents et ouvrir 6 postes d'adjudants

  Date d'effet : 01 / 07 /2022

Afin de permettre la nomination de 4 sergents de SPP – Il est proposé :
- Fermer 4 postes de caporaux (-chef) et ouvrir 4 postes de sergents

  Date d'effet : 01 / 07 /2022

- ***Cadre d'emploi des sous-officiers de SPP***

Afin de permettre la nomination de 2 lieutenants de 2ème classe SPP – Il est proposé :

- Fermer 2 postes de adjudant (-chef) et ouvrir 2 postes de lieutenant de 2ème classe

  Date d'effet : 15 / 06 /2022
  Date d'effet : 01 / 07 /2022

B. FILIERES ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE

Avancements de grades

- ***Cadre d'emploi des adjoints administratifs***

Afin de permettre l'avancement au choix du grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe à adjoint administratif de 1ère classe - Il est proposé :

- Fermer 4 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe et ouvrir 4 postes d'adjoint administratif principal de 1ère classe

  Date d'effet : 01 / 07 /2022

- ***Cadre d'emploi des adjoints techniques***

Afin de permettre l'avancement au choix du grade d'adjoint technique à adjoint technique principal de 2ème classe - Il est proposé :

- Fermer 1 poste d'adjoint technique et ouvrir 1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe

  Date d'effet : 01 / 09 /2022

- ***Cadre d'emploi des agents de maîtrise***

Afin de permettre l'avancement au choix du grade d'adjoint technique (principal de 2ème classe) à agent de maîtrise - Il est proposé :

- Fermer 1 poste d'adjoint technique et ouvrir 1 poste d'agent de maîtrise

  Date d'effet : 01 / 07 /2022

Afin de permettre l'avancement au choix du grade d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal - Il est proposé :

- Fermer 2 postes d'agent de maîtrise et ouvrir 2 postes d'agent de maîtrise principal

  Date d'effet : 01 / 07 /2022
  >>> Sous réserve de l'interprétation de l'application des mesures transitoires au titre de l'année 2022 des nouveaux textes sur la revalorisation des carrières des agents de catégorie C au 1er janvier 2022) – attente du retour de réponse du CDG sur interprétation des textes.

- ***Cadre d'emploi des rédacteurs***

Afin de permettre l'avancement au choix du grade de rédacteur principal de 2ème classe à rédacteur principal de 1ère classe - Il est proposé :

- Fermer 2 postes de rédacteur principal de 2ème classe et ouvrir 2 postes de rédacteur principal de 1ère classe

  Date d'effet : 01 / 07 /2022

Promotions internes - (uniquement agent de maîtrise)

Afin de permettre l'avancement au choix de 2 agents de maîtrise au titre de la promotion interne – Il est proposé :

- Fermer 2 postes d'adjoint technique principal 2ème classe
- Ouvrir 2 postes d'agent de maîtrise –

  Date d'effet : 01/09/2022

II) **TRANSFORMATION DE POSTES.**

Suite au détachement de longue durée vers la fonction publique d'état (pour une intégration au terme) d'un adjoint administratif principal de 1ère classe et afin de permettre un recrutement sur cette vacance a un autre grade, il est proposé :

- D'ouvrir l'accès au poste vacant au grade d'adjoint administratif :

Date d'effet : 01/07/2022

Suite à la mutation d'un technicien principal de 1ère classe en mars 2022 et afin de permettre un élargissement du recrutement sur plusieurs cadres d'emploi et grades, il est proposé :

- D'ouvrir l'accès au poste vacant aux cadres d'emploi des techniciens, des agents de maîtrise ou des adjoints techniques (tous grades confondus) afin de faire face aux difficultés de recrutement et aux avis de vacances restés infructueux :

Date d'effet : 01/07/2022

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget, chapitre 012.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général de la Fonction Publique,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Vu, la délibération n°2021-2-05 du Conseil d'administration du SDIS 87 adoptant les lignes directrices de gestion du SDIS 87,

Vu, la délibération n° 2021-2-08 du Conseil d'administration du SDIS 87 fixant le taux de promotion applicable à la filière administrative et technique,

Vu, la délibération n° 2022-2-12 du Conseil d'administration du SDIS 87 fixant le taux de promotion applicable à la filière sapeur-pompier professionnel,

Vu, l'avis du Comité Technique du SDIS 87, en date du 13 mai 2022,

Vu, le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

D'adopter les évolutions de carrières et les transformations de postes ci-avant proposés.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-13-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération n° DEL2022-2-14
Effectifs SPP de référence pour les niveaux d'encadrement intermédiaire des CS mixtes et CTA-CODIS du SDIS 87

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Le nouveau dispositif de la filière SPP, prévu par les décrets d'avril 2012, avait pour principale objectif de rétablir une cohérence entre les grades et les emplois, afin de reconnaitre les responsabilités exercées par les SPP en les intégrant dans le grade correspondant à celles-ci.

Une période transitoire initialement prévue de 5 ans a été prolongée à sept ans pour permettre aux collectivités d'échelonner la mise en place de cette filière. Celle-ci a pris fin le 31 décembre 2019 pour laisser place aux mesures dites pérennes qui s'appliquent maintenant pleinement depuis le 1er janvier 2020.

Pour ce faire, la délibération 2012-3-8 du CASDIS du 17 décembre 2012 avait pour objectif de fixer l'organisation à atteindre de l'encadrement intermédiaire des trois centres de secours de Limoges et du CTA-CODIS pour répondre aux nouveaux cadres d'emplois des sapeurs-pompiers s'appliquant de manière pérenne au 1er janvier 2020.

La délibération n°2013-1-8 du CASDIS du 15 février 2013, relative aux promotions de la filière « sapeurs-pompiers professionnels » avait adopté une planification pluriannuelle des nominations dans le cadre de la réforme de la filière jusqu'au 31 décembre 2019 pour atteindre les objectifs d'organisation de la délibération citée précédemment. Certains ajustements ont été nécessaires en fin de période transitoire afin d'éviter des inversions de fonctions.

Depuis le 1er janvier 2020, les dispositions pérennes prévues s'appliquent pleinement concernant les règles de tenue des emplois en fonctions du grade détenu.

Les LDG (lignes directrices de gestion) du SDIS 87, dans la partie consacrée à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines à déterminer comme objectif stratégique d'actualiser les effectifs cibles de niveau d'encadrement intermédiaire des unités opérationnelles du SDIS 87 et dans un second temps de

pouvoir donner de la lisibilité sur les prochaines années en matière de promotion et de valorisation des parcours.

Il est apparu nécessaire dans le cadre de la révision de la délibération n°2012-3-8 d'organiser un groupe de travail avec les représentants des organisations syndicales afin d'établir les nouvelles règles d'organisation de l'encadrement intermédiaire dans les unités opérationnelles du SDIS 87 (issu du bilan de la période transitoire) et d'autre part de définir un protocole du nombre de nominations annuelles (notamment pour les sous-officiers) en fonction des projections des départs en retraite afin d'atteindre les effectifs cibles de niveau d'encadrement intermédiaire fixé.

1. Synthèse de la mise en œuvre des dispositions transitoires (catégorie C)

Le cadre des dispositions transitoires

Jusqu'au 31 décembre 2019, les SPP ayant validé la formation correspondante **avant le 31 décembre 2012,** pouvaient occuper les emplois, et continuer à percevoir à titre individuel l'indemnité de responsabilité correspondante. Ainsi :

- **Les caporaux et caporaux-chefs** pouvaient occuper l'emploi de *« chef d'agrès d'un engin comportant une équipe »*. La période transitoire devait permettre à ces agents de bénéficier d'une promotion au grade de sergent afin de ne pas provoquer d'inversion de fonction.

- **Les sergents** pouvaient occuper l'emploi de « *chef d'agrès tout engin* ». La période transitoire devait permettre à ces agents de bénéficier d'une promotion au grade d'adjudant afin de ne pas provoquer d'inversion de fonction.

- **Les adjudants** pouvaient occuper l'emploi de chef de salle, chef de service de CSP (centre de secours principal) ou de CS (centre de secours), et de chef de garde. La période transitoire devait permettre à ces agents de bénéficier d'une promotion au grade de lieutenant de 2ème classe (après réussite à un concours/examen professionnel) afin de ne pas provoquer d'inversion de fonction.

Application de la réforme au sein du SDIS 87.

Le SDIS 87 a établi dès 2013 une planification prévisionnelle des promotions dans cette nouvelle filière SPP afin de les étaler dans le temps et anticiper les évolutions financières afférentes. Cette planification devait ainsi permettre de **promouvoir l'ensemble des agents** dans les grades correspondants aux fonctions déjà tenues et éviter les inversions de responsabilités et **d'atteindre un effectif cible par niveau d'encadrement intermédiaire à la fin de la période transitoire**.

La délibération 2012-3-8 prévoyait l'encadrement intermédiaire des centres de secours à atteindre pour les mesures pérennes.

L'encadrement intermédiaire maximal des 3 centres de secours de Limoges est ainsi fixé :

Grades	Mauvendière		Beaubreuil		M. Mitout	
lieutenant 2ème classe	5	0	5	0	5	0
adjudant	7	12	9	14	14	19
sergent	12	12	14	14	19	19
caporal-chef	8	8	9	9	12	12
caporal ou sapeur	7 à 10		6 à 10		10 à 14	
total	39 à 42		43 à 47		60 à 64	

Service CTA-CODIS : Pour le CTA-CODIS, les emplois d'opérateurs sont ouverts aux différents grades de sapeur à sergent, afin de permettre à tous les agents de disposer d'une expérience opérationnelle d'une autre dimension.

Les emplois statutaires prévus sont les suivants :

- opérateur de salle opérationnelle (sapeur 2ème classe et sapeur 1ère classe)
- chef opérateur de salle opérationnelle (caporal et caporal-chef)
- adjoint au chef de salle opérationnelle (sergent et adjudant prévu chef de salle)
- chef de salle opérationnelle (lieutenant 2ème classe)

EXTRAIT DELILERATION 2012-3-8

Une planification prévisionnelle des promotions dans cette nouvelle filière est présentée dans le tableau ci-dessous :

grade	cat	promo	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
caporal	C	caporal-chef	3	4	4	3	3	3	5
caporal		sergent	12	7	6	5	5	5	5
sergent		adjudant	4	5	6	7	7	7	7
adjudant		LT 2CL	3	3	3	3	3	3	2
Lieutenant 2ème cl	B	LT 1CL	3	3	0	0	0	0	0
Lieutenant 1ère cl		LT HC	1	1	1	1	0	1	0
Lieutenant hors cl		CNE	1	0	1	0	1	0	1
capitaine	A	CDT	0	1	0	1	0	0	0
Evolution financière			+40 k€	+70k€	+60k€	+55k€	+50k€	+50k€	+50k€

EXTRAIT DELILERATION 2013-1-8

2. Bilan de l'application des dispositions transitoires (catégorie C) au SDIS 87.

- ***Caporal au grade de caporal-chef.***

Les règles d'avancement de SPP durant la période transitoire du SDIS 87 (délibération 2013-1-8 du 15 février 2013) avaient prévu les nominations annuelles définies par le taux règlementaire prévu dans les textes durant la période transitoire.

Les nominations ont respecté les taux fixés par voie règlementaire.

- ***Caporal (-chef) au grade de sergent.***

Les règles d'avancement de SPP durant la période transitoire du SDIS 87 (délibération 2013-1-8 du 15 février 2013) avaient prévu la nomination d'un minimum de 45 sergents.

La totalité des caporaux disposant des conditions pour bénéficier d'une promotion au grade de sergent a été nommée avant la fin de la période transitoire au 31 décembre 2019.

Cependant, afin de parvenir à cet objectif, 16 caporaux disposant des critères pour bénéficier d'une promotion ont été nommés au cours de l'année 2019, soit 11 de plus que prévu dans le protocole initial.

Durant cette période transitoire, 56 caporaux ont donc été promus sergents dont 16 la dernière année afin d'éviter des inversions de fonctions au 1er janvier 2020.

- ***Sergent au grade d'adjudant.***

Lors de l'application des mesures pérennes, ils ont vocation à occuper principalement les fonctions de « chef d'agrès tout engin » dans les unités opérationnelles du SDIS 87.

Les règles d'avancement de SPP durant la période transitoire du SDIS 87 (délibération 2013-1-8 du 15 février 2013) avaient prévu la nomination d'un minimum de 30 adjudants jusqu'à 45 (selon le nombre de Lieutenants de 2ème classe).

L'ensemble des sergents occupant des fonctions de « chef d'agrès tout engin » ont été nommés adjudants avant la fin la période transitoire au 31 décembre 2019.

Durant cette période transitoire, 43 sergents ont été promus au grade d'adjudant.

- ***Adjudant au grade de Lieutenant 2ème classe :***

Les règles d'encadrement et d'avancement du SDIS 87 (délibération 2012-3-8 et 2012-3-10) avaient prévu :
> 15 lieutenants de 2ème classe en centre de secours sur les fonctions d'officier de garde,
> 6 lieutenants de 2ème classe sur les fonctions de chef de salle au CTA-CODIS.

Ces emplois ne sont actuellement occupés que par 2 lieutenants 2ème classe, et toujours par des adjudants les plus expérimentés faute d'un nombre suffisant de lieutenants 2ème classe.

Les causes :
Faute d'un nombre suffisant de lauréats à l'examen professionnel prévu durant la période transitoire, le SDIS 87 n'a pu promouvoir des adjudants sur des emplois de niveau d'officier de garde ou de chef de salle opérationnelle.

Nonobstant, ces emplois sont tenus depuis de nombreuses années par des adjudants expérimentés. Depuis 2020, avec l'ouverture du concours au titre de Ltn de 2ème classe, le nombre de Ltn 2ème classe augmente sensiblement, mais reste très loin des objectifs fixés par la refonte de la filière pour le SDIS 87.

D'autre part, les fonctions exercées par ces Ltn de 2ème classe au sein du SDIS 87 n'apparaissent pas attrayantes pour motiver un plus grand nombre à passer le concours. En effet les fonctions, notamment opérationnelles, restent identiques à celles d'un adjudant (chef d'agrès tout engin).

Une révision du nombre de lieutenant 2ème classe en effectif cible et des fonctions que l'on souhaite leur faire exercer apparait indispensable pour trouver une cohérence logique dans la chaine hiérarchique et en valoriser les fonctions (et rendre ce grade plus attractif).

3. **Synthèse et écarts constatés**

- Le nombre de Ltn 2ème classe est actuellement de 2 sur 21 postes prévus dans les CS et au CTA-CODIS.

- Le nombre d'adjudants est atteint ou légèrement supérieur aux prévisions, il faut cependant noter que la diminution du nombre d'adjudants devant s'opérer pour une nomination de Ltn 2ème classe ne s'est pas réalisée.
  > les adjudants tiennent encore les fonctions de chef de salle et officier de garde.

- Le nombre de sergents est supérieur (environ 10) aux prévisions.

Face à ces constats, il devient urgent, à effectif constant, d'actualiser le pyramidage des responsabilités exercées par les sapeurs-pompiers professionnels notamment dans les unités opérationnelles.

Dans ce contexte, une réflexion avec les partenaires sociaux a été engagée fin 2021 afin de déterminer :

- Les fonctions opérationnelles des différents niveaux d'encadrement intermédiaire
- Les effectifs cibles de niveau d'encadrement des différentes unités opérationnelles
- Une lisibilité des parcours de sapeurs-pompiers professionnels non-officier prévu par les LDG

Un important travail de concertation avec les représentants du personnel a permis d'aboutir à une actualisation du tableau des effectifs de référence de l'encadrement intermédiaire.

Dans ce même temps, un protocole d'accord a pour objet de définir la planification des modalités d'application de ces points sur la période 2022-2026 (cohérence avec la pluri annualité des LDG du SDIS 87).

Il est donc proposé de fixer les effectifs de référence à atteindre par niveau d'encadrement intermédiaire des unités mixtes dans les conditions suivantes :

	BEAUBREUIL	MAUVENDIERE	MARTIAL MITOUT	BELLAC	ST JUNIEN	ST YRIEIX	CTA CODIS
Ltn 2 classe	X	X	6	X	X	X	6
ADJ	14	12	14*	1	3	1	6
SGT	14	12	19	X			8 à 11
CAP / CCH	15 à 19	15 à 18	21 à 25	X	X	X	
TOTAL	43 à 47	39 à 42	60 à 64	1	3	1	20 à 23

TOTAL CS LIMOGES	
LT2	6
ADJ	40
SGT	45
CAP	51 à 62

*le nombre d'adjudants peut être fixé à 19 dans les conditions suivantes :

- les lieutenants 2ème classe sont sur un régime SHR (hors CTA – CODIS).
- la fonction d'officier de garde s'effectue sous le régime de l'astreinte.
- il est décidé de maintenir la fonction SODG en piquet fixe.

Ces modalités pourraient être étudiées lorsque la montée en puissance du nombre d'officiers de garde sera suffisante.

Ces effectifs de références par niveau d'encadrement peuvent être soumis à révision selon l'évolution des effectifs affectés dans les unités opérationnelles.

L'atteinte de ces effectifs de référence pour le niveau d'encadrement intermédiaire est déterminée suivant les conditions d'un protocole d'accord tenant compte des LDG, notamment au travers des projections de départs en retraite et pour assurer une lisibilité en matière de promotion et de valorisation des parcours.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le Code Général de la Fonction Publique,

Vu, la délibération n°2021-2-05 du Conseil d'administration du SDIS 87 adoptant les lignes directrices de gestion de l'établissement,

Vu, l'avis du Comité Technique du SDIS 87, en date du 13 mai 2022,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

De valider les effectifs de référence à atteindre par niveau d'encadrement intermédiaire des unités mixtes dans les conditions ci-avant évoquées.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération n° DEL2022-2-15
Expérimentation d'un régime de logé par nécessité absolue de service « caserné extérieur » au profit du CS Mauvendière

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Il est proposé la création à compter du 01-07-2022 d'un régime de logé par nécessité absolue de service dénommé « caserné extérieur » à titre expérimental en sus des régimes de services opérationnels déjà existants afin d'obtenir une meilleure répartition des agents logés et des grades dans les centres de secours de Limoges.

Le CIS Mauvendiere ne disposant que de très peu de logements, un SPPNO pourra ainsi être logé hors de la caserne du CIS Mauvendiere et y prendre ses gardes avec un régime de service spécifique détaillé ci-dessous.

Ce nouveau régime de service sera en phase expérimentale sur un an avant une validation définitive.

Ce régime de service sera modulable, en contrepartie des avantages liés au logement, dans l'objectif de répondre à des besoins de lissage ou de personnels en journée.

>> Régime annuel de base du Logé « caserné extérieur » :

-79 à 87 gardes de 24 heures (comptabilisées 17 h équivalent temps rémunéré)
-10 à 22 gardes de 12 heures jour (comptabilisées 12 h temps rémunéré)

Le chef de centre module le ratio des gardes en fonction des besoins du centre.
Le lissage et les modifications de planning du fait de l'absentéisme sont prioritairement assurés par ces agents.
Les SPP en régime de service logé « caserné extérieur » affectés au CIS Mauvendiere doivent accomplir un temps de présence annuel équivalant à 1 607 heures de temps de travail correspondant à leur base de rémunération et respecter les dispositions suivantes :

- Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base des deux périodes de référence de six mois.
- Au cours d'une même période de référence, le temps de présence des SPP, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 1 128 heures.

- Le ratio entre gardes de 12 heures et de 24 heures doit être effectué au cours de l'année civile.
- Le temps de présence et le temps de travail effectif rémunéré annuel sont calculés en fonction du nombre de gardes de 12 heures et de 24 heures planifiées.
- Un décompte de temps de travail effectif rémunéré s'ajoute au temps de garde défini à l'alinéa précédent qui permet d'assurer tout ou partie des activités hors gardes opérationnelles (réduction du nombre de gardes pour atteinte des 1607 heures annuelles).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le Code Général de la Fonction Publique,

Vu, l'avis du Comité Technique du SDIS 87, en date du 13 mai 2022,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant la faible capacité en logement du CS Limoges La Mauvendière,

Considérant la nécessité d'obtenir une meilleure répartition des agents logés et des grades dans les centres de secours de Limoges,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

D'autoriser l'expérimentation de ce nouveau régime de service « caserné extérieur » tel que décrit ci-avant.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération n° DEL2022-2-16
Modifications des dispositions de fin de carrière

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Le règlement intérieur prévoit des dispositions d'allègement de fonctions ou de régime adapté pour les SPP les plus anciens afin de réduire certaines contraintes ayant pour finalité de permettre la poursuite de leur carrière de SPP en les maintenant sur leur poste dans des conditions de récupération plus adéquate.

Cependant, il est apparu nécessaire d'actualiser ces mesures d'accompagnement face à l'allongement de la vie professionnelle et un recul de l'âge de départ à la retraite. Les agents devront donc rester plus longtemps en activité, ce qui implique de prendre en compte l'adaptation ou le rythme de travail en fonction de l'âge et d'envisager de les accompagner dans la durée. D'autre part, il est important que les sapeurs-pompiers ne perdent pas en compétences (notamment SUAP) sur des activités opérationnelles prépondérantes.

Cette logique de préservation du capital santé doit trouver un point d'équilibre afin d'éviter de créer des inégalités trop importantes dans la répartition de la pression opérationnelle individuelle et de la préservation des compétences dans certains domaines d'activités opérationnelles. Cela pourrait avoir un effet contraire à celui recherché avec l'apparition d'une usure professionnelle prématurée des SPP sur laquelle la pression opérationnelle se reporterait.

Suite aux discussions avec les représentants du personnel afin de trouver un équilibre entre l'allongement de la vie professionnelle, le maintien des compétences, la préservation du capital santé, il est proposé de modifier le règlement intérieur du SDIS de la Haute-Vienne et de son corps départemental de la façon suivante :

Allégement de fonctions en fin de carrière

7.13.3. Allègement de fonctions : Les sapeurs-pompiers professionnels de plus de 50 ans peuvent demander en fonction de leur âge à être allégés ou exonérés de premier départ VSAV et/ou de la fonction de stationnaire dans les

CS mixtes de l'agglomération de Limoges dans les conditions suivantes :

- 50 à 52 ans : VSAV de premier départ une fois par mois sur une période de garde de 24h (ou période nocturne de 19h30-7h30). Les autres VSAV de premier départ en période de jour uniquement (7h30-19h30).
- 52 à 54 ans : VSAV de premier départ et/ou fonction de stationnaire, uniquement en période de jour (7h30-19h30)
- Au-delà de 54 ans : exonération possible de tout premier départ de VSAV programmé sur les gardes.

La demande d'application de cette mesure, comme son interruption, est formulée par écrit au DDSIS, sous couvert de la voie hiérarchique. Ces mesures ne s'appliquent pas pour les deuxièmes départs secours à personnes, ni en cas de nécessité opérationnelle.

Ces dispositions sont susceptibles d'être révisées pour tenir compte des évolutions et nécessités de service qui peuvent intervenir.

Régimes de services opérationnels adaptés par les SPP en fin de carrière.

7.13.2.1. Dans la limite de 4 SPP par centre, les SPP les plus anciens, aptes médicalement aux activités opérationnelles, peuvent selon les possibilités du service, assurer un régime de service limitant l'activité nocturne afin de réduire les contraintes de récupération du sommeil.

La demande d'intégrer ce régime adapté est accessible à partir de 54 ans afin d'accompagner dans de bonnes conditions la fin de carrière du SPP dans l'optique de préserver son capital santé tout en le maintenant sur un poste avec des fonctions opérationnelles jusqu'à l'ouverture des droits à la retraite à taux plein. Au-delà, le SPP réintègre un régime de gardes communs.

La demande doit être formulée par écrit au DDSIS, sous couvert de la voie hiérarchique.

Les SPP n'ayant pas atteint l'âge de 54 ans qui sont déjà intégrés dans ce régime adapté peuvent continuer à en bénéficier.

7.13.2.2. Les services proposés sont constitués soit d'un régime de travail sur la base de gardes de 12 heures exclusivement en journées, soit d'un régime de service hebdomadaire réalisé au sein du centre de secours, avec un piquet opérationnel.
Les obligations annuelles de temps de travail (et repos de sécurité) doivent être respectées selon les conditions citées dans les articles précédents.
Les agents soumis à astreinte (LNAS en caserne) doivent réaliser leurs obligations annuelles sous forme d'astreinte de nuit et/ou de jour avec obligation de rejoindre dans la demi-heure son centre de secours pour reconstituer la garde.

7.13.2.3. Les sapeurs-pompiers qui optent pour un régime de service adapté peuvent solliciter le retour à un régime de gardes commun.

7.13.2.4. Les sapeurs-pompiers professionnels qui ne disposent pas d'un droit de départ en retraite à taux plein, continuent, malgré l'absence de certaines contraintes indemnisées par le taux de base des IAT en centre de secours, à bénéficier de l'ensemble de leur régime indemnitaire.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le Code Général de la Fonction Publique,

Vu, l'avis du Comité Technique du SDIS 87, en date du 13 mai 2022,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

D'adopter les dispositions de fin de carrière ci-avant évoquées et d'autoriser les modifications du règlement intérieur du SDIS de la Haute-Vienne et de son corps départemental, conformément aux dispositions mentionnées ci-avant.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 1 JUIN 2022

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 1er juin 2022 à 14H30 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 25 avril 2022
Membres en exercice : 22
Membres présents avec voix délibérative : 19
Membres présents : Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Délibération n° DEL2022-2-17 Protocole d'accord
Effectifs de référence – Emplois opérationnels – Logements SPP

Ont pris part au vote :
Jean-Claude LEBLOIS, Pierre ALLARD, Stéphane DESTRUHAUT, Chérifa TLEMSANI, Thierry MIGUEL, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Cécile BOURDEAU, Gulsen YLDIRIM, Guillaume GUERIN, Philippe JANICOT, Pascal CLUZEAU, Alain PERABOUT, Pierre VARACHAUD, Daniel PERROT, Daniel BOISSERIE, Pascal GODRIE.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 19
- Contre : 0

Le protocole d'accord (ci-joint) s'inscrit dans une réflexion autour de plusieurs thématiques :

- Les effectifs de référence des niveaux d'encadrement intermédiaire des unités mixtes du SDIS ajustés et actualisés suite au retour d'analyse de la période transitoire.
  - PARTIE 1 – Plan pluriannuel de nominations sur la période 2022-2026
- Les emplois opérationnels en fonction du grade
  - PARTIE 2 – Répartition des missions opérationnelles en fonction des grades
- Clause de revoyure prévue par l'art 7.11.10.1 du RI sur l'occupation des logements par les SPP.
  - PARTIE 3 – clause de revoyure et taux d'occupation des logements

Chaque partie, en fonction de l'avancé des négociations, pourra être validée et révisée de manière dissociée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le Code Général de la Fonction Publique,

Vu, l'avis du Comité Technique du SDIS 87, en date du 13 mai 2022,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer le protocole d'accord ci-joint.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20220601-DEL2022-2-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
Contrôle de légalité

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 03/06/2022,
par Pierre Allard, Président.

ANNEXES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
P.DEP HAUTE-VIENNE
N° CODIQUE 087090
Date Edition : 02/02/2022

IDENTIFIANT BUDGET 08500
N° de SIRET 28870850600044

SDIS HAUTE VIENNE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
MME Nicolle MARTIN

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2021 AU 02/02/2022

087090 P.DEP HAUTE-VIENNE

Nomenclature M61 sdis
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 24
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 41
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 42
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 75
4EME PARTIE : Page des signatures 76

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**1 010,79**	Dotations	248,03
Terrains	484,60	Fonds Globalisés	15 114,16
Constructions	25 234,15	Réserves	7 167,49
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	1 079,94	Différences sur réalisations d'immobilisations	-9 567,78
Immobilisations corporelles en cours	605,26	Report à nouveau	2 520,45
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	316,81
Autres immobilisations corporelles	14 281,48	Subventions transférables	3 935,61
Total immobilisations corporelles (nettes)	**41 685,44**	Subventions non transférables	2 869,17
Immobilisations financières	**3,84**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	14 272,45
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**42 700,07**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**36 876,39**
Créances	1 316,94	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**9 093,72**
Disponibilités	2 741,31	Fournisseurs(2)	717,15
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	17,24
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**4 058,25**	**Total dettes à court terme**	**734,38**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**9 828,10**
		Comptes de régularisations	**53,83**
TOTAL ACTIF	**46 758,32**	**TOTAL PASSIF**	**46 758,32**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2022

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	36 177,08	14 470,82	21 706,26	28 941,67
	Autres immobilisations incorporelles	1 597 354,75	608 272,58	989 082,17	782 171,01
	Immobilisations incorporelles en cours				
	En toute propriété : Terrains	278 311,91	2 648,30	275 663,61	276 193,27
	En toute propriété: Constructions	10 961 879,12	2 212 499,33	8 749 379,79	8 478 464,63
	En toute propriété : Constr sol d'autrui				
	En tte propriété: Réseaux divers	4 566 165,26	3 487 057,04	1 079 108,22	1 157 543,19
	En tte prop: Matériel incendie secours	38 748 744,75	25 332 125,96	13 416 618,79	12 202 683,70
	En toute propriété : Oeuvres d'art				
	En toute propriété : Autres immob corpo	5 101 767,45	4 243 290,21	858 477,24	868 118,20
	En toute propriété : Immob en cours	605 262,38		605 262,38	109 665,98
	En tte prop: Immob affectées à un BA				
	En tte prop: Immob affectées, concédées				
	Reçues mise à dispo : Terrains	219 997,79	11 058,79	208 939,00	208 939,00
	Reçues mise à dispo : Constructions	21 229 183,26	4 744 412,55	16 484 770,71	16 649 583,08
	Reçues mise à dispo : Constr sol autrui				
	Reçues mise à dispo : Réseaux divers	3 030,58	2 197,20	833,38	1 016,48
	Reçues mise à dispo : Mat incend secours	106 766,68	100 378,31	6 388,37	9 342,86
	MONTANT A REPORTER	83 454 641,01	40 758 411,09	42 696 229,92	40 772 663,07

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	83 454 641,01	40 758 411,09	42 696 229,92	40 772 663,07
	Collections et oeuvres d'art				
	Reçues mise à dispo : Autres immob corpo	23 804,64	23 804,64		
	Reçues suite affectat : Terrains				
	Reçues suite affectat : Constructions				
	Reçues en affectat : Construc sol autrui				
	Reçue affecta: Install matér outill tech				
	Reçues suite affectat : Oeuvres d'art				
	Reçues en affectat : Autres immob corpo				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Immob financières : Autres créances	3 839,00		3 839,00	3 839,00
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**83 482 284,65**	**40 782 215,73**	**42 700 068,92**	**40 776 502,07**

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours: Production				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	268 216,75	288 732,00	-20 515,25	-28 672,91
	Créances douteuses et irrécouvrables	288 732,00		288 732,00	288 732,00
	Créances sur l'Etat et collec publiques	1 008 811,70		1 008 811,70	1 992,20
	Créances sur les budgets annexes				
	Opérations pour le compte de tiers				
	Créances: Autres créances	39 909,13		39 909,13	29 501,24
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	2 741 313,68		2 741 313,68	3 536 118,25
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**4 346 983,26**	**288 732,00**	**4 058 251,26**	**3 827 670,78**

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**87 829 267,91**	**41 070 947,73**	**46 758 320,18**	**44 604 172,85**

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
FONDS PROPRES	Fonds internes : dotations	248 031,35	248 031,35
	Fds inter: Mise dispo chez bénéficiaire	14 272 448,59	14 272 448,59
	Affectation par collec de rattachement		
	Fonds internes : Réserves	7 167 485,57	6 848 185,57
	Neutralisation des amortissements	-5 268 895,73	-4 771 797,48
	Report à nouveau	2 520 453,10	2 358 220,00
	Résultat de l'exercice	316 813,63	481 533,10
	Subventions rattachées aux actifs amorti	3 935 610,72	4 032 256,41
	Différences sur réalisations d'immob	-4 298 886,59	-4 342 623,74
	Fonds globalisés	15 114 160,35	14 460 271,07
	Subventions non rattachées aux actifs am	2 869 171,47	2 869 171,47
	Droits de l'affectant		
	Droits du remettant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**36 876 392,46**	**36 455 696,34**

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES	Emprunts obligataires		
	Dettes financières: Autres emprunts	9 093 719,30	7 505 575,20
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	692 985,18	448 763,73
	Dettes fiscales et sociales		176 462,98
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers les BA		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Dettes diverses : Autres dettes	17 236,11	6 620,00
	Fournisseurs d'immobilisations	24 160,07	11 019,24
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**9 828 100,66**	**8 148 441,15**

BILAN (en Euros)

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	53 827,06	35,36
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**53 827,06**	**35,36**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**46 758 320,18**	**44 604 172,85**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	23 278,12	23 051,73
Produits des services	707,95	678,82
Autres produits	28,00	131,67
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	24 014,07	23 862,21
Traitements, salaires, charges sociales	17 708,58	16 378,73
Achats et charges externes	4 090,72	3 952,43
Participations et interventions	70,00	64,97
Dotations aux amortissements et provisions	2 895,75	3 226,71
Autres charges	289,55	273,58
Charges courantes non financières	25 054,60	23 896,42
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-1 040,54**	**-34,20**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	201,82	241,46
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-201,82**	**-241,46**
RESULTAT COURANT	**-1 242,36**	**-275,67**
Produits exceptionnels	1 621,51	983,86
Charges exceptionnelles	62,34	226,66
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 559,18**	**757,20**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**316,81**	**481,53**

COMPTE DE RESULTAT 2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Produits services, domaine et ventes div	707 949,03	678 817,77
Production stockée		
Production immobilisée	24 246,66	
Reprise sur amortissements et provisions		
Pdts non financiers : Transferts charges		
Autres produits	3 753,46	131 668,74
Contributions et dotations	23 278 116,02	23 051 728,13
Autres participations		
TOTAL I	**24 014 065,17**	**23 862 214,64**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	13 863 546,73	12 382 935,99
Charges sociales	3 845 029,24	3 995 795,37
Achats et charges externes	4 090 724,04	3 952 426,81
Impôts et taxes	262 582,37	246 006,49
Dotations amortissements des immob	2 895 753,10	2 937 978,37
Dotations aux amortissements sur charges		
Dotations provisions (non financières)		288 732,00
Autres charges	26 968,73	27 571,26
Contributions obligatoires		

COMPTE DE RESULTAT 2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Participations		
Particip et interventions : Subventions	70 000,00	64 970,00
TOTAL II	**25 054 604,21**	**23 896 416,29**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**-1 040 539,04**	**-34 201,65**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Produits financ : Reprises provisions		
Pdts financiers: Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	201 823,35	241 464,64
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	**201 823,35**	**241 464,64**
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	**-201 823,35**	**-241 464,64**
A + B - RESULTAT COURANT	**-1 242 362,39**	**-275 666,29**

COMPTE DE RESULTAT 2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Pdts excep op gestion : Subventions	921 000,00	
Pdt excep op gestion : Autres opérations	2 544,66	2 539,38
Produits des cessions d'immobilisations	54 921,89	56 051,64
Différences sur réalisations (négatives)	7 415,93	170 556,37
Neutralisation des amortissements	497 098,25	513 716,73
Pdt excep op capital : Autres opérations	138 533,11	240 991,12
Pdts excep : Reprises sur provisions		
Pdts excep : Transferts de charges		
TOTAL V	**1 621 513,84**	**983 855,24**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Chg excep op gestion : Autres opérations		47,84
Valeur comptable des immo cédées	11 040,96	176 542,37
Différences sur réalisations (positives)	51 296,86	50 065,64
Chg excep op capital : Autres opérations		
Dotations amo et prov (exceptionnel)		
TOTAL VI	**62 337,82**	**226 655,85**
C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)	**1 105 958,70**	**122 991,93**
C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)	**1 559 176,02**	**757 199,39**

COMPTE DE RESULTAT 2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Total des produits hors neutralisation (I+III+V-776)	25 131 064,83	24 161 796,78
Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI-676)	25 267 468,52	24 314 471,14
D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisations (A+B+C.1)	-136 403,69	-152 674,36
Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761-6761)	-43 880,93	120 490,73
Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768)	497 098,25	513 716,73
D.2 - RESULTAT DE L'EXERCICE (A+B+C.2)	**316 813,63**	**481 533,10**

Opérations Compte de Tiers

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	8 759 515,93	28 862 477,82	37 621 993,75
Titres de recette émis (b)	7 171 176,60	25 858 542,61	33 029 719,21
Réductions de titres (c)	642,09	44 297,77	44 939,86
Recettes nettes (d = b - c)	7 170 534,51	25 814 244,84	32 984 779,35
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	8 759 515,93	28 862 477,82	37 621 993,75
Mandats émis (f)	7 087 070,77	26 224 537,83	33 311 608,60
Annulations de mandats (g)	8 129,18	727 106,62	735 235,80
Depenses nettes (h = f - g)	7 078 941,59	25 497 431,21	32 576 372,80
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	91 592,92	316 813,63	408 406,55
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	411 635,65		91 592,92		503 228,57
Fonctionnement	2 839 753,10	319 300,00	316 813,63		2 837 266,73
TOTAL I	**3 251 388,75**	**319 300,00**	**408 406,55**		**3 340 495,30**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**3 251 388,75**	**319 300,00**	**408 406,55**		**3 340 495,30**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilees	1 519 999,80		1 519 999,80	1 408 022,92		1 408 022,92	111 976,88
20	Immobilisations incorporelles	78 000,00	-14 246,97	63 753,03	37 332,61		37 332,61	26 420,42
204	Subventions d'équipement versées	99 200,00		99 200,00				99 200,00
21	Immobilisations corporelles	3 021 150,00	863 535,10	3 884 685,10	3 326 584,32	7 487,09	3 319 097,23	565 587,87
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**4 718 349,80**	**849 288,13**	**5 567 637,93**	**4 771 939,85**	**7 487,09**	**4 764 452,76**	**803 185,17**
Opération n° 15	Programme d'équipement n° 15	222 326,00	88 217,14	310 543,14				310 543,14
Opération n° 30	Programme d'équipement n° 30	748 576,00		748 576,00	461 704,20		461 704,20	286 871,80
Opération n° 32	Programme d'équipement n° 32		86 486,97	86 486,97	41 086,33		41 086,33	45 400,64
Opération n° 35	Programme d'équipement n° 35		29 739,27	29 739,27	29 739,27		29 739,27	
Opération n° 40	Programme d'équipement n° 40	507 944,00	26 775,60	534 719,60	482 259,75		482 259,75	52 459,85
Opération n° 41	Programme d'équipement n° 41	335 000,00	154 397,09	489 397,09	435 038,64		435 038,64	54 358,45
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**1 813 846,00**	**385 616,07**	**2 199 462,07**	**1 449 828,19**		**1 449 828,19**	**749 633,88**
	Opérations patrimoniales							
SOUS-TOTAL								
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**6 532 195,80**	**1 234 904,20**	**7 767 100,00**	**6 221 768,04**	**7 487,09**	**6 214 280,95**	**1 552 819,05**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	610 000,00	32 415,93	642 415,93	625 406,53		625 406,53	17 009,40
041	Opérations patrimoniales	350 000,00		350 000,00	239 896,20	642,09	239 254,11	110 745,89
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**960 000,00**	**32 415,93**	**992 415,93**	**865 302,73**	**642,09**	**864 660,64**	**127 755,29**
TOTAL GENERAL		**7 492 195,80**	**1 267 320,13**	**8 759 515,93**	**7 087 070,77**	**8 129,18**	**7 078 941,59**	**1 680 574,34**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	919 099,35	54 100,00	973 199,35	973 189,28		973 189,28	10,07
13	Subventions d'investissement	1 000 000,00		1 000 000,00				1 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilees	2 062 265,00	965 000,00	3 027 265,00	3 000 000,20		3 000 000,20	27 264,80
20	Immobilisations incorporelles							
23	Immobilisations en cours							
024	Produits de cessions (recettes)	45 000,00	-9 921,89	35 078,11				35 078,11
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**4 026 364,35**	**1 009 178,11**	**5 035 542,46**	**3 973 189,48**		**3 973 189,48**	**1 062 352,98**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**4 026 364,35**	**1 009 178,11**	**5 035 542,46**	**3 973 189,48**		**3 973 189,48**	**1 062 352,98**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 900 000,00	62 337,82	2 962 337,82	2 958 090,92		2 958 090,92	4 246,90
041	Opérations patrimoniales	350 000,00		350 000,00	239 896,20	642,09	239 254,11	110 745,89
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**3 250 000,00**	**62 337,82**	**3 312 337,82**	**3 197 987,12**	**642,09**	**3 197 345,03**	**114 992,79**
001	Solde d'exécution de la section d'invest	411 635,65		411 635,65				411 635,65
TOTAL GENERAL		**7 688 000,00**	**1 071 515,93**	**8 759 515,93**	**7 171 176,60**	**642,09**	**7 170 534,51**	**1 588 981,42**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	4 472 900,00	353 000,00	4 825 900,00	4 347 910,15	452 964,20	3 894 945,95	930 954,05
012	Charges de personnel et frais assimilés	19 054 440,00	1 219 000,00	20 273 440,00	18 593 657,42	248 055,16	18 345 602,26	1 927 837,74
65	Autres charges de gestion courante	96 000,00	3 000,00	99 000,00	96 968,73		96 968,73	2 031,27
66	Charges financières	250 000,00		250 000,00	227 910,61	26 087,26	201 823,35	48 176,65
67	Charges exceptionnelles	4 500,00		4 500,00				4 500,00
022	Dépenses imprévues - section de fonction	447 300,00		447 300,00				447 300,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**24 325 140,00**	**1 575 000,00**	**25 900 140,00**	**23 266 446,91**	**727 106,62**	**22 539 340,29**	**3 360 799,71**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 900 000,00	62 337,82	2 962 337,82	2 958 090,92		2 958 090,92	4 246,90
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**2 900 000,00**	**62 337,82**	**2 962 337,82**	**2 958 090,92**		**2 958 090,92**	**4 246,90**
TOTAL GENERAL		**27 225 140,00**	**1 637 337,82**	**28 862 477,82**	**26 224 537,83**	**727 106,62**	**25 497 431,21**	**3 365 046,61**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	165 000,00		165 000,00	178 665,83		178 665,83	-13 665,83
70	Comptes de produits	648 800,00		648 800,00	747 240,34	39 291,31	707 949,03	-59 149,03
74	Contributions et participations	23 276 366,90		23 276 366,90	23 280 399,70	2 283,68	23 278 116,02	-1 749,12
75	Autres produits de gestion courante	2 000,00		2 000,00	5 842,30	2 088,84	3 753,46	-1 753,46
77	Produits exceptionnels	2 520,00	1 604 921,89	1 607 441,89	1 020 987,91	633,94	1 020 353,97	587 087,92
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**24 094 686,90**	**1 604 921,89**	**25 699 608,79**	**25 233 136,08**	**44 297,77**	**25 188 838,31**	**510 770,48**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	610 000,00	32 415,93	642 415,93	625 406,53		625 406,53	17 009,40
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**610 000,00**	**32 415,93**	**642 415,93**	**625 406,53**		**625 406,53**	**17 009,40**
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 520 453,10		2 520 453,10				2 520 453,10
TOTAL GENERAL		**27 225 140,00**	**1 637 337,82**	**28 862 477,82**	**25 858 542,61**	**44 297,77**	**25 814 244,84**	**3 048 232,98**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	1 408 022,92		1 408 022,92
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**1 408 022,92**		**1 408 022,92**
2031	Frais d'études	1 248,00		1 248,00
2033	Frais d'insertion	1 512,00		1 512,00
2051	Concessions et droits similaires, brevet	34 572,61		34 572,61
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**37 332,61**		**37 332,61**
21312	Centres d'incendie et de secours	14 401,02		14 401,02
21318	Autres batiments publics	18 809,40		18 809,40
21531	Réseaux de transmission	34 275,81		34 275,81
21532	Réseaux d'alerte	7 803,67		7 803,67
21538	Autres réseaux	64 723,16		64 723,16
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	2 117 125,31		2 117 125,31
21562	Matériel non mobile d'incendie et de sec	301 471,60		301 471,60
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	381 984,51	7 487,09	374 497,42
21571	Ateliers	22 452,30		22 452,30
21578	Autre matériel et outillage technique	66 854,45		66 854,45
2158	Autres	2 304,36		2 304,36
217312	Centres d'incendie et de secours	151 008,46		151 008,46
2183	Matériel informatique	53 696,85		53 696,85
2184	Autres matériels de bureau et mobilier	46 033,60		46 033,60
2188	Autres	43 639,82		43 639,82
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**3 326 584,32**	**7 487,09**	**3 319 097,23**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**4 771 939,85**	**7 487,09**	**4 764 452,76**
Opération n° 203130	Frais d'études	20 820,00		20 820,00

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
Opération n° 23830	Avances versées sur commandes d'immobili	440 884,20		440 884,20
SOUS-TOTAL OPERATION n° 30	**Programme d'équipement n° 30**	**461 704,20**		**461 704,20**
Opération n° 205132	Concessions et droits similaires, brevet	41 086,33		41 086,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 32	**Programme d'équipement n° 32**	**41 086,33**		**41 086,33**
Opération n° 203135	Frais d'études	486,00		486,00
Opération n° 21731235	Centres d'incendie et de secours	29 253,27		29 253,27
SOUS-TOTAL OPERATION n° 35	**Programme d'équipement n° 35**	**29 739,27**		**29 739,27**
Opération n° 203140	Frais d'études	22 759,44		22 759,44
Opération n° 203340	Frais d'insertion	1 188,00		1 188,00
Opération n° 2131840	Autres batiments publics	454 862,14		454 862,14
Opération n° 23840	Avances versées sur commandes d'immobili	3 450,17		3 450,17
SOUS-TOTAL OPERATION n° 40	**Programme d'équipement n° 40**	**482 259,75**		**482 259,75**
Opération n° 205141	Concessions et droits similaires, brevet	274 036,01		274 036,01
Opération n° 2153241	Réseaux d'alerte	128 483,37		128 483,37
Opération n° 2153841	Autres réseaux	32 519,26		32 519,26
SOUS-TOTAL OPERATION n° 41	**Programme d'équipement n° 41**	**435 038,64**		**435 038,64**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**1 449 828,19**		**1 449 828,19**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**6 221 768,04**	**7 487,09**	**6 214 280,95**
13913	Départements	43 333,33		43 333,33
13914	Communes	7 425,44		7 425,44
13915	Groupements de collectivités et collecti	5 239,67		5 239,67
13931	Fonds d'aide à l'investissement des SDIS	40 647,25		40 647,25
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	7 415,93		7 415,93
198	Neutralisation des Amortissements	497 098,25		497 098,25

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
21312	Centres d'incendie et de secours	24 246,66		24 246,66
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**625 406,53**		**625 406,53**
21318	Autres batiments publics	28 987,94	642,09	28 345,85
217312	Centres d'incendie et de secours	1 458,00		1 458,00
231312	Centres d'incendie et de secours	209 450,26		209 450,26
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**239 896,20**	**642,09**	**239 254,11**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**865 302,73**	**642,09**	**864 660,64**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	**7 087 070,77**	**8 129,18**	**7 078 941,59**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (	653 889,28		653 889,28
1068	Excedents de fonctionnement capitalises	319 300,00		319 300,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**973 189,28**		**973 189,28**
1641	Emprunts en euros	3 000 000,20		3 000 000,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**3 000 000,20**		**3 000 000,20**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**3 973 189,48**		**3 973 189,48**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**3 973 189,48**		**3 973 189,48**
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	51 296,86		51 296,86
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	11 040,96		11 040,96
28031	Amortissements frais d'études	2 147,98		2 147,98
280441	Biens mobiliers, matériel et études	7 235,41		7 235,41
28051	Concessions et droits similaires, brevet	107 583,37		107 583,37
28121	Amortissements plantations d'arbres et d	529,66		529,66
281311	Bâtiments administratifs	135 768,24		135 768,24
281312	Centres d'incendie et de secours	49 625,54		49 625,54
281318	Amortissements autres bâtiments publics	1 170,81		1 170,81
28132	Bâtiments privés	7 941,58		7 941,58
281351	Bâtiments publics	75 243,74		75 243,74
281531	Réseaux de transmission	192 038,61		192 038,61
281532	Réseaux d'alerte	73 752,86		73 752,86
281538	Autres réseaux	80 448,77		80 448,77
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 131 691,79		1 131 691,79
281562	Matériel non mobile d'incendie et de sec	217 144,97		217 144,97
281568	Amortissements autre matériel d'incendie	219 137,74		219 137,74

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
281571	Amortissements ateliers	22 157,79		22 157,79
281578	Amortissements autre matériel et outilla	100 977,63		100 977,63
28158	Amortissements ateliers	16 570,85		16 570,85
2817312	Centres d'incendie et de secours	346 532,10		346 532,10
2817532	Réseaux d'alerte	183,10		183,10
2817561	Matériel mobile d'incendie et de secours	2 743,07		2 743,07
2817562	Matériel non mobile d'incendie et de sec	211,42		211,42
28181	Installations générales agencements et a	5 799,59		5 799,59
28183	Matériel informatique	67 580,89		67 580,89
28184	Autres matériels de bureau et mobilier	26 833,03		26 833,03
28185	Cheptel	307,15		307,15
28188	Amortissements autres	4 395,41		4 395,41
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**2 958 090,92**		**2 958 090,92**
2031	Frais d'études	79 013,88		79 013,88
2033	Frais d'insertion	2 052,00		2 052,00
238	Avances versées sur commandes d'immobili	158 830,32	642,09	158 188,23
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**239 896,20**	**642,09**	**239 254,11**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**3 197 987,12**	**642,09**	**3 197 345,03**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	**7 171 176,60**	**642,09**	**7 170 534,51**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
605	Achats de matériel - équipements et trav	1 748,25		1 748,25
60611	Eau et assainissement	31 474,03	6 222,06	25 251,97
60612	Energie - électricité	395 170,28	23 254,07	371 916,21
60613	Chauffage urbain	147 716,89	2 820,12	144 896,77
60621	Combustibles	32 504,43	3 790,56	28 713,87
60622	Carburants	380 428,54	30 438,61	349 989,93
60623	Alimentation	137 095,06	12 721,42	124 373,64
60628	Autres fournitures non stockées	240 023,77	23 423,25	216 600,52
60631	Fournitures d'entretien	41 395,75	2 445,64	38 950,11
60632	Fournitures de petit équipement	267 536,63	14 086,92	253 449,71
60636	Habillement et vetements de travail	209 447,02	18 757,89	190 689,13
6064	Fournitures administratives	99 853,20		99 853,20
60661	Médicaments	20 002,14	4 602,48	15 399,66
60662	Vaccins et sérums	2 920,57		2 920,57
60668	Autres produits pharmaceutiques	137 514,47	16 758,98	120 755,49
6067	Produits d'intervention	27 436,80		27 436,80
611	Contrats de prestations de services	6 717,66	1 116,24	5 601,42
6132	Locations immobilières	296 735,69	39 511,10	257 224,59
6135	Locations mobilières	41 639,65	3 620,74	38 018,91
614	Charges locatives et de copropriété	34 234,50	7 543,30	26 691,20
61521	Terrains	21 668,88	1 693,20	19 975,68
615221	Bâtiments publics	135 743,06	10 129,90	125 613,16
615228	Autres bâtiments	19 261,49	12 731,31	6 530,18
61551	Matériel roulant	78 766,32	2 070,75	76 695,57

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
61558	Autres biens mobiliers	104 001,29	10 572,24	93 429,05
6156	Maintenance	572 444,47	92 036,26	480 408,21
6161	Multirisques	14 944,48		14 944,48
6168	Autres	167 092,42	14 944,68	152 147,74
617	Etudes et recherches	8 640,00		8 640,00
61821	Documentation générale et technique abon	36 700,75	3 372,00	33 328,75
61828	Autres	11 450,37	91,57	11 358,80
6184	Versements à des organismes de formation	219 275,62	54 364,36	164 911,26
6188	Autres frais divers	19 067,64	951,00	18 116,64
6226	Honoraires	65 162,35	2 100,00	63 062,35
6227	Frais d'actes et de contentieux	650,00		650,00
6231	Annonces et insertions	3 348,00		3 348,00
6232	Fêtes et cérémonies	3 521,68		3 521,68
6234	Réceptions	4 070,00		4 070,00
6236	Catalogues - imprimés et publications	4 496,69		4 496,69
6241	Transports de biens	4 498,51	1 452,00	3 046,51
6247	Transports collectifs du personnel	397,00		397,00
6251	Voyages déplacements et missions	65 571,63	6 620,00	58 951,63
6255	Frais de déménagement	12 628,21		12 628,21
6261	Frais d'affranchissement	13 045,09	1 551,02	11 494,07
6262	Frais de télécommunications	125 790,78	4 467,70	121 323,08
627	Services bancaires et assimiles	500,00		500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	12 799,67		12 799,67
62878	Remboursement de frais à des tiers	38 951,27	22 161,29	16 789,98

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6288	Autres	15 500,95	233,04	15 267,91
6355	Taxes et impots sur les vehicules	623,52		623,52
637	Autres impots taxes et versements assimi	15 702,68	308,50	15 394,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**4 347 910,15**	**452 964,20**	**3 894 945,95**
6218	Autre personnel extérieur	240 590,89	28 795,10	211 795,79
6331	Versement mobilité	72 930,66		72 930,66
6332	Cotisations versées au FNAL	31 751,44		31 751,44
6336	Cotisations au cnfpt et au centre de ges	140 640,26		140 640,26
6338	Autres impots taxes et versements assimi	1 242,31		1 242,31
64111	Rémunération principale	6 143 011,20		6 143 011,20
64112	Supplement familial de traitement et ind	107 403,34		107 403,34
64113	N B I	73 753,70		73 753,70
64118	Autres indemnités	4 491 006,75		4 491 006,75
64131	Rémunérations	53 962,92		53 962,92
64141	Vacations versees aux sapeurs pompiers v	2 759 208,99	167 002,14	2 592 206,85
64145	Vacations versees aux employeurs	4 942,54		4 942,54
64146	Service de santé	273 564,34	7 625,36	265 938,98
6417	Rémunérations des apprentis	3 224,79		3 224,79
6451	Cotisations à l'URSSAF	987 203,41		987 203,41
6453	Cotisations aux caisses de retraite	2 405 656,76		2 405 656,76
6454	Cotisations aux ASSEDIC	2 033,39		2 033,39
6455	Cotisations pour assurance du personnel	78 836,30		78 836,30
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	67 375,34	7 952,19	59 423,15
646	Allocation de vétérance	174 079,82	529,65	173 550,17

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6474	Versements aux oeuvres sociales	105 000,00	35 000,00	70 000,00
6475	Medecine du travail pharmacie	37 375,27	1 150,72	36 224,55
6478	Autres charges sociales diverses	338 863,00		338 863,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**18 593 657,42**	**248 055,16**	**18 345 602,26**
6531	Indemnités	26 253,60		26 253,60
6532	Frais de mission	684,58		684,58
6541	Créances admises en non-valeur	6,08		6,08
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	70 000,00		70 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	24,47		24,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**96 968,73**		**96 968,73**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	205 656,53		205 656,53
66112	Intérêts - rattachement des icne	22 254,08	26 087,26	-3 833,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**227 910,61**	**26 087,26**	**201 823,35**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**23 266 446,91**	**727 106,62**	**22 539 340,29**
675	Valeurs comptables des immobilisations c	11 040,96		11 040,96
6761	Differences sur realisations (positives)	51 296,86		51 296,86
6811	Dotations aux Amortissements des immobil	2 895 753,10		2 895 753,10
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**2 958 090,92**		**2 958 090,92**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**2 958 090,92**		**2 958 090,92**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**26 224 537,83**	**727 106,62**	**25 497 431,21**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	45 454,51		45 454,51
6479	Remboursements sur autres charges social	133 211,32		133 211,32
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**178 665,83**		**178 665,83**
7061	Interventions soumises à facturation (ar	397 170,25	27 691,31	369 478,94
7068	Prestations de services autres prestatio	27 826,73	11 600,00	16 226,73
70848	Mise à disposition de personnel facturée	322 243,36		322 243,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Comptes de produits**	**747 240,34**	**39 291,31**	**707 949,03**
744	FCTVA	14 686,52		14 686,52
7473	Département	10 135 581,00		10 135 581,00
7474	Communes	2 087 639,00		2 087 639,00
7475	Groupements de collectivités et collecti	11 035 946,00		11 035 946,00
7478	Autres organismes	6 547,18	2 283,68	4 263,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Contributions et participations**	**23 280 399,70**	**2 283,68**	**23 278 116,02**
758	Produits divers de gestion courante	5 842,30	2 088,84	3 753,46
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**5 842,30**	**2 088,84**	**3 753,46**
7713	Libéralites reçues	2 520,00		2 520,00
773	Mandats annules (sur exercices anterieur	24,66		24,66
774	Subventions exceptionnelles	921 000,00		921 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	54 921,89		54 921,89
7788	Produits exceptionnels divers	42 521,36	633,94	41 887,42
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**1 020 987,91**	**633,94**	**1 020 353,97**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**25 233 136,08**	**44 297,77**	**25 188 838,31**
722	Immobilisations corporelles	24 246,66		24 246,66
7761	Differences sur realisations (negatives)	7 415,93		7 415,93

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7768	Neutralisation des Amortissements	497 098,25		497 098,25
777	Quote-part des subventions d'investissem	96 645,69		96 645,69
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**625 406,53**		**625 406,53**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**625 406,53**		**625 406,53**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**25 858 542,61**	**44 297,77**	**25 814 244,84**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		245 831,35						245 831,35		245 831,35
10222	FCTVA		10 826 678,33				653 889,28		11 480 567,61		11 480 567,61
10228	Autres fonds globalisés		3 633 592,74						3 633 592,74		3 633 592,74
1022	**Sous Total compte 1022**		**14 460 271,07**				**653 889,28**		**15 114 160,35**		**15 114 160,35**
10251	Dons et legs en capital		2 200,00						2 200,00		2 200,00
1025	**Sous Total compte 1025**		**2 200,00**						**2 200,00**		**2 200,00**
1027	Mise a disposition (chez le beneficiair		14 272 448,59						14 272 448,59		14 272 448,59
102	**Sous Total compte 102**		**28 980 751,01**				**653 889,28**		**29 634 640,29**		**29 634 640,29**
1068	Excedents fonctionnement capitalises		6 940 892,11				319 300,00		7 260 192,11		7 260 192,11
1069	Reprise 2004 excéds capitalisés	92 706,54						92 706,54		92 706,54	
106	**Sous Total compte 106**	**92 706,54**	**6 940 892,11**				**319 300,00**	**92 706,54**	**7 260 192,11**		**7 167 485,57**
10	**Sous Total compte 10**	**92 706,54**	**35 921 643,12**				**973 189,28**	**92 706,54**	**36 894 832,40**		**36 802 125,86**
110	Report à nouveau solde créditeur		2 358 220,00	319 300,00	481 533,10			319 300,00	2 839 753,10		2 520 453,10

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
11	**Sous Total compte 11**		**2 358 220,00**	**319 300,00**	**481 533,10**			**319 300,00**	**2 839 753,10**		**2 520 453,10**
12	Résultat exercice excéd déficit		481 533,10	481 533,10				481 533,10	481 533,10		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**481 533,10**	**481 533,10**				**481 533,10**	**481 533,10**		**0,00**
1313	Départements		3 920 000,00						3 920 000,00		3 920 000,00
1314	Cnes		222 763,00						222 763,00		222 763,00
1315	Groupements de collectivités et col à sp		157 190,00						157 190,00		157 190,00
131	**Sous Total compte 131**		**4 299 953,00**						**4 299 953,00**		**4 299 953,00**
1321	Etat et établissements nationaux		225 942,60						225 942,60		225 942,60
1323	Départements		2 155 434,22						2 155 434,22		2 155 434,22
1324	Cnes		152 449,02						152 449,02		152 449,02
1328	Autres		335 345,63						335 345,63		335 345,63
132	**Sous Total compte 132**		**2 869 171,47**						**2 869 171,47**		**2 869 171,47**
1331	Fonds d'aide à l'investissemer des SDIS		406 429,96	262 829,96				262 829,96	406 429,96		143 600,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
133	**Sous Total compte 133**		**406 429,96**	**262 829,96**				**262 829,96**	**406 429,96**		**143 600,00**
13913	Départements	218 333,31				43 333,33		261 666,64		261 666,64	
13914	Communes	51 978,09				7 425,44		59 403,53		59 403,53	
13915	Groupements de collectivités et col à sp	52 396,70				5 239,67		57 636,37		57 636,37	
1391	**Sous Total compte 1391**	**322 708,10**				**55 998,44**		**378 706,54**		**378 706,54**	
13931	Fonds d'aide à l'investissemer des SDIS	351 418,45			262 829,96	40 647,25		392 065,70	262 829,96	129 235,74	
1393	**Sous Total compte 1393**	**351 418,45**			**262 829,96**	**40 647,25**		**392 065,70**	**262 829,96**	**129 235,74**	
139	**Sous Total compte 139**	**674 126,55**			**262 829,96**	**96 645,69**		**770 772,24**	**262 829,96**	**507 942,28**	
13	**Sous Total compte 13**	**674 126,55**	**7 575 554,43**	**262 829,96**	**262 829,96**	**96 645,69**		**1 033 602,20**	**7 838 384,39**		**6 804 782,19**
1641	Emprunts en euros		7 479 487,94			1 408 022,92	3 000 000,20	1 408 022,92	10 479 488,14		9 071 465,22
164	**Sous Total compte 164**		**7 479 487,94**			**1 408 022,92**	**3 000 000,20**	**1 408 022,92**	**10 479 488,14**		**9 071 465,22**
16884	Int courus sur emprunts établisst financ		26 087,26	26 087,26	22 254,08			26 087,26	48 341,34		22 254,08
1688	**Sous Total compte 1688**		**26 087,26**	**26 087,26**	**22 254,08**			**26 087,26**	**48 341,34**		**22 254,08**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
168	**Sous Total compte 168**		**26 087,26**	**26 087,26**	**22 254,08**			**26 087,26**	**48 341,34**		**22 254,08**
16	**Sous Total compte 16**		**7 505 575,20**	**26 087,26**	**22 254,08**	**1 408 022,92**	**3 000 000,20**	**1 434 110,18**	**10 527 829,48**		**9 093 719,30**
192	Plus ou moins-value cess d'immo	1 204 075,54				7 415,93	51 296,86	1 211 491,47	51 296,86	1 160 194,61	
193	Autres neutralisations et régula opérati	3 138 548,20		143,78				3 138 691,98		3 138 691,98	
198	Neutralisation des amortisSEMents	4 771 797,48				497 098,25		5 268 895,73		5 268 895,73	
19	**Sous Total compte 19**	**9 114 421,22**		**143,78**		**504 514,18**	**51 296,86**	**9 619 079,18**	**51 296,86**	**9 567 782,32**	
	Total classe 1	**9 881 254,31**	**53 842 525,85**	**1 089 894,10**	**766 617,14**	**2 009 182,79**	**4 024 486,34**	**12 980 331,20**	**58 633 629,33**	**10 168 431,14**	**55 821 729,27**
2031	Frais d'études	85 885,38				45 313,44	79 013,88	131 198,82	79 013,88	52 184,94	
2033	Frais d'insertion	2 592,00				2 700,00	2 052,00	5 292,00	2 052,00	3 240,00	
203	**Sous Total compte 203**	**88 477,38**				**48 013,44**	**81 065,88**	**136 490,82**	**81 065,88**	**55 424,94**	
20441	Biens mobiliers, matériel et études	36 177,08						36 177,08		36 177,08	
2044	**Sous Total compte 2044**	**36 177,08**						**36 177,08**		**36 177,08**	
204	**Sous Total compte 204**	**36 177,08**						**36 177,08**		**36 177,08**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2051	Concessions et droits similaires, brevet	1 392 514,73			200 279,87	349 694,95		1 742 209,68	200 279,87	1 541 929,81	
205	**Sous Total compte 205**	**1 392 514,73**			**200 279,87**	**349 694,95**		**1 742 209,68**	**200 279,87**	**1 541 929,81**	
20	**Sous Total compte 20**	**1 517 169,19**			**200 279,87**	**397 708,39**	**81 065,88**	**1 914 877,58**	**281 345,75**	**1 633 531,83**	
2111	Terrains nus	41 110,64						41 110,64		41 110,64	
2115	Terrains bâtis	189 344,34						189 344,34		189 344,34	
211	**Sous Total compte 211**	**230 454,98**						**230 454,98**		**230 454,98**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	12 367,20						12 367,20		12 367,20	
2128	Autres agenct et aménagt terrains	35 489,73						35 489,73		35 489,73	
212	**Sous Total compte 212**	**47 856,93**						**47 856,93**		**47 856,93**	
21311	Batiments administratifs	6 998 178,58						6 998 178,58		6 998 178,58	
21312	Centres d'incendie et de secours	2 281 676,55				38 647,68		2 320 324,23		2 320 324,23	
21318	Autres batiments publics	23 415,97				502 659,48	642,09	526 075,45	642,09	525 433,36	
2131	**Sous Total compte 2131**	**9 303 271,10**				**541 307,16**	**642,09**	**9 844 578,26**	**642,09**	**9 843 936,17**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2132	Batiments prives	239 945,72						239 945,72		239 945,72	
21351	Batiments publics	877 997,23						877 997,23		877 997,23	
2135	**Sous Total compte 2135**	**877 997,23**						**877 997,23**		**877 997,23**	
213	**Sous Total compte 213**	**10 421 214,05**				**541 307,16**	**642,09**	**10 962 521,21**	**642,09**	**10 961 879,12**	
21531	Réseaux transmission	2 121 378,39			1 817,92	34 275,81		2 155 654,20	1 817,92	2 153 836,28	
21532	Réseaux alerte	1 269 928,91			27 759,78	136 287,04		1 406 215,95	27 759,78	1 378 456,17	
21538	Autres réseaux	1 550 100,76			613 470,37	97 242,42		1 647 343,18	613 470,37	1 033 872,81	
2153	**Sous Total compte 2153**	**4 941 408,06**			**643 048,07**	**267 805,27**		**5 209 213,33**	**643 048,07**	**4 566 165,26**	
21561	Mat mobile d'incendie et de secours	27 796 058,98		834,52	746 327,09	2 117 125,31	11 040,96	29 914 018,81	757 368,05	29 156 650,76	
21562	Mat non mobile incendie et secours	4 421 026,99			27 105,09	301 471,60		4 722 498,59	27 105,09	4 695 393,50	
21568	Autre mat incendie et secours	4 552 253,85			30 050,78	381 984,51	7 487,09	4 934 238,36	37 537,87	4 896 700,49	
2156	**Sous Total compte 2156**	**36 769 339,82**		**834,52**	**803 482,96**	**2 800 581,42**	**18 528,05**	**39 570 755,76**	**822 011,01**	**38 748 744,75**	
21571	Ateliers	543 168,69				22 452,30		565 620,99		565 620,99	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21578	Autre mat outil techn	1 600 614,19			70,00	66 854,45		1 667 468,64	70,00	1 667 398,64	
2157	**Sous Total compte 2157**	**2 143 782,88**			**70,00**	**89 306,75**		**2 233 089,63**	**70,00**	**2 233 019,63**	
2158	Autres	392 241,33			84,81	2 304,36		394 545,69	84,81	394 460,88	
215	**Sous Total compte 215**	**44 246 772,09**		**834,52**	**1 446 685,84**	**3 159 997,80**	**18 528,05**	**47 407 604,41**	**1 465 213,89**	**45 942 390,52**	
21715	Terrains bâtis	219 997,79						219 997,79		219 997,79	
2171	**Sous Total compte 2171**	**219 997,79**						**219 997,79**		**219 997,79**	
217312	Centres d'incendie et de secours	21 043 018,41			848,86	181 719,73		21 224 738,14	848,86	21 223 889,28	
21731	**Sous Total compte 21731**	**21 043 018,41**			**848,86**	**181 719,73**		**21 224 738,14**	**848,86**	**21 223 889,28**	
21735	IGAAC constructions	5 293,98						5 293,98		5 293,98	
2173	**Sous Total compte 2173**	**21 048 312,39**			**848,86**	**181 719,73**		**21 230 032,12**	**848,86**	**21 229 183,26**	
217532	Réseaux alerte	8 601,83			5 571,25			8 601,83	5 571,25	3 030,58	
21753	**Sous Total compte 21753**	**8 601,83**			**5 571,25**			**8 601,83**	**5 571,25**	**3 030,58**	
217561	Mat mobile d'incendie et de secours	41 145,99						41 145,99		41 145,99	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217562	Mat non mobile incendie et secours	13 390,84						13 390,84		13 390,84	
217568	Autre mat incendie et secours	52 229,85						52 229,85		52 229,85	
21756	**Sous Total compte 21756**	**106 766,68**						**106 766,68**		**106 766,68**	
2175	**Sous Total compte 2175**	**115 368,51**			**5 571,25**			**115 368,51**	**5 571,25**	**109 797,26**	
21784	Autres mat de bureau et mobilier	50 668,38			50 668,38			50 668,38	50 668,38		0,00
21788	Autres	23 804,64						23 804,64		23 804,64	
2178	**Sous Total compte 2178**	**74 473,02**			**50 668,38**			**74 473,02**	**50 668,38**	**23 804,64**	
217	**Sous Total compte 217**	**21 458 151,71**			**57 088,49**	**181 719,73**		**21 639 871,44**	**57 088,49**	**21 582 782,95**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	74 969,89						74 969,89		74 969,89	
2182	Mat de transport	350 850,29			60 816,51			350 850,29	60 816,51	290 033,78	
2183	Mat informatique	654 773,97			180 933,18	53 696,85		708 470,82	180 933,18	527 537,64	
2184	Autres mat de bureau et mobilier	739 656,72			2 195,17	46 033,60		785 690,32	2 195,17	783 495,15	
2185	Cheptel	6 607,14						6 607,14		6 607,14	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2188	Autres	827 161,35			79 157,83	43 639,82		870 801,17	79 157,83	791 643,34	
218	**Sous Total compte 218**	**2 654 019,36**			**323 102,69**	**143 370,27**		**2 797 389,63**	**323 102,69**	**2 474 286,94**	
21	**Sous Total compte 21**	**79 058 469,12**		**834,52**	**1 826 877,02**	**4 026 394,96**	**19 170,14**	**83 085 698,60**	**1 846 047,16**	**81 239 651,44**	
231312	Centres d'incendie et de secours	29 910,00				209 450,26		239 360,26		239 360,26	
23131	**Sous Total compte 23131**	**29 910,00**				**209 450,26**		**239 360,26**		**239 360,26**	
2313	**Sous Total compte 2313**	**29 910,00**				**209 450,26**		**239 360,26**		**239 360,26**	
231	**Sous Total compte 231**	**29 910,00**				**209 450,26**		**239 360,26**		**239 360,26**	
238	Avances versées cdes immob corpo	79 755,98				444 976,46	158 830,32	524 732,44	158 830,32	365 902,12	
23	**Sous Total compte 23**	**109 665,98**				**654 426,72**	**158 830,32**	**764 092,70**	**158 830,32**	**605 262,38**	
275	Dépôts et cautionnements versés	3 839,00						3 839,00		3 839,00	
27	**Sous Total compte 27**	**3 839,00**						**3 839,00**		**3 839,00**	
28031	Amort frais études		6 443,87				2 147,98		8 591,85		8 591,85
2803	**Sous Total compte 2803**		**6 443,87**				**2 147,98**		**8 591,85**		**8 591,85**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280441	Biens mobiliers, matériel et études		7 235,41				7 235,41		14 470,82		14 470,82
28044	**Sous Total compte 28044**		**7 235,41**				**7 235,41**		**14 470,82**		**14 470,82**
2804	**Sous Total compte 2804**		**7 235,41**				**7 235,41**		**14 470,82**		**14 470,82**
28051	Concessions et droits similaires, brevet		692 377,23	200 279,87			107 583,37	200 279,87	799 960,60		599 680,73
2805	**Sous Total compte 2805**		**692 377,23**	**200 279,87**			**107 583,37**	**200 279,87**	**799 960,60**		**599 680,73**
280	**Sous Total compte 280**		**706 056,51**	**200 279,87**			**116 966,76**	**200 279,87**	**823 023,27**		**622 743,40**
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		2 118,64				529,66		2 648,30		2 648,30
2812	**Sous Total compte 2812**		**2 118,64**				**529,66**		**2 648,30**		**2 648,30**
281311	Bâts administratifs		966 600,91				135 768,24		1 102 369,15		1 102 369,15
281312	Centres d'incendie et de secours		482 407,77				49 625,54		532 033,31		532 033,31
281318	Amort autres bâtiments publics		1 377,30				1 170,81		2 548,11		2 548,11
28131	**Sous Total compte 28131**		**1 450 385,98**				**186 564,59**		**1 636 950,57**		**1 636 950,57**
28132	Bâtiments privés		120 822,02				7 941,58		128 763,60		128 763,60

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281351	Bâtiments publics		371 541,42				75 243,74		446 785,16		446 785,16
28135	**Sous Total compte 28135**		**371 541,42**				**75 243,74**		**446 785,16**		**446 785,16**
2813	**Sous Total compte 2813**		**1 942 749,42**				**269 749,91**		**2 212 499,33**		**2 212 499,33**
281531	Réseaux transmission		1 649 350,50	1 817,92			192 038,61	1 817,92	1 841 389,11		1 839 571,19
281532	Réseaux alerte		1 066 376,24	27 759,78			73 752,86	27 759,78	1 140 129,10		1 112 369,32
281538	Autres réseaux		1 068 138,13	613 470,37			80 448,77	613 470,37	1 148 586,90		535 116,53
28153	**Sous Total compte 28153**		**3 783 864,87**	**643 048,07**			**346 240,24**	**643 048,07**	**4 130 105,11**		**3 487 057,04**
281561	Mat mobile d'incendie et de secours		17 505 790,15	746 183,31	834,52		1 131 691,79	746 183,31	18 638 316,46		17 892 133,15
281562	Mat non mobile incendie et secours		3 450 860,71	27 105,09			217 144,97	27 105,09	3 668 005,68		3 640 900,59
281568	Amort autre mat incendie et secours		3 610 005,26	30 050,78			219 137,74	30 050,78	3 829 143,00		3 799 092,22
28156	**Sous Total compte 28156**		**24 566 656,12**	**803 339,18**	**834,52**		**1 567 974,50**	**803 339,18**	**26 135 465,14**		**25 332 125,96**
281571	Amort ateliers		434 551,06				22 157,79		456 708,85		456 708,85
281578	Amort autre mat outil techn		1 282 075,09	70,00			100 977,63	70,00	1 383 052,72		1 382 982,72

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28157	**Sous Total compte 28157**		**1 716 626,15**	**70,00**			**123 135,42**	**70,00**	**1 839 761,57**		**1 839 691,57**
28158	Amort ateliers		333 666,71	84,81			16 570,85	84,81	350 237,56		350 152,75
2815	**Sous Total compte 2815**		**30 400 813,85**	**1 446 542,06**	**834,52**		**2 053 921,01**	**1 446 542,06**	**32 455 569,38**		**31 009 027,32**
28171	Amort terr reçus		11 058,79						11 058,79		11 058,79
2817312	Centres d'incendie et de secours		4 393 435,33	848,86			346 532,10	848,86	4 739 967,43		4 739 118,57
281731	**Sous Total compte 281731**		**4 393 435,33**	**848,86**			**346 532,10**	**848,86**	**4 739 967,43**		**4 739 118,57**
281735	Instal gales agenct amégts const		5 293,98						5 293,98		5 293,98
28173	**Sous Total compte 28173**		**4 398 729,31**	**848,86**			**346 532,10**	**848,86**	**4 745 261,41**		**4 744 412,55**
2817532	Réseaux alerte		7 585,35	5 571,25			183,10	5 571,25	7 768,45		2 197,20
281753	**Sous Total compte 281753**		**7 585,35**	**5 571,25**			**183,10**	**5 571,25**	**7 768,45**		**2 197,20**
2817561	Mat mobile d'incendie et de secours		32 437,33				2 743,07		35 180,40		35 180,40
2817562	Mat non mobile incendie et secours		12 756,64				211,42		12 968,06		12 968,06
2817568	Amort autre mat incendie et secours		52 229,85						52 229,85		52 229,85

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281756	**Sous Total compte 281756**		**97 423,82**				**2 954,49**		**100 378,31**		**100 378,31**
28175	**Sous Total compte 28175**		**105 009,17**	**5 571,25**			**3 137,59**	**5 571,25**	**108 146,76**		**102 575,51**
281784	Autres mat de bureau et mobilier		50 668,38	50 668,38				50 668,38	50 668,38		0,00
281788	Amort autres		23 804,64						23 804,64		23 804,64
28178	**Sous Total compte 28178**		**74 473,02**	**50 668,38**				**50 668,38**	**74 473,02**		**23 804,64**
2817	**Sous Total compte 2817**		**4 589 270,29**	**57 088,49**			**349 669,69**	**57 088,49**	**4 938 939,98**		**4 881 851,49**
28181	Instal gales agenct amngts divers		51 814,26				5 799,59		57 613,85		57 613,85
28182	Mat de transport		350 850,29	60 816,51				60 816,51	350 850,29		290 033,78
28183	Mat informatique		429 454,66	180 933,18			67 580,89	180 933,18	497 035,55		316 102,37
28184	Autres mat de bureau et mobilier		622 150,47	2 195,17			26 833,03	2 195,17	648 983,50		646 788,33
28185	Cheptel		4 464,30				307,15		4 771,45		4 771,45
28188	Amort autres		812 898,53	79 157,83			4 395,41	79 157,83	817 293,94		738 136,11
2818	**Sous Total compte 2818**		**2 271 632,51**	**323 102,69**			**104 916,07**	**323 102,69**	**2 376 548,58**		**2 053 445,89**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281	**Sous Total compte 281**		**39 206 584,71**	**1 826 733,24**	**834,52**		**2 778 786,34**	**1 826 733,24**	**41 986 205,57**		**40 159 472,33**
28	**Sous Total compte 28**		**39 912 641,22**	**2 027 013,11**	**834,52**		**2 895 753,10**	**2 027 013,11**	**42 809 228,84**		**40 782 215,73**
	Total classe 2	**80 689 143,29**	**39 912 641,22**	**2 027 847,63**	**2 027 991,41**	**5 078 530,07**	**3 154 819,44**	**87 795 520,99**	**45 095 452,07**	**83 482 284,65**	**40 782 215,73**
4011	Fournisseurs			4 084 905,01	4 108 363,63			4 084 905,01	4 108 363,63		23 458,62
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			124 060,06	124 060,06			124 060,06	124 060,06		0,00
4017	**Sous Total compte 4017**			**124 060,06**	**124 060,06**			**124 060,06**	**124 060,06**		**0,00**
401	**Sous Total compte 401**			**4 208 965,07**	**4 232 423,69**			**4 208 965,07**	**4 232 423,69**		**23 458,62**
4041	Fournis immob			4 871 154,46	4 871 154,46			4 871 154,46	4 871 154,46		0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		11 019,24	2 599,27	15 740,10			2 599,27	26 759,34		24 160,07
40472	Fournisseurs d'immo-Cession, opposition			57 409,34	57 409,34			57 409,34	57 409,34		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**11 019,24**	**60 008,61**	**73 149,44**			**60 008,61**	**84 168,68**		**24 160,07**
404	**Sous Total compte 404**		**11 019,24**	**4 931 163,07**	**4 944 303,90**			**4 931 163,07**	**4 955 323,14**		**24 160,07**
408	Fournis factures non parvenues		448 763,73	448 763,73	669 526,56			448 763,73	1 118 290,29		669 526,56

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40	**Sous Total compte 40**		**459 782,97**	**9 588 891,87**	**9 846 254,15**			**9 588 891,87**	**10 306 037,12**		**717 145,25**
4111	Redevables - amiable	220 282,06		758 679,82	727 163,98			978 961,88	727 163,98	251 797,90	
4116	Redevables - contentieux	1 700,72		5 590,21	6 989,20			7 290,93	6 989,20	301,73	
411	**Sous Total compte 411**	**221 982,78**		**764 270,03**	**734 153,18**			**986 252,81**	**734 153,18**	**252 099,63**	
4161	Créances douteuses	288 732,00						288 732,00		288 732,00	
416	**Sous Total compte 416**	**288 732,00**						**288 732,00**		**288 732,00**	
418	Redevables produits non encore facturés	38 076,31		16 117,12	38 076,31			54 193,43	38 076,31	16 117,12	
41	**Sous Total compte 41**	**548 791,09**		**780 387,15**	**772 229,49**			**1 329 178,24**	**772 229,49**	**556 948,75**	
421	Personnel - rémunérations dues			11 306 892,83	11 306 892,83			11 306 892,83	11 306 892,83		0,00
427	Personnel - oppositions			8 693,30	8 693,30			8 693,30	8 693,30		0,00
4286	Personnel - autres charges à payer		7 625,36	7 625,36				7 625,36	7 625,36		0,00
428	**Sous Total compte 428**		**7 625,36**	**7 625,36**				**7 625,36**	**7 625,36**		**0,00**
42	**Sous Total compte 42**		**7 625,36**	**11 323 211,49**	**11 315 586,13**			**11 323 211,49**	**11 323 211,49**		**0,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
431	Sécurite sociale			2 273 212,63	2 273 212,63			2 273 212,63	2 273 212,63		0,00
437	Autres organismes sociaux			3 653 667,19	3 653 667,19			3 653 667,19	3 653 667,19		0,00
4386	Organismes soc - autres charges à payer		168 529,12	168 529,12				168 529,12	168 529,12		0,00
438	**Sous Total compte 438**		**168 529,12**	**168 529,12**				**168 529,12**	**168 529,12**		**0,00**
43	**Sous Total compte 43**		**168 529,12**	**6 095 408,94**	**5 926 879,82**			**6 095 408,94**	**6 095 408,94**		**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			23 259 166,00	22 250 354,30			23 259 166,00	22 250 354,30	1 008 811,70	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			6 196 854,67	6 196 854,67			6 196 854,67	6 196 854,67		0,00
441	**Sous Total compte 441**			**29 456 020,67**	**28 447 208,97**			**29 456 020,67**	**28 447 208,97**	**1 008 811,70**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			438 195,18	438 195,18			438 195,18	438 195,18		0,00
442	**Sous Total compte 442**			**438 195,18**	**438 195,18**			**438 195,18**	**438 195,18**		**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses			14 686,52	14 686,52			14 686,52	14 686,52		0,00
4432	Opér particul avec Etat rec amiable			653 889,28	653 889,28			653 889,28	653 889,28		0,00
443	**Sous Total compte 443**			**668 575,80**	**668 575,80**			**668 575,80**	**668 575,80**		**0,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			87 699,01	87 699,01			87 699,01	87 699,01		0,00
4486	Etat - autres charges à payer		308,50	308,50				308,50	308,50		0,00
4487	Etat - produits à recevoir	1 992,20			1 992,20			1 992,20	1 992,20		0,00
448	**Sous Total compte 448**	**1 992,20**	**308,50**	**308,50**	**1 992,20**			**2 300,70**	**2 300,70**		**0,00**
44	**Sous Total compte 44**	**1 992,20**	**308,50**	**30 650 799,16**	**29 643 671,16**			**30 652 791,36**	**29 643 979,66**	**1 008 811,70**	
4621	Créances cess immob - amiable	2 200,00		54 921,89	57 121,89			57 121,89	57 121,89		0,00
462	**Sous Total compte 462**	**2 200,00**		**54 921,89**	**57 121,89**			**57 121,89**	**57 121,89**		**0,00**
466	Excédt de verSEMent			40 632,00	40 632,00			40 632,00	40 632,00		0,00
46711	Autres comptes créditeurs			507 645,16	507 645,16			507 645,16	507 645,16		0,00
4671	**Sous Total compte 4671**			**507 645,16**	**507 645,16**			**507 645,16**	**507 645,16**		**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	27 301,24		329 504,08	316 896,19			356 805,32	316 896,19	39 909,13	
46726	Débiteurs divers - contentieux			26 753,46	26 753,46			26 753,46	26 753,46		0,00
4672	**Sous Total compte 4672**	**27 301,24**		**356 257,54**	**343 649,65**			**383 558,78**	**343 649,65**	**39 909,13**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467	**Sous Total compte 467**	**27 301,24**		**863 902,70**	**851 294,81**			**891 203,94**	**851 294,81**	**39 909,13**	
4686	Divers - charges à payer		6 620,00	6 620,00	17 236,11			6 620,00	23 856,11		17 236,11
468	**Sous Total compte 468**		**6 620,00**	**6 620,00**	**17 236,11**			**6 620,00**	**23 856,11**		**17 236,11**
46	**Sous Total compte 46**	**29 501,24**	**6 620,00**	**966 076,59**	**966 284,81**			**995 577,83**	**972 904,81**	**22 673,02**	
4712	Viremts réimputés		35,36	33 194,30	34 126,00			33 194,30	34 161,36		967,06
47133	Raet : fonds d'emprunt			2 000 000,00	2 000 000,00			2 000 000,00	2 000 000,00		0,00
47138	Raet : autres			10 774 442,66	10 774 442,66			10 774 442,66	10 774 442,66		0,00
4713	**Sous Total compte 4713**			**12 774 442,66**	**12 774 442,66**			**12 774 442,66**	**12 774 442,66**		**0,00**
471411	Excédent à réimputer - pers physiques			2 088,75	2 088,75			2 088,75	2 088,75		0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			40 632,00	40 632,00			40 632,00	40 632,00		0,00
47141	**Sous Total compte 47141**			**42 720,75**	**42 720,75**			**42 720,75**	**42 720,75**		**0,00**
4714	**Sous Total compte 4714**			**42 720,75**	**42 720,75**			**42 720,75**	**42 720,75**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser			16 762,00	69 622,00			16 762,00	69 622,00		52 860,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471	**Sous Total compte 471**		**35,36**	**12 867 119,71**	**12 920 911,41**			**12 867 119,71**	**12 920 946,77**		**53 827,06**
47211	DACR - rembst annuités emprunts			1 461 223,98	1 461 223,98			1 461 223,98	1 461 223,98		0,00
47218	DACR - autres dépenses			367 598,06	367 598,06			367 598,06	367 598,06		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**			**1 828 822,04**	**1 828 822,04**			**1 828 822,04**	**1 828 822,04**		**0,00**
4728	DACR - autres dépenses à régul			24 522,54	24 522,54			24 522,54	24 522,54		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**1 853 344,58**	**1 853 344,58**			**1 853 344,58**	**1 853 344,58**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**		**35,36**	**14 720 464,29**	**14 774 255,99**			**14 720 464,29**	**14 774 291,35**		**53 827,06**
491	Prov dépréciat comptes redevables		288 732,00						288 732,00		288 732,00
49	**Sous Total compte 49**		**288 732,00**						**288 732,00**		**288 732,00**
	Total classe 4	**580 284,53**	**931 633,31**	**74 125 239,49**	**73 245 161,55**			**74 705 524,02**	**74 176 794,86**	**1 605 669,58**	**1 076 940,42**
515	Compte au trésor	3 533 118,25		27 819 549,86	28 614 354,43			31 352 668,11	28 614 354,43	2 738 313,68	
51	**Sous Total compte 51**	**3 533 118,25**		**27 819 549,86**	**28 614 354,43**			**31 352 668,11**	**28 614 354,43**	**2 738 313,68**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	3 000,00		219,94	219,94			3 219,94	219,94	3 000,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
541	**Sous Total compte 541**	**3 000,00**		**219,94**	**219,94**			**3 219,94**	**219,94**	**3 000,00**	
54	**Sous Total compte 54**	**3 000,00**		**219,94**	**219,94**			**3 219,94**	**219,94**	**3 000,00**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			3 824 035,74	3 824 035,74			3 824 035,74	3 824 035,74		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			7 298,47	7 298,47			7 298,47	7 298,47		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur			6,08	6,08			6,08	6,08		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**6,08**	**6,08**			**6,08**	**6,08**		**0,00**
58	**Sous Total compte 58**			**3 831 340,29**	**3 831 340,29**			**3 831 340,29**	**3 831 340,29**		**0,00**
	Total classe 5	**3 536 118,25**		**31 651 110,09**	**32 445 914,66**			**35 187 228,34**	**32 445 914,66**	**2 741 313,68**	
605	Achts de matériel équipts trvx					1 748,25		1 748,25		1 748,25	
60611	Eau et assainisSEMent					31 474,03	6 222,06	31 474,03	6 222,06	25 251,97	
60612	Energie - électricité					395 170,28	23 254,07	395 170,28	23 254,07	371 916,21	
60613	Chauffage urbain					147 716,89	2 820,12	147 716,89	2 820,12	144 896,77	
6061	**Sous Total compte 6061**					**574 361,20**	**32 296,25**	**574 361,20**	**32 296,25**	**542 064,95**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60621	Combustibles					32 504,43	3 790,56	32 504,43	3 790,56	28 713,87	
60622	Carburants					380 428,54	30 438,61	380 428,54	30 438,61	349 989,93	
60623	Alimentation					137 095,06	12 721,42	137 095,06	12 721,42	124 373,64	
60628	Autres fournit non stkées					240 023,77	23 423,25	240 023,77	23 423,25	216 600,52	
6062	**Sous Total compte 6062**					**790 051,80**	**70 373,84**	**790 051,80**	**70 373,84**	**719 677,96**	
60631	Fournitures d'entretien					41 395,75	2 445,64	41 395,75	2 445,64	38 950,11	
60632	Fournitures de petit équipement					267 536,63	14 086,92	267 536,63	14 086,92	253 449,71	
60636	Habillement et vetements de travail					209 447,02	18 757,89	209 447,02	18 757,89	190 689,13	
6063	**Sous Total compte 6063**					**518 379,40**	**35 290,45**	**518 379,40**	**35 290,45**	**483 088,95**	
6064	Fournitures administratives					99 853,20		99 853,20		99 853,20	
60661	Médicaments					20 002,14	4 602,48	20 002,14	4 602,48	15 399,66	
60662	Vaccins et sérums					2 920,57		2 920,57		2 920,57	
60668	Autres produits pharmaceutiques					137 514,47	16 758,98	137 514,47	16 758,98	120 755,49	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6066	**Sous Total compte 6066**					**160 437,18**	**21 361,46**	**160 437,18**	**21 361,46**	**139 075,72**	
6067	Produits d'intervention					27 436,80		27 436,80		27 436,80	
606	**Sous Total compte 606**					**2 170 519,58**	**159 322,00**	**2 170 519,58**	**159 322,00**	**2 011 197,58**	
60	**Sous Total compte 60**					**2 172 267,83**	**159 322,00**	**2 172 267,83**	**159 322,00**	**2 012 945,83**	
611	Contrats de prestations de services					6 717,66	1 116,24	6 717,66	1 116,24	5 601,42	
6132	Locations immobilières					296 735,69	39 511,10	296 735,69	39 511,10	257 224,59	
6135	Locations mobilières					41 639,65	3 620,74	41 639,65	3 620,74	38 018,91	
613	**Sous Total compte 613**					**338 375,34**	**43 131,84**	**338 375,34**	**43 131,84**	**295 243,50**	
614	Charges locatives et de copropriété					34 234,50	7 543,30	34 234,50	7 543,30	26 691,20	
61521	Terrains					21 668,88	1 693,20	21 668,88	1 693,20	19 975,68	
615221	Bâtiments publics					135 743,06	10 129,90	135 743,06	10 129,90	125 613,16	
615228	Autres bâtiments					19 261,49	12 731,31	19 261,49	12 731,31	6 530,18	
61522	**Sous Total compte 61522**					**155 004,55**	**22 861,21**	**155 004,55**	**22 861,21**	**132 143,34**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6152	**Sous Total compte 6152**					**176 673,43**	**24 554,41**	**176 673,43**	**24 554,41**	**152 119,02**	
61551	Mat roulant					78 766,32	2 070,75	78 766,32	2 070,75	76 695,57	
61558	Autres biens mobiliers					104 001,29	10 572,24	104 001,29	10 572,24	93 429,05	
6155	**Sous Total compte 6155**					**182 767,61**	**12 642,99**	**182 767,61**	**12 642,99**	**170 124,62**	
6156	Maintenance					572 444,47	92 036,26	572 444,47	92 036,26	480 408,21	
615	**Sous Total compte 615**					**931 885,51**	**129 233,66**	**931 885,51**	**129 233,66**	**802 651,85**	
6161	Multirisques					14 944,48		14 944,48		14 944,48	
6168	Autres					167 092,42	14 944,68	167 092,42	14 944,68	152 147,74	
616	**Sous Total compte 616**					**182 036,90**	**14 944,68**	**182 036,90**	**14 944,68**	**167 092,22**	
617	Etudes et recherches					8 640,00		8 640,00		8 640,00	
61821	Doc gale techn abonnements					36 700,75	3 372,00	36 700,75	3 372,00	33 328,75	
61828	Autres					11 450,37	91,57	11 450,37	91,57	11 358,80	
6182	**Sous Total compte 6182**					**48 151,12**	**3 463,57**	**48 151,12**	**3 463,57**	**44 687,55**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6184	Verst à des organismes de formation					219 275,62	54 364,36	219 275,62	54 364,36	164 911,26	
6188	Autres frais divers					19 067,64	951,00	19 067,64	951,00	18 116,64	
618	**Sous Total compte 618**					**286 494,38**	**58 778,93**	**286 494,38**	**58 778,93**	**227 715,45**	
61	**Sous Total compte 61**					**1 788 384,29**	**254 748,65**	**1 788 384,29**	**254 748,65**	**1 533 635,64**	
6218	Autre personnel extérieur					240 590,89	28 795,10	240 590,89	28 795,10	211 795,79	
621	**Sous Total compte 621**					**240 590,89**	**28 795,10**	**240 590,89**	**28 795,10**	**211 795,79**	
6226	Honoraires					65 162,35	2 100,00	65 162,35	2 100,00	63 062,35	
6227	Frais d'actes et de contentieux					650,00		650,00		650,00	
622	**Sous Total compte 622**					**65 812,35**	**2 100,00**	**65 812,35**	**2 100,00**	**63 712,35**	
6231	Annonces et insertions					3 348,00		3 348,00		3 348,00	
6232	Fêtes et cérémonies					3 521,68		3 521,68		3 521,68	
6234	Réceptions					4 070,00		4 070,00		4 070,00	
6236	Catalogues - imprimés et publications					4 496,69		4 496,69		4 496,69	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
623	**Sous Total compte 623**					**15 436,37**		**15 436,37**		**15 436,37**	
6241	Transports de biens					4 498,51	1 452,00	4 498,51	1 452,00	3 046,51	
6247	Transports collectifs du personnel					397,00		397,00		397,00	
624	**Sous Total compte 624**					**4 895,51**	**1 452,00**	**4 895,51**	**1 452,00**	**3 443,51**	
6251	Voyages déplacements et missions					65 571,63	6 620,00	65 571,63	6 620,00	58 951,63	
6255	Frais de déménagement					12 628,21		12 628,21		12 628,21	
625	**Sous Total compte 625**					**78 199,84**	**6 620,00**	**78 199,84**	**6 620,00**	**71 579,84**	
6261	Frais d'affranchisser					13 045,09	1 551,02	13 045,09	1 551,02	11 494,07	
6262	Frais de télécommunicati					125 790,78	4 467,70	125 790,78	4 467,70	121 323,08	
626	**Sous Total compte 626**					**138 835,87**	**6 018,72**	**138 835,87**	**6 018,72**	**132 817,15**	
627	Services bancaires et assimiles					500,00		500,00		500,00	
6283	Frais de nettoyage des locaux					12 799,67		12 799,67		12 799,67	
62878	Rembst de frais à des tiers					38 951,27	22 161,29	38 951,27	22 161,29	16 789,98	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6287	**Sous Total compte 6287**					**38 951,27**	**22 161,29**	**38 951,27**	**22 161,29**	**16 789,98**	
6288	Autres					15 500,95	233,04	15 500,95	233,04	15 267,91	
628	**Sous Total compte 628**					**67 251,89**	**22 394,33**	**67 251,89**	**22 394,33**	**44 857,56**	
62	**Sous Total compte 62**					**611 522,72**	**67 380,15**	**611 522,72**	**67 380,15**	**544 142,57**	
6331	Versement mobilité					72 930,66		72 930,66		72 930,66	
6332	Cotisations versées au FNAL					31 751,44		31 751,44		31 751,44	
6336	Cotisations au cnfpt et au centre de ges					140 640,26		140 640,26		140 640,26	
6338	Autres impots taxes et verSEMents assim					1 242,31		1 242,31		1 242,31	
633	**Sous Total compte 633**					**246 564,67**		**246 564,67**		**246 564,67**	
6355	Taxes et impots sur les vehicules					623,52		623,52		623,52	
635	**Sous Total compte 635**					**623,52**		**623,52**		**623,52**	
637	Autres impots taxes et verSEMents assim					15 702,68	308,50	15 702,68	308,50	15 394,18	
63	**Sous Total compte 63**					**262 890,87**	**308,50**	**262 890,87**	**308,50**	**262 582,37**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64111	Rémunération principale					6 143 011,20		6 143 011,20		6 143 011,20	
64112	SF et IR					107 403,34		107 403,34		107 403,34	
64113	NBI					73 753,70		73 753,70		73 753,70	
64118	Autres indemnités					4 491 006,75		4 491 006,75		4 491 006,75	
6411	**Sous Total compte 6411**					**10 815 174,99**		**10 815 174,99**		**10 815 174,99**	
64131	Rémunérations					53 962,92		53 962,92		53 962,92	
6413	**Sous Total compte 6413**					**53 962,92**		**53 962,92**		**53 962,92**	
64141	Vacations versees aux sapeurs pompiers v					2 759 208,99	167 002,14	2 759 208,99	167 002,14	2 592 206,85	
64145	Vacations versees aux employeurs					4 942,54		4 942,54		4 942,54	
64146	Service de santé					273 564,34	7 625,36	273 564,34	7 625,36	265 938,98	
6414	**Sous Total compte 6414**					**3 037 715,87**	**174 627,50**	**3 037 715,87**	**174 627,50**	**2 863 088,37**	
6417	Rémunérations des apprentis					3 224,79		3 224,79		3 224,79	
6419	Rembst sur rémunérations du persel						45 454,51		45 454,51		45 454,51

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
641	**Sous Total compte 641**					**13 910 078,57**	**220 082,01**	**13 910 078,57**	**220 082,01**	**13 689 996,56**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					987 203,41		987 203,41		987 203,41	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					2 405 656,76		2 405 656,76		2 405 656,76	
6454	Cotisations aux ASSEDIC					2 033,39		2 033,39		2 033,39	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					78 836,30		78 836,30		78 836,30	
6458	Cotisat autres organismes sociaux					67 375,34	7 952,19	67 375,34	7 952,19	59 423,15	
645	**Sous Total compte 645**					**3 541 105,20**	**7 952,19**	**3 541 105,20**	**7 952,19**	**3 533 153,01**	
646	Allocation de vétérance					174 079,82	529,65	174 079,82	529,65	173 550,17	
6474	Verst aux oeuvres sociales					105 000,00	35 000,00	105 000,00	35 000,00	70 000,00	
6475	Medecine du travail pharmacie					37 375,27	1 150,72	37 375,27	1 150,72	36 224,55	
6478	Autres charges sociales diverses					338 863,00		338 863,00		338 863,00	
6479	Rembst sur autres charges social						133 211,32		133 211,32		133 211,32
647	**Sous Total compte 647**					**481 238,27**	**169 362,04**	**481 238,27**	**169 362,04**	**311 876,23**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64	**Sous Total compte 64**					**18 106 501,86**	**397 925,89**	**18 106 501,86**	**397 925,89**	**17 708 575,97**	
6531	Indemnités					26 253,60		26 253,60		26 253,60	
6532	Frais de mission					684,58		684,58		684,58	
653	**Sous Total compte 653**					**26 938,18**		**26 938,18**		**26 938,18**	
6541	Créances admises en non-valeur					6,08		6,08		6,08	
654	**Sous Total compte 654**					**6,08**		**6,08**		**6,08**	
6574	subv de fonctionnement aux associ					70 000,00		70 000,00		70 000,00	
657	**Sous Total compte 657**					**70 000,00**		**70 000,00**		**70 000,00**	
658	Charges diverses gest courante					24,47		24,47		24,47	
65	**Sous Total compte 65**					**96 968,73**		**96 968,73**		**96 968,73**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					205 656,53		205 656,53		205 656,53	
66112	Intérêts - rattachement des icne					22 254,08	26 087,26	22 254,08	26 087,26		3 833,18
6611	**Sous Total compte 6611**					**227 910,61**	**26 087,26**	**227 910,61**	**26 087,26**	**201 823,35**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
661	**Sous Total compte 661**					**227 910,61**	**26 087,26**	**227 910,61**	**26 087,26**	**201 823,35**	
66	**Sous Total compte 66**					**227 910,61**	**26 087,26**	**227 910,61**	**26 087,26**	**201 823,35**	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					11 040,96		11 040,96		11 040,96	
6761	Differences sur realisations (positives)					51 296,86		51 296,86		51 296,86	
676	**Sous Total compte 676**					**51 296,86**		**51 296,86**		**51 296,86**	
67	**Sous Total compte 67**					**62 337,82**		**62 337,82**		**62 337,82**	
6811	DA - immob incorp et corpo					2 895 753,10		2 895 753,10		2 895 753,10	
681	**Sous Total compte 681**					**2 895 753,10**		**2 895 753,10**		**2 895 753,10**	
68	**Sous Total compte 68**					**2 895 753,10**		**2 895 753,10**		**2 895 753,10**	
	Total classe 6					**26 224 537,83**	**905 772,45**	**26 224 537,83**	**905 772,45**	**25 501 264,39**	**182 499,01**
7061	Interv soumises à facturation l1424-42					27 691,31	397 170,25	27 691,31	397 170,25		369 478,94
7068	Prest serv autres prestat service					11 600,00	27 826,73	11 600,00	27 826,73		16 226,73
706	**Sous Total compte 706**					**39 291,31**	**424 996,98**	**39 291,31**	**424 996,98**		**385 705,67**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70848	Mise à dispo persel facturée autres org						322 243,36		322 243,36		322 243,36
7084	**Sous Total compte 7084**						**322 243,36**		**322 243,36**		**322 243,36**
708	**Sous Total compte 708**						**322 243,36**		**322 243,36**		**322 243,36**
70	**Sous Total compte 70**					**39 291,31**	**747 240,34**	**39 291,31**	**747 240,34**		**707 949,03**
722	Immob corporelles						24 246,66		24 246,66		24 246,66
72	**Sous Total compte 72**						**24 246,66**		**24 246,66**		**24 246,66**
744	FCTVA						14 686,52		14 686,52		14 686,52
7473	Dépt						10 135 581,00		10 135 581,00		10 135 581,00
7474	Cnes						2 087 639,00		2 087 639,00		2 087 639,00
7475	Groupements de collectivités et col à sp						11 035 946,00		11 035 946,00		11 035 946,00
7478	Autres organismes					2 283,68	6 547,18	2 283,68	6 547,18		4 263,50
747	**Sous Total compte 747**					**2 283,68**	**23 265 713,18**	**2 283,68**	**23 265 713,18**		**23 263 429,50**
74	**Sous Total compte 74**					**2 283,68**	**23 280 399,70**	**2 283,68**	**23 280 399,70**		**23 278 116,02**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
758	Produits divers de gestion courante					2 088,84	5 842,30	2 088,84	5 842,30		3 753,46
75	**Sous Total compte 75**					**2 088,84**	**5 842,30**	**2 088,84**	**5 842,30**		**3 753,46**
7713	Libéralites reçues						2 520,00		2 520,00		2 520,00
771	**Sous Total compte 771**						**2 520,00**		**2 520,00**		**2 520,00**
773	Mandats annules (sur exercices anterieur						24,66		24,66		24,66
774	Subv exceptionnelles						921 000,00		921 000,00		921 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisatio						54 921,89		54 921,89		54 921,89
7761	Differences sur realisations (negatives)						7 415,93		7 415,93		7 415,93
7768	Neutralisation des amortisSEMents						497 098,25		497 098,25		497 098,25
776	**Sous Total compte 776**						**504 514,18**		**504 514,18**		**504 514,18**
777	Quote-part des subv d'investisSEM						96 645,69		96 645,69		96 645,69
7788	Produits exceptionnels divers					633,94	42 521,36	633,94	42 521,36		41 887,42
778	**Sous Total compte 778**					**633,94**	**42 521,36**	**633,94**	**42 521,36**		**41 887,42**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
77	Sous Total compte 77					633,94	1 622 147,78	633,94	1 622 147,78		1 621 513,84
	Total classe 7					44 297,77	25 679 876,78	44 297,77	25 679 876,78		25 635 579,01
	Total général	94 686 800,38	94 686 800,38	108 894 091,31	108 485 684,76	33 356 548,46	33 764 955,01	236 937 440,15	236 937 440,15	123 498 963,44	123 498 963,44

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2021

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille							0,00	0,00
TITRES RESTAURANTS	0,00	75 852,00	75 852,00	0,00	75 852,00	75 852,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	0,00	75 852,00	75 852,00	0,00	75 852,00	75 852,00	0,00	0,00
862 Correspondant							0,00	0,00
TITRES RESTAURANTS	16 184,00	75 600,00	91 784,00	0,00	79 016,00	79 016,00	12 768,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	16 184,00	75 600,00	91 784,00	0,00	79 016,00	79 016,00	12 768,00	0,00
863 Prise en charge titre et valeur							0,00	0,00
TITRES RESTAURANTS	0,00	79 016,00	79 016,00	16 184,00	75 600,00	91 784,00	0,00	12 768,00
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	79 016,00	79 016,00	16 184,00	75 600,00	91 784,00	0,00	12 768,00
TOTAUX	16 184,00	230 468,00	246 652,00	16 184,00	230 468,00	246 652,00	12 768,00	12 768,00

Page des signatures

08500 - SDIS HAUTE VIENNE Exercice 2021

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :
CLAVAUD Marie-Agnes (1017502680-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DU LIMOUSIN ET DEPT DE...**, le **03/02/2022**
Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **SDIS HAUTE VIENNE** pendant l'année **2021** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.
MARTIN Nicolle (1017095973-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe A **HAUTE-VIENNE**, le **04/02/2022**
Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **01/06/2022** par l'organe délibérant.
ALLARD PIERRE (pallard9-xt), Président du Conseil d'administration A **LIMOGES**, le **01/06/2022**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS DE LA HAUTE-VIENNE

Numéro SIRET : 28870850600044

POSTE COMPTABLE : PAYEUR DEPARTEMENTAL

M. 61

Compte administratif

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (1)
Agrégé au budget principal de (2)

ANNEE 2021

(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Pour mémoire - Modalités de vote du budget 4
B1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats 5
B2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR dépenses 6
B3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR recettes 7

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble 8
A2.1 - Equilibre financier - Section de fonctionnement 9
A2.2 - Equilibre financier - Section d'investissement 10
B1 - Balance générale - Dépenses 11
B2 - Balance générale - Recettes 12

III - Vote du compte administratif

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 13
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 14
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble 19
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement 20
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement 21
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme 22
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme 27
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser 29
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières 30
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement 31
B5 - Section d'investissement - Recettes financières 32
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers 33
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections 34
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales 35
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses 36
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes 37

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 39
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 40
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 44
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 45
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 46
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 48
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 49
A2 - Méthodes utilisées 50
A3 - Etat des provisions constituées au 31/12 52
A4 - Etat des charges transférées Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
A6.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées 53
A6.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties 57
A6.3 - Etat des opérations liées aux cessions 59
A6.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A6.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A7 - Etat des travaux en régie 60
A8.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A8.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions 62
B1.2 - Liste des subventions versées par le SDIS 63
B2 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme 64
B7 - Situation des autorisations d'engagement Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	65
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	68
D - Arrêté et signatures	70

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE – MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

POUR MEMOIRE

I – Le conseil d'administration a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	B1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N					
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (3)		Résultat ou solde (A) (3)	
TOTAL DU BUDGET	32 576 372,80	32 984 779,35	2 932 088,75		A1	3 340 495,30
Investissement	7 078 941,59	7 170 534,51	(1)	411 635,65	A2	503 228,57
Dont 1068		319 300,00				
Fonctionnement	25 497 431,21	25 814 244,84	(2)	2 520 453,10	A3	2 837 266,73

(1) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I+II	564 233,51	III+IV	0,00	B1	-564 233,51
Investissement	I	564 233,51	III	0,00	B2	-564 233,51
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	A1 + B1	2 776 261,79
Investissement	A2 + B2	-61 004,94
Fonctionnement	A3 + B3	2 837 266,73

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	B2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./ Art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	564 233,51
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)		0,00
32	Programme d'équipement n° 32		36 056,23
40	Programme d'équipement n° 40		32 341,61
41	Programme d'équipement n° 41		52 608,80
20	Immobilisations incorporelles		14 088,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00
21	Immobilisations corporelles		429 138,87
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00
23	Immobilisations en cours		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
65	Autres charges de gestion courante		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges exceptionnelles		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	B3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./ Art (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00
23	Immobilisations en cours		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

			DEPENSES		RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	25 497 431,21	G	25 814 244,84
	Section d'investissement	B	7 078 941,59	H	7 170 534,51
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Résultat de fonctionnement reporté	C	0,00 (si déficit)	I	2 520 453,10 (si excédent)
	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	D	0,00 (si déficit)	J	411 635,65 (si excédent)
			=		=
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	32 576 372,80	= G + H + I + J	35 916 868,10
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	564 233,51	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	564 233,51	= K + L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	25 497 431,21	= G + I + K	28 334 697,94
	Section d'Investissement	= B + D + F	7 643 175,10	= H + J + L	7 582 170,16
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	33 140 606,31	= G + H + I + J + K + L	35 916 868,10

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	6 214 280,95	864 660,64	7 078 941,59	3 973 189,48	3 197 345,03	7 170 534,51
FONCTIONNEMENT	22 539 340,29	2 958 090,92	25 497 431,21	25 188 838,31	625 406,53	25 814 244,84
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	28 753 621,24	3 822 751,56	32 576 372,80	29 162 027,79	3 822 751,56	32 984 779,35

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général	3 894 945,95	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	707 949,03
012 Charges de personnel et frais assimilés	18 345 602,26	74 Contributions et participations	23 278 116,02
65 Autres charges de gestion courante	96 968,73	75 Autres produits de gestion courante	3 753,46
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges	178 665,83
Total dépenses de gestion des services	**22 337 516,94**	Total recettes de gestion des services	**24 168 484,34**
66 Charges financières	201 823,35	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles	0,00	77 Produits exceptionnels	1 020 353,97
68 Dotations amortissements et provisions	0,00	78 Reprises amortissements et provisions	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES ET MIXTES	I **22 539 340,29**	**TOTAL DES RECETTES REELLES ET MIXTES**	II **25 188 838,31**
SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : (Recettes réelles – Dépenses réelles)			**2 649 498,02**

OPERATIONS D'ORDRE (1)			
042 Opérations d'ordre entre sections	*2 958 090,92*	*042 Opérations d'ordre entre sections*	*625 406,53*
043 Opérations ordre intérieur de la section	*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***III 2 958 090,92***	***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE***	***IV 625 406,53***
AUTOFINANCEMENT DEGAGE			***2 332 684,39***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III **25 497 431,21**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV **25 814 244,84**

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V 0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI 2 520 453,10

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V **25 497 431,21**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI **28 334 697,94**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (2)			**2 837 266,73**

(1) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	LIBELLE	MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	(1)	653 889,28
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		1 408 022,92		3 000 000,20
18	Compte de liaison : affectation (BA)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2)	397 708,39	(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00	(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles	(2)	3 964 215,27	(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2)	0,00	(3)	0,00
23	Immobilisations en cours	(2)	444 334,37	(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00		0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers		0,00		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I	6 214 280,95	II	3 653 889,48

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : ..... (Dépenses réelles – Recettes réelles)	2 560 391,47

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	*Opérations d'ordre entre sections*		*625 406,53*		*2 958 090,92*
041	*Opérations patrimoniales*		*239 254,11*		*239 254,11*
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		*III*	*864 660,64*	*IV*	*3 197 345,03*

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = ... Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	*2 332 684,39*

RESULTATS ANTERIEURS				
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	V	0,00	VI	411 635,65
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	319 300,00

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	I + III + V	7 078 941,59	II + IV + VI + VII	7 582 170,16

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (5) :	503 228,57

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE–DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 894 945,95		3 894 945,95
012	Charges de personnel et frais assimilés	18 345 602,26		18 345 602,26
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	96 968,73		96 968,73
66	Charges financières	201 823,35	*0,00*	201 823,35
67	Charges exceptionnelles	0,00	*62 337,82*	62 337,82
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*2 895 753,10*	2 895 753,10
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		**22 539 340,29**	***2 958 090,92***	**25 497 431,21**

+

Pour information – D 002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	25 497 431,21

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement		0,00	*96 645,69*	96 645,69
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 408 022,92	*0,00*	1 408 022,92
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5)	0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement		1 449 828,19		1 449 828,19
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		37 332,61	*0,00*	37 332,61
204	Subventions d'équipement versées		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		3 319 097,23	*54 050,51*	3 373 147,74
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3)		0,00	*209 450,26*	209 450,26
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*			*504 514,18*	504 514,18
45	Opérations pour compte de tiers (4)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement –Total			**6 214 280,95**	***864 660,64***	**7 078 941,59**

+

Pour information – D 001 Solde d'exécution reporté	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 078 941,59

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE–RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	178 665,83		178 665,83
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	707 949,03		707 949,03
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*24 246,66*	24 246,66
74	Contributions et participations	23 278 116,02		23 278 116,02
75	Autres produits de gestion courante	3 753,46	*0,00*	3 753,46
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	1 020 353,97	*601 159,87*	1 621 513,84
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**25 188 838,31**	**625 406,53**	**25 814 244,84**

+

Pour information – R 002 Résultat de fonctionnement reporté	2 520 453,10

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	28 334 697,94

2–INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	653 889,28	*0,00*	653 889,28
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000 000,20	*0,00*	3 000 000,20
18	Compte de liaison : affectation (BA) (4)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*81 065,88*	81 065,88
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*11 040,96*	11 040,96
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*158 188,23*	158 188,23
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*2 895 753,10*	2 895 753,10
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*51 296,86*	51 296,86
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement –Total		**3 653 889,48**	***3 197 345,03***	**6 851 234,51**

+

Pour information – R 001 Solde d'exécution reporté	411 635,65

+

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	319 300,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 582 170,16

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	4 825 900,00	3 530 266,26	364 679,69	0,00	930 954,05
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	4 825 900,00	3 530 266,26	364 679,69	0,00	930 954,05
012	Charges de personnel et frais assimilés	20 273 440,00	18 023 644,64	321 957,62	0,00	1 927 837,74
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	99 000,00	96 843,37	125,36	0,00	2 031,27
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	99 000,00	96 843,37	125,36	0,00	2 031,27
66	Charges financières	250 000,00	179 569,27	22 254,08	0,00	48 176,65
67	Charges exceptionnelles	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues (2)	447 300,00				
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérations d'ordre entre sections*	*2 900 000,00*	*2 958 090,92*			*-58 090,92*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		**28 800 140,00**	**24 788 414,46**	**709 016,75**	**0,00**	**3 302 708,79**

Pour information D002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		**28 800 140,00**	**24 788 414,46**	**709 016,75**	**0,00**	**3 302 708,79**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	648 800,00	691 831,91	16 117,12	0,00	-59 149,03
74	Contributions et participations	23 276 366,90	23 278 116,02	0,00	0,00	-1 749,12
75	Autres produits de gestion courante	2 000,00	3 753,46	0,00	0,00	-1 753,46
013	Atténuations de charges	165 000,00	178 665,83	0,00	0,00	-13 665,83
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 552 520,00	1 020 353,97	0,00	0,00	532 166,03
78	Reprises amortissements et provisions	0,00	0,00			0,00
042	*Opérations d'ordre entre sections*	*635 000,00*	*625 406,53*			*9 593,47*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		**26 279 686,90**	**25 798 127,72**	**16 117,12**	**0,00**	**465 442,06**

Pour information R002 Résultat de fonctionnement reporté		**2 520 453,10**				
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		**28 800 140,00**	**28 318 580,82**	**16 117,12**	**0,00**	**465 442,06**

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).
(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES — A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (2)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**4 825 900,00**	**3 530 266,26**	**364 679,69**	**0,00**	**930 954,05**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	2 500,00	1 748,25	0,00	0,00	751,75
60611	Eau et assainissement	35 000,00	25 251,97	0,00	0,00	9 748,03
60612	Energie - Electricité	418 000,00	347 945,01	23 971,20	0,00	46 083,79
60613	Chauffage urbain	170 000,00	144 896,77	0,00	0,00	25 103,23
60621	Combustibles	35 000,00	28 713,87	0,00	0,00	6 286,13
60622	Carburants	350 000,00	312 981,43	37 008,50	0,00	10,07
60623	Alimentation	144 100,00	114 472,30	9 901,34	0,00	19 726,36
60628	Autres fournitures non stockées	437 040,00	178 392,95	38 207,57	0,00	220 439,48
60631	Fournitures d'entretien	40 000,00	33 630,27	5 319,84	0,00	1 049,89
60632	Fournitures de petit équipement	262 000,00	232 072,71	21 377,00	0,00	8 550,29
60636	Habillement et vêtements de travail	200 000,00	171 631,05	19 058,08	0,00	9 310,87
6064	Fournitures administratives	86 500,00	89 853,20	10 000,00	0,00	-13 353,20
60661	Médicaments	26 500,00	11 204,26	4 195,40	0,00	11 100,34
60662	Vaccins et sérums	3 500,00	2 660,21	260,36	0,00	579,43
60668	Autres produits pharmaceutiques	222 100,00	103 786,96	16 968,53	0,00	101 344,51
6067	Produits d'intervention	28 000,00	27 436,80	0,00	0,00	563,20
611	Contrats de prestations de services	5 900,00	5 601,42	0,00	0,00	298,58
6132	Locations immobilières	315 000,00	257 224,59	0,00	0,00	57 775,41
6135	Locations mobilières	45 760,00	34 581,47	3 437,44	0,00	7 741,09
614	Charges locatives et de copropriété	50 000,00	26 691,20	0,00	0,00	23 308,80
61521	Entretien terrains	22 000,00	19 091,06	884,62	0,00	2 024,32
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	140 000,00	115 618,50	9 994,66	0,00	14 386,84
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	10 000,00	6 530,18	0,00	0,00	3 469,82
61551	Entretien matériel roulant	70 000,00	61 218,39	15 477,18	0,00	-6 695,57
61558	Entretien autres biens mobiliers	112 000,00	72 664,27	20 764,78	0,00	18 570,95
6156	Maintenance	512 400,00	445 472,35	34 935,86	0,00	31 991,79
6161	Multirisques	10 000,00	14 944,48	0,00	0,00	-4 944,48
6168	Autres primes d'assurance	190 000,00	152 147,74	0,00	0,00	37 852,26
617	Etudes et recherches	120 000,00	5 760,00	2 880,00	0,00	111 360,00
61821	Abonnements	36 500,00	33 328,75	0,00	0,00	3 171,25
61828	Autres	15 750,00	11 177,80	181,00	0,00	4 391,20
6184	Versements à des organismes de formation	210 000,00	116 148,31	48 762,95	0,00	45 088,74
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6188	Autres frais divers	23 000,00	17 855,64	261,00	0,00	4 883,36
6226	Honoraires	92 500,00	60 810,35	2 252,00	0,00	29 437,65
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	650,00	0,00	0,00	-650,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	2 808,00	540,00	0,00	1 652,00
6232	Fêtes et cérémonies	27 250,00	3 521,68	0,00	0,00	23 728,32
6234	Réceptions	9 000,00	4 070,00	0,00	0,00	4 930,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	30 000,00	4 496,69	0,00	0,00	25 503,31
6241	Transports de biens	3 500,00	2 824,14	222,37	0,00	453,49
6247	Transports collectifs du personnel	2 000,00	397,00	0,00	0,00	1 603,00
6251	Voyages, déplacements et missions	62 000,00	41 715,52	17 236,11	0,00	3 048,37
6255	Frais de déménagement	7 000,00	12 628,21	0,00	0,00	-5 628,21
6261	Frais d'affranchissement	14 000,00	10 494,07	1 000,00	0,00	2 505,93
6262	Frais de télécommunications	141 500,00	115 811,08	5 512,00	0,00	20 176,92
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	500,00	0,00	0,00	500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	17 000,00	12 799,67	0,00	0,00	4 200,33
62878	Remboursement de frais à des tiers	33 000,00	3 699,14	13 090,84	0,00	16 210,02
6288	Autres remboursements de frais	13 000,00	14 733,61	534,30	0,00	-2 267,91
63512	Taxes foncières	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 000,00	178,76	444,76	0,00	1 376,48
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	15 000,00	15 394,18	0,00	0,00	-394,18
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**20 273 440,00**	**18 023 644,64**	**321 957,62**	**0,00**	**1 927 837,74**
6218	Autre personnel extérieur	275 440,00	171 795,79	40 000,00	0,00	63 644,21

6331	Versement mobilité	73 500,00	72 930,66	0,00	0,00	569,34
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	33 000,00	31 751,44	0,00	0,00	1 248,56
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	120 000,00	140 640,26	0,00	0,00	-20 640,26
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	19 000,00	1 242,31	0,00	0,00	17 757,69
64111	Rémunération principale titulaires	6 550 000,00	6 143 011,20	0,00	0,00	406 988,80
64112	SFT, indemnité résidence	110 000,00	107 403,34	0,00	0,00	2 596,66
64113	NBI	80 000,00	73 753,70	0,00	0,00	6 246,30
64118	Autres indemnités titulaires	4 779 000,00	4 491 006,75	0,00	0,00	287 993,25
64131	Rémunérations personnel non titulaire	36 000,00	53 962,92	0,00	0,00	-17 962,92
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	3 145 000,00	2 318 206,85	274 000,00	0,00	552 793,15
64145	Vacations versées aux employeurs	7 500,00	4 942,54	0,00	0,00	2 557,46
64146	Service de santé	610 000,00	258 314,67	7 624,31	0,00	344 061,02
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	3 224,79	0,00	0,00	-3 224,79
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 100 000,00	987 203,41	0,00	0,00	112 796,59
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 650 000,00	2 405 656,76	0,00	0,00	244 343,24
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 033,39	0,00	0,00	-2 033,39
6455	Cotisations pour assurance du personnel	70 000,00	78 836,30	0,00	0,00	-8 836,30
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	40 000,00	59 423,15	0,00	0,00	-19 423,15
646	Allocations de vétérance	185 000,00	173 550,17	0,00	0,00	11 449,83
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 000,00	35 891,24	333,31	0,00	13 775,45
6478	Autres charges sociales diverses	270 000,00	338 863,00	0,00	0,00	-68 863,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**99 000,00**	**96 843,37**	**125,36**	**0,00**	**2 031,27**
6531	Indemnités	26 500,00	26 253,60	0,00	0,00	246,40
6532	Frais de mission	1 000,00	559,22	125,36	0,00	315,42
6541	Créances admises en non-valeur	1 500,00	6,08	0,00	0,00	1 493,92
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	24,47	0,00	0,00	-24,47
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		**25 198 340,00**	**21 650 754,27**	**686 762,67**	**0,00**	**2 860 823,06**
66	**Charges financières (B)**	**250 000,00**	**179 569,27**	**22 254,08**	**0,00**	**48 176,65**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	250 000,00	205 656,53	0,00	0,00	44 343,47
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-26 087,26	22 254,08	0,00	3 833,18
67	**Charges exceptionnelles (C)**	**4 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6712	Amendes fiscales et pénales	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
673	Titres annulés(sur exercices antérieurs)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
68	**Dotations amortissements et provisions (D)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
022	**Dépenses imprévues (E)**	**447 300,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		**25 900 140,00**	**21 830 323,54**	**709 016,75**	**0,00**	**3 360 799,71**
023	***Virement à la section d'investissement***	**0,00**				
042	***Opérations d'ordre entre sections (3)***	**2 900 000,00**	**2 958 090,92**			**-58 090,92**
675	*Valeurs comptables immobilisation cédée*	*0,00*	*11 040,96*			*-11 040,96*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*51 296,86*			*-51 296,86*
6811	*Dot. amort. et prov. immobilisations*	*2 900 000,00*	*2 895 753,10*			*4 246,90*
043	***Opérations ordre intérieur de la section (3)***	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		***2 900 000,00***	***2 958 090,92***			***-58 090,92***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**28 800 140,00**	**24 788 414,46**	**709 016,75**	**0,00**	**3 302 708,79**

Pour information D 002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**	**0,00**			

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**28 800 140,00**	**24 788 414,46**	**709 016,75**	**0,00**	**3 302 708,79**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	22 254,08
Montant des ICNE de l'exercice N-1	26 087,26
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 833,18

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.*

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES — A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**648 800,00**	**691 831,91**	**16 117,12**	**0,00**	**-59 149,03**
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	343 800,00	353 361,82	16 117,12	0,00	-25 678,94
7068	Autres prestations de services	10 000,00	16 226,73	0,00	0,00	-6 226,73
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	295 000,00	322 243,36	0,00	0,00	-27 243,36
74	**Contributions et participations**	**23 276 366,90**	**23 278 116,02**	**0,00**	**0,00**	**-1 749,12**
744	FCTVA	14 200,90	14 686,52	0,00	0,00	-485,62
7473	Participation départements	10 135 581,00	10 135 581,00	0,00	0,00	0,00
7474	Participation communes	2 087 639,00	2 087 639,00	0,00	0,00	0,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	11 035 946,00	11 035 946,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participation autres organismes	3 000,00	4 263,50	0,00	0,00	-1 263,50
75	**Autres produits de gestion courante**	**2 000,00**	**3 753,46**	**0,00**	**0,00**	**-1 753,46**
758	Produits divers de gestion courante	2 000,00	3 753,46	0,00	0,00	-1 753,46
013	**Atténuations de charges**	**165 000,00**	**178 665,83**	**0,00**	**0,00**	**-13 665,83**
6419	Remboursements rémunérations personnel	30 000,00	45 454,51	0,00	0,00	-15 454,51
6479	Remboursement autres charges sociales	135 000,00	133 211,32	0,00	0,00	1 788,68
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		**24 092 166,90**	**24 152 367,22**	**16 117,12**	**0,00**	**-76 317,44**
76	**Produits financiers (B)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (C)**	**1 552 520,00**	**1 020 353,97**	**0,00**	**0,00**	**532 166,03**
7713	Libéralités reçues	2 520,00	2 520,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	24,66	0,00	0,00	-24,66
774	Subventions exceptionnelles	1 535 000,00	921 000,00	0,00	0,00	614 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	54 921,89	0,00	0,00	-54 921,89
7788	Autres produits exceptionnels	0,00	41 887,42	0,00	0,00	-41 887,42
78	**Reprises amortissements et provisions (D)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		**25 644 686,90**	**25 172 721,19**	**16 117,12**	**0,00**	**455 848,59**
042	***Opérations d'ordre entre sections (2)***	**635 000,00**	**625 406,53**			**9 593,47**
722	*Immobilisations corporelles*	*25 000,00*	*24 246,66*			*753,34*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*7 415,93*			*-7 415,93*
7768	*Neutralisation des amortissements*	*510 000,00*	*497 098,25*			*12 901,75*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*100 000,00*	*96 645,69*			*3 354,31*
043	***Opérations ordre intérieur de la section (2)***	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***635 000,00***	***625 406,53***			***9 593,47***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**26 279 686,90**	**25 798 127,72**	**16 117,12**	**0,00**	**465 442,06**

Pour information R 002 Résultat de fonctionnement reporté	**2 520 453,10**	**2 520 453,10**			

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**28 800 140,00**	**28 318 580,82**	**16 117,12**	**0,00**	**465 442,06**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.*

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Dépenses d'équipement	**6 147 900,20**	**4 806 258,03**	**564 233,51**	**777 408,66**
- Non individualisées en programmes d'équipement	3 948 438,13	3 356 429,84	443 226,87	148 781,42
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	3 948 438,13	3 356 429,84	443 226,87	148 781,42
- Individualisées en programmes d'équipement	2 199 462,07	1 449 828,19	121 006,64	628 627,24
- Avec AP / CP	1 635 003,20	937 829,17	88 665,03	608 509,00
- Hors AP / CP	564 458,87	511 999,02	32 341,61	20 118,24
Subventions d'équipement à verser (c/204)	**99 200,00**	**0,00**	**0,00**	**99 200,00**
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	99 200,00	0,00	0,00	99 200,00
Opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses financières	**1 519 999,80**	**1 408 022,92**	**0,00**	**111 976,88**
040 Opérations d'ordre entre sections	***635 000,00***	***625 406,53***		***9 593,47***
041 Opérations patrimoniales	***350 000,00***	***239 254,11***		***110 745,89***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**8 752 100,00**	**7 078 941,59**	**564 233,51**	**1 108 924,90**

Pour information D 001 Solde d'exécution reporté	**0,00**			

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 752 100,00**	**7 078 941,59**	**564 233,51**	**1 108 924,90**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Recettes d'équipement	**4 027 265,00**	**3 000 000,20**	**0,00**	**1 027 264,80**
Opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes financières	**743 899,35**	**653 889,28**	**0,00**	**90 010,07**
Opérations d'ordre entre sections	***2 900 000,00***	***2 958 090,92***		***-58 090,92***
041 Opérations patrimoniales	***350 000,00***	***239 254,11***		***110 745,89***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE I	**8 021 164,35**	**6 851 234,51**	**0,00**	**1 169 929,84**

Pour information R 001 Solde d'exécution reporté	**411 635,65**			

Pour information 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	**319 300,00**	**319 300,00**		

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 752 100,00**	**7 582 170,16**	**0,00**	**1 169 929,84**

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		3 948 438,13	3 356 429,84	443 226,87	148 781,42
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	63 753,03	37 332,61	14 088,00	12 332,42
2031	Frais d'études	10 810,00	1 248,00	8 868,00	694,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	1 512,00	0,00	3 488,00
2051	Concessions,droits similaires,brevets,..	47 943,03	34 572,61	5 220,00	8 150,42
21	Immobilisations corporelles	3 884 685,10	3 319 097,23	429 138,87	136 449,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	500,00	0,00	0,00	500,00
21312	Centres d'incendie et de secours	19 189,40	14 401,02	1 442,15	3 346,23
21318	Autres bâtiments publics	36 000,00	18 809,40	15 438,48	1 752,12
21351	Bâtiments publics	20 000,00	0,00	9 745,26	10 254,74
21531	Réseaux de transmission	50 000,00	34 275,81	15 402,73	321,46
21532	Réseaux d'alerte	9 940,00	7 803,67	2 132,88	3,45
21538	Autres réseaux	64 726,63	64 723,16	0,00	3,47
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	2 291 705,60	2 117 125,31	168 447,84	6 132,45
21562	Matériel non mobile incendie et secours	399 872,92	301 471,60	91 946,32	6 455,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	391 698,32	374 497,42	11 544,91	5 655,99
21571	Ateliers	24 000,00	22 452,30	1 309,39	238,31
21578	Autre matériel et outillage technique	115 918,02	66 854,45	0,00	49 063,57
2158	Autres install., mat et outil. techn.	17 500,00	2 304,36	10 401,63	4 794,01
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	219 814,16	151 008,46	38 929,66	29 876,04
2183	Matériel informatique	102 703,72	53 696,85	40 570,07	8 436,80
2184	Matériel de bureau et mobilier	66 966,73	46 033,60	13 934,87	6 998,26
2185	Cheptel	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	53 149,60	43 639,82	7 892,68	1 617,10
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Mandats / Titres émis – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
TOTAL		2 199 462,07	1 449 828,19	121 006,64	628 627,24
15	CS LIMOGES SUD	310 543,14	0,00	0,00	310 543,14
30	CS MARTIAL MITOUT	748 576,00	461 704,20	0,00	286 871,80
32	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION	86 486,97	41 086,33	36 056,23	9 344,41
34		0,00	0,00	0,00	0,00
35	CS BEAUBREUIL	29 739,27	29 739,27	0,00	0,00
40	CS MITOUT CHAMBRES DE GARDE	534 719,60	482 259,75	32 341,61	20 118,24
41	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 2	489 397,09	435 038,64	52 608,80	1 749,65

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 15
LIBELLE : CS LIMOGES SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00015

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		310 543,14	a 0,00	0,00	310 543,14	b 13 320,86
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	310 543,14	0,00	0,00	310 543,14	13 320,86
2031	Frais d'études	310 543,14	0,00	0,00	310 543,14	13 320,86
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a 0,00	d - b -13 320,86

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 30
LIBELLE : CS MARTIAL MITOUT
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00030

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		748 576,00	a 461 704,20	0,00	286 871,80	b 893 994,38
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	84 196,00	20 820,00	0,00	63 376,00	43 332,00
2031	Frais d'études	83 696,00	20 820,00	0,00	62 876,00	42 468,00
2033	Frais d'insertion	500,00	0,00	0,00	500,00	864,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	664 380,00	440 884,20	0,00	223 495,80	850 662,38
238	Avances commandes immo corporelles	664 380,00	440 884,20	0,00	223 495,80	850 662,38

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-461 704,20	d - b	-893 994,38

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 32
LIBELLE : SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00032

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		86 486,97	a 41 086,33	36 056,23	9 344,41	b 1 358 280,42
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	86 486,97	41 086,33	36 056,23	9 344,41	822 743,51
2051	Concessions,droits similaires,brevets,..	86 486,97	41 086,33	36 056,23	9 344,41	822 743,51
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	535 536,91
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00	168 206,94
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	367 329,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-41 086,33	d - b	-1 358 280,42

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 34
LIBELLE :
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00034

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	0,00	b 71 138,40
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	20 010,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	20 010,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	51 128,40
231532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00	5 730,00
231538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	45 398,40

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a 0,00	d - b -71 138,40

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 41
LIBELLE : SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 2
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00041

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		489 397,09	a 435 038,64	52 608,80	1 749,65	b 449 128,23
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	303 449,84	274 036,01	28 608,80	805,03	278 896,01
2051	Concessions,droits similaires,brevets,..	303 449,84	274 036,01	28 608,80	805,03	278 896,01
21	Immobilisations corporelles	185 947,25	161 002,63	24 000,00	944,62	170 232,22
21532	Réseaux d'alerte	152 947,25	128 483,37	24 000,00	463,88	130 618,34
21538	Autres réseaux	33 000,00	32 519,26	0,00	480,74	39 613,88
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-435 038,64	d - b	-449 128,23

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 35
LIBELLE : CS BEAUBREUIL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**29 739,27**	**a 29 739,27**	**0,00**	**0,00**	**b 254 812,53**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**486,00**	**486,00**	**0,00**	**0,00**	**9 354,00**
2031	Frais d'études	486,00	486,00	0,00	0,00	8 166,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 188,00
21	**Immobilisations corporelles**	**29 253,27**	**29 253,27**	**0,00**	**0,00**	**245 458,53**
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	29 253,27	29 253,27	0,00	0,00	245 458,53
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (6)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**c - a -29 739,27**	**d - b -254 812,53**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(3) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 40
LIBELLE : CS MITOUT CHAMBRES DE GARDE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		534 719,60	a 482 259,75	32 341,61	20 118,24	b 489 540,15
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	33 719,60	23 947,44	2 343,36	7 428,80	31 227,84
2031	Frais d'études	31 719,60	22 759,44	2 343,36	6 616,80	30 039,84
2033	Frais d'insertion	2 000,00	1 188,00	0,00	812,00	1 188,00
21	Immobilisations corporelles	497 500,00	454 862,14	29 998,25	12 639,61	454 862,14
21318	Autres bâtiments publics	497 500,00	454 862,14	29 998,25	12 639,61	454 862,14
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 500,00	3 450,17	0,00	49,83	3 450,17
238	Avances commandes immo corporelles	3 500,00	3 450,17	0,00	49,83	3 450,17

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (6)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-482 259,75	d - b	-489 540,15

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(3) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
204	**Subventions d'équipement versées**	**99 200,00**	**0,00**	**0,00**	**99 200,00**
20452	Fonds concours-Bâtiments, installations	99 200,00	0,00	0,00	99 200,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		1 519 999,80	1 408 022,92	0,00	111 976,88
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 519 999,80	1 408 022,92	0,00	111 976,88
1641	Emprunts en euros	1 519 999,80	1 408 022,92	0,00	111 976,88
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		4 027 265,00	3 000 000,20	0,00	1 027 264,80
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
1313	Subv. transf. départements	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	3 027 265,00	3 000 000,20	0,00	27 264,80
1641	Emprunts en euros	3 027 265,00	3 000 000,20	0,00	27 264,80
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		1 063 199,35	973 189,28	0,00	90 010,07
10	Dotations, fonds divers et réserves	973 199,35	973 189,28	0,00	10,07
10222	FCTVA	653 899,35	653 889,28	0,00	10,07
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	319 300,00	319 300,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	90 000,00		0,00	

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Opérations annulées (2)	Cumul des réalisations (3)
TOTAL DEPENSES (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette dans la rubrique « Financement par les SDIS ».

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS — B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
040	***DEPENSES (3)***	***635 000,00***	***625 406,53***	***9 593,47***
13913	*Sub. transf cpte résult. départements*	*45 000,00*	*43 333,33*	*1 666,67*
13914	*Sub. transf cpte résult. communes*	*8 000,00*	*7 425,44*	*574,56*
13915	*Group. coll et coll. statut particulier*	*6 000,00*	*5 239,67*	*760,33*
13931	*Fonds d'aide à l'investissement des SDIS*	*41 000,00*	*40 647,25*	*352,75*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*7 415,93*	*-7 415,93*
198	*Neutralisation des amortissements*	*510 000,00*	*497 098,25*	*12 901,75*
21312	*Centres d'incendie et de secours*	*25 000,00*	*24 246,66*	*753,34*
	RECETTES (3)	***2 900 000,00***	***2 958 090,92***	***-58 090,92***
040	***Opérations d'ordre entre sections***	***2 900 000,00***	***2 958 090,92***	***-58 090,92***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*51 296,86*	*-51 296,86*
21561	*Matériel mobile d'incendie et de secours*	*0,00*	*11 040,96*	*-11 040,96*
28031	*Frais d'études*	*2 150,00*	*2 147,98*	*2,02*
280441	*Subv. en nature-Bien mobilier, matériel*	*7 240,00*	*7 235,41*	*4,59*
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	*109 600,00*	*107 583,37*	*2 016,63*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*550,00*	*529,66*	*20,34*
281311	*Bâtiments administratifs*	*135 770,00*	*135 768,24*	*1,76*
281312	*Centres d'incendie et secours construc.*	*49 630,00*	*49 625,54*	*4,46*
281318	*Autres bâtiments publics*	*1 175,00*	*1 170,81*	*4,19*
28132	*Bâtiments privés constr.*	*7 950,00*	*7 941,58*	*8,42*
281351	*Bâtiments publics*	*72 610,00*	*75 243,74*	*-2 633,74*
281531	*Réseaux de transmission*	*192 050,00*	*192 038,61*	*11,39*
281532	*Réseaux d'alerte*	*73 800,00*	*73 752,86*	*47,14*
281538	*Autres réseaux*	*80 350,00*	*80 448,77*	*-98,77*
281561	*Matériel mobile d'incendie et de secours*	*1 142 900,00*	*1 131 691,79*	*11 208,21*
281562	*Matériel non mobile incendie et secours*	*213 555,00*	*217 144,97*	*-3 589,97*
281568	*Autre matériel d'incendie et de secours*	*219 150,00*	*219 137,74*	*12,26*
281571	*Ateliers*	*22 160,00*	*22 157,79*	*2,21*
281578	*Autre matériel et outillage technique*	*101 000,00*	*100 977,63*	*22,37*
28158	*Autres immobilisations*	*16 575,00*	*16 570,85*	*4,15*
2817312	*Centres incendie secours (mise à dispo)*	*349 110,00*	*346 532,10*	*2 577,90*
2817532	*Réseaux d'alerte (mise à dispo)*	*185,00*	*183,10*	*1,90*
2817561	*Mat. mob. inc. et sec. (mise à dispo)*	*2 745,00*	*2 743,07*	*1,93*
2817562	*Mat. non mob. inc. et sec.(mise à dispo)*	*215,00*	*211,42*	*3,58*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*5 800,00*	*5 799,59*	*0,41*
28183	*Matériel informatique*	*63 055,00*	*67 580,89*	*-4 525,89*
28184	*Matériel de bureau et mobilier*	*26 700,00*	*26 833,03*	*-133,03*
28185	*Cheptel*	*310,00*	*307,15*	*2,85*
28188	*Autres immobilisations corporelles*	*3 665,00*	*4 395,41*	*-730,41*
021	***Virement de la section de fonctionnement***	***0,00***		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) DF023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
041	***DEPENSES (3)***	***350 000,00***	***239 254,11***	***110 745,89***
21318	*Autres bâtiments publics*	*25 650,00*	*28 345,85*	*-2 695,85*
21561	*Matériel mobile d'incendie et de secours*	*1 400,00*	*0,00*	*1 400,00*
217312	*Centres incendie secours (mise à dispo)*	*1 300,00*	*1 458,00*	*-158,00*
231312	*Centres d'incendie et de secours*	*321 650,00*	*209 450,26*	*112 199,74*
041	***RECETTES (3)***	***350 000,00***	***239 254,11***	***110 745,89***
2031	*Frais d'études*	*197 500,00*	*79 013,88*	*118 486,12*
2033	*Frais d'insertion*	*3 500,00*	*2 052,00*	*1 448,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*149 000,00*	*158 188,23*	*-9 188,23*

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 619 999,80**	I	**1 504 668,61**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 519 999,80**		**1 408 022,92**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 519 999,80		1 408 022,92
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**100 000,00**		**96 645,69**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*100 000,00*		*96 645,69*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 504 668,61**	**564 233,51**	**0,00**	**2 068 902,12**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 643 899,35**	III **3 549 642,38**
Ressources propres externes de l'année (a)		**653 899,35**	**653 889,28**
10222	FCTVA	653 899,35	653 889,28
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		**2 990 000,00**	**2 895 753,10**
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*		
27...	*Autres immobilisations financières*		
28...	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*2 150,00*	*2 147,98*
280441	*Subv. en nature-Bien mobilier, matériel*	*7 240,00*	*7 235,41*
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	*109 600,00*	*107 583,37*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*550,00*	*529,66*
281311	*Bâtiments administratifs*	*135 770,00*	*135 768,24*
281312	*Centres d'incendie et secours construc.*	*49 630,00*	*49 625,54*
281318	*Autres bâtiments publics*	*1 175,00*	*1 170,81*
28132	*Bâtiments privés constr.*	*7 950,00*	*7 941,58*
281351	*Bâtiments publics*	*72 610,00*	*75 243,74*
281531	*Réseaux de transmission*	*192 050,00*	*192 038,61*
281532	*Réseaux d'alerte*	*73 800,00*	*73 752,86*
281538	*Autres réseaux*	*80 350,00*	*80 448,77*
281561	*Matériel mobile d'incendie et de secours*	*1 142 900,00*	*1 131 691,79*
281562	*Matériel non mobile incendie et secours*	*213 555,00*	*217 144,97*
281568	*Autre matériel d'incendie et de secours*	*219 150,00*	*219 137,74*
281571	*Ateliers*	*22 160,00*	*22 157,79*
281578	*Autre matériel et outillage technique*	*101 000,00*	*100 977,63*
28158	*Autres immobilisations*	*16 575,00*	*16 570,85*
2817312	*Centres incendie secours (mise à dispo)*	*349 110,00*	*346 532,10*
2817532	*Réseaux d'alerte (mise à dispo)*	*185,00*	*183,10*
2817561	*Mat. mob. inc. et sec. (mise à dispo)*	*2 745,00*	*2 743,07*
2817562	*Mat. non mob. inc. et sec.(mise à dispo)*	*215,00*	*211,42*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*5 800,00*	*5 799,59*
28183	*Matériel informatique*	*63 055,00*	*67 580,89*
28184	*Matériel de bureau et mobilier*	*26 700,00*	*26 833,03*
28185	*Cheptel*	*310,00*	*307,15*
28188	*Autres immobilisations corporelles*	*3 665,00*	*4 395,41*
481...	*Charges à répartir*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	90 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**3 549 642,38**	**0,00**	**411 635,65**	**319 300,00**	**4 280 578,03**

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II **2 068 902,12**

Ressources propres disponibles	IV	**4 280 578,03**
Solde	V = IV – II (2)	**2 211 675,91**

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 1424-30 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**20 122 598,08**									
1641 Emprunts en euros (total)					20 122 598,08									
31	CAISSE D'EPARGNE	30/10/2007	30/10/2007	30/01/2008	1 195 000,00	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,906	EUR	T	P	O	A-1
35	CAISSE D'EPARGNE	14/12/2007	15/02/2008	25/05/2008	612 000,00	F	Taux fixe à 4.52 %	4,520	4,597	EUR	T	P	O	A-1
36	CAISSE D'EPARGNE	12/02/2008	12/02/2008	15/02/2009	1 178 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.1 sur EONIA(Postfixé)) + 0.1	3,131	0,000	EUR	T	P	O	A-1
37	CAISSE D'EPARGNE	06/02/2009	06/02/2009	30/12/2009	3 940 600,00	F	Taux fixe à 4.23 %	4,230	4,298	EUR	T	P	O	A-1
38	DEXIA CL	26/03/2010	10/04/2010	01/07/2010	2 979 332,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,655	EUR	T	P	O	A-1
39	CREDIT AGRICOLE	17/12/2010	23/11/2011	09/03/2012	900 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	T	P	O	A-1
41	CREDIT AGRICOLE	08/12/2011	22/05/2012	30/08/2012	800 000,00	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,525	EUR	T	P	O	A-1
42	CAISSE D'EPARGNE	02/04/2012	23/09/2012	25/12/2012	800 000,00	F	Taux fixe à 4.39 %	4,390	4,463	EUR	T	P	O	A-1
44	CREDIT AGRICOLE	19/06/2013	19/06/2013	05/03/2014	400 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 2-Floor -2 sur Moyenne Euribor 3M	2,210	2,228	EUR	T	P	O	A-1
45	BANQUE POSTALE	06/06/2014	16/10/2014	01/02/2015	582 853,00	F	Taux fixe à 2.55 %	2,550	2,574	EUR	T	C	O	A-1
46	CREDIT AGRICOLE	29/06/2015	29/06/2015	31/03/2016	1 100 000,00	F	Taux fixe à 1,3 %	1,300	1,306	EUR	T	P	O	A-1
47	CREDIT AGRICOLE	29/06/2016	02/12/2016	02/03/2017	839 615,00	F	Taux fixe à 1,04 %	1,040	1,044	EUR	T	C	O	A-1
48	CAISSE D'EPARGNE	26/06/2017	25/12/2017	25/03/2018	795 198,00	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	0,943	EUR	T	P	O	A-1
49	SOCIETE GENERALE	23/11/2020	25/11/2020	25/02/2021	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	0,478	EUR	T	C	O	A-1
50	CREDIT AGRICOLE	15/12/2020	14/06/2021	30/09/2021	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	0,441	EUR	T	C	O	A-1
51	CREDIT AGRICOLE	02/12/2021	11/12/2021	15/03/2022	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	0,451	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 122 598,08**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**9 071 465,26**					**1 407 920,12**	**205 655,57**	**0,00**	**22 252,60**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		9 071 465,26					1 407 920,12	205 655,57	0,00	22 252,60
31	N	0,00	A-1	102 760,28	0,83	F	Taux fixe à 3.85 %	3,848	98 897,30	6 347,38	0,00	659,38
35	N	0,00	A-1	68 176,27	1,15	F	Taux fixe à 4.52 %	4,513	51 849,27	4 554,53	0,00	299,60
36	N	0,00	A-1	206 730,06	1,87	F	Taux fixe à 4.54 %	4,531	96 572,66	12 141,26	0,00	1 173,20
37	N	0,00	A-1	920 005,64	2,75	F	Taux fixe à 4.23 %	4,223	309 017,78	47 128,86	0,00	0,00
38	N	0,00	A-1	1 357 198,43	6,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,560	180 649,34	67 251,72	0,00	15 468,66
39	N	0,00	A-1	349 643,35	4,91	F	Taux fixe à 3.25 %	3,242	63 391,04	12 656,24	0,00	1 010,08
41	N	0,00	A-1	356 271,04	5,41	F	Taux fixe à 4.45 %	4,440	55 965,23	17 419,21	0,00	1 351,20
42	N	0,00	A-1	72 849,18	0,73	F	Taux fixe à 4.39 %	4,389	93 494,63	5 777,33	0,00	44,42
44	N	0,00	A-1	199 918,91	6,93	V	Moyenne Euribor 3M + 2-Floor -2 sur Moyenne Euribor 3M	1,463	26 817,50	3 186,89	0,00	201,31
45	N	0,00	A-1	174 855,76	2,83	F	Taux fixe à 2.55 %	2,544	58 285,32	5 387,74	0,00	730,75
46	N	0,00	A-1	457 200,46	4,00	F	Taux fixe à 1.3 %	1,297	110 639,28	6 844,00	0,00	0,00
47	N	0,00	A-1	419 807,40	4,92	F	Taux fixe à 1.04 %	1,038	83 961,52	4 911,74	0,00	339,58
48	N	0,00	A-1	486 048,50	5,98	F	Taux fixe à 0.94 %	0,938	78 379,23	5 029,88	0,00	63,46
49	N	0,00	A-1	933 333,32	13,90	F	Taux fixe à 0.47 %	0,475	66 666,68	4 645,82	0,00	435,96
50	N	0,00	A-1	966 666,66	14,50	F	Taux fixe à 0.44 %	0,435	33 333,34	2 372,97	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
51	N	0,00	A-1	2 000 000,00	9,96	F	Taux fixe à 0.45 %	0,432	0,00	0,00	0,00	475,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**9 071 465,26**					**1 407 920,12**	**205 655,57**	**0,00**	**22 252,60**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	16	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	9 071 465,26	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	A2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 150.00 €		2008-12-18
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	ARI et accessoires (dispositif homme mort)	7	17/11/2006
L	Bouteilles composites	10	17/11/2006
L	Bouteilles acier comp. air HP acc. comp.ramp rempl	15	17/11/2006
L	Outillage divers manuel	7	17/11/2006
L	Mat.lavage,compresseurs d'air,outillage électrique	10	17/11/2006
L	Chariot élévateur électrique, thermique d'occasion	12	17/11/2006
L	Chariot élévateur électrique ou thermique neuf	15	17/11/2006
L	Matériel de signalisation et balisage	5	17/11/2006
L	Autre matériel de balisage	6	17/11/2006
L	Mat electr group kit rampe	10	17/11/2006
L	équipes cynotechniques	7	17/11/2006
L	Stations météo, anémomètres	5	17/11/2006
L	Matériel élec thermique, tronçonnage débrousaillag	10	17/11/2006
L	Petit électroménager	5	17/11/2006
L	Gros électroménager	7	17/11/2006
L	Mobilier de restauration ou hébergement	10	17/11/2006
L	Vestes et pantalons F1	3	17/11/2006
L	Combinaisons chaussures intervention ceinturon	5	17/11/2006
L	Vestes de protection textile, surpantalon, longes	7	17/11/2006
L	casques SP interventions	10	17/11/2006
L	Activités sportives, matériel de formation	5	17/11/2006
L	Grimp	7	17/11/2006
L	Extincteurs	3	17/11/2006
L	Tuyaux incendie accessoires incendie et sauvetage	7	17/11/2006
L	Motopompe flottante, débimètre pèse poteaux -PIBI	8	17/11/2006
L	Appareils production mousse	10	17/11/2006
L	Matériel informatique logiciel bureautique	4	17/11/2006
L	Photocopieur destructeur papier plieuse	5	17/11/2006
L	Câblage, progiciel de gestion	10	17/11/2006
L	Matériel divers pour poste médical	3	17/11/2006
L	Défibrillateur semi automatique, capteur d'efforts	5	17/11/2006
L	Insuflateur électrique, materiels visites médical	7	17/11/2006
L	Petit mobilier de bureau (chaises, fauteuils.)	5	17/11/2006
L	Gros mobilier de bureau	10	17/11/2006
L	Tubes réactifs	2	17/11/2006
L	Appareils de mesure, explosimètres, détecteurs	5	17/11/2006
L	Scaphandres	7	17/11/2006
L	Matériels kit d'obturation pompe barrage flottant	10	17/11/2006
L	Instruments de mesure de plongée	5	17/11/2006
L	Matériel de plongée combinaisons de plongée	7	17/11/2006
L	Mano détendeur	10	17/11/2006
L	Insuflateurs BAVU , matériel de contention	3	17/11/2006
L	Aspi, respi, plan, brancard, chaise sacs	5	17/11/2006
L	Lspcc, malette ouvre porte, claie de portage	0	17/11/2006
L	Découpeur plasma, matériel de désincarcération	10	17/11/2006
L	Appareils de détection, caméras	5	17/11/2006
L	Matériel et accessoires hydraulique de sauvetage	10	17/11/2006
L	Téléphones portables	2	17/11/2006

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
L	Bip, Téléphone hors GSM, matériel radio sous marin	3	17/11/2006
L	Appareils mesures outillage spécif et portatif	5	17/11/2006
L	Relais, poste radio mobile et fixes	10	17/11/2006
L	Pylône, infrastructure radio	20	17/11/2006
L	véhicules légers Etat major	5	17/11/2006
L	VSAV,VLRC,canot sauvetage léger, recond., occas	10	17/11/2006
L	transport personnel, VLTT,VPC	12	17/11/2006
L	CID,VTU,EQ SPE,ECHELLE PORTEUR,VSR,VTUSR	15	17/11/2006
L	berce,porte berce,FSR,VSRTT,VPC,CCF,FPT,DA,echelle	20	17/11/2006
L	Bâtiments légers, installations générales	20	16/12/2015
L	Agencement et aménagement de terrains	30	16/12/2015
L	Bâtiments traditionnels	50	16/12/2015

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N	A3

Nature et objet de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 1/1/N A	Montant des provisions de l'exercice B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges et contentieux		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour grosses réparations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)		**288 732,00**	**0,00**	**288 732,00**	**0,00**	**288 732,00**
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		288 732,00	0,00	288 732,00	0,00	288 732,00
provision pour non remboursement d'une avance suite à liquidation judiciaire	01/01/2020	288 732,00	0,00	288 732,00	0,00	288 732,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**288 732,00**	**0,00**	**288 732,00**	**0,00**	**288 732,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES

IV

A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			**5 069 758,80**	**0,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**5 069 758,80**	**0,00**	
08/01/2021	MOTOPOMPE FLOTTANT	20210001	5 330,28	0,00	10
08/01/2021	TELEPHONES CISCO	20210002	1 331,64	0,00	2
08/01/2021	TRANSFERT JABER VPN	20210003	2 340,00	0,00	5
08/01/2021	CIS CHATEAUNEUF LA FORET TRAVAUX ELECTRICITE	20210004	8 044,39	0,00	20
08/01/2021	TUYAU DE REFOULEMENT 70 MM	20210005	9 945,38	0,00	7
08/01/2021	PUB AMENAGEMENT VÉHICULE	20210006	540,00	0,00	0
08/01/2021	REQUETEUR BO	20210007	2 400,00	0,00	10
08/01/2021	VESTIAIRE SIMPLE	20210008	15 111,78	0,00	10
08/01/2021	MEUBLE BAS INOX	20210009	11 836,80	0,00	10
08/01/2021	PETIT ELECTROMENAGER	20210010	14 145,73	0,00	5
08/01/2021	BAC RETENTION SOUPLE	20210011	10 248,00	0,00	7
08/01/2021	MAT TELESCOPIQUE	20210012	7 422,60	0,00	10
08/01/2021	ETAI SUPPORTER X2	20210013	16 608,19	0,00	7
08/01/2021	CIS MTOUT	20210014	10 921,20	0,00	0
11/01/2021	ARMOIRE HAUTE	20210015	2 302,40	0,00	5
11/01/2021	TABLEAU BLANC	20210016	327,14	0,00	5
11/01/2021	FAUTEUIL	20210017	672,20	0,00	5
11/01/2021	TABLE CUISINE	20210018	2 003,20	0,00	5
11/01/2021	CHAISE BUREAUTIQUE	20210019	208,50	0,00	5
11/01/2021	FAUTEUIL DE BUREAU	20210020	3 181,16	0,00	5
11/01/2021	TABOURET HAUT	20210021	191,93	0,00	5
13/01/2021	PANTALON TSI	20210022	72 467,42	0,00	3
13/01/2021	VESTE TSI 80 C	20210023	76 788,52	0,00	7
13/01/2021	PANTALON TSI 68	20210024	15 590,88	0,00	3
13/01/2021	2051 SDSI FONCT	20210025	132 596,64	0,00	10
13/01/2021	CIS BEAUBREUIL REAMENAGEMENT	20210026	31 239,44	0,00	20
13/01/2021	CIS ST SULPICE LES FEUILLES	20210027	68 542,76	0,00	20
13/01/2021	LOGICIEL - LICENCE	20210032	50 038,84	0,00	4
13/01/2021	SCHEMAT DIRECTEUR SI FONCTIONNEMENT 10ANS	20210072	3 370,20	0,00	10
20/01/2021	AMENAGEMENT VSLO	20210030	9 834,80	0,00	10
20/01/2021	TRANSMISSION ET COMMUNICATION	20210031	24 003,67	0,00	10
20/01/2021	MATERIELS ATELIERS	20210034	1 484,40	0,00	7
27/01/2021	CIS PIERRE BUFFIERE	20210035	3 359,40	0,00	20
27/01/2021	RESEAUX D'ALERTE	20210036	6 224,42	0,00	4
27/01/2021	ASPIRATEUR POUSSIERES OPTION FLEXIBLE	20210037	384,00	0,00	5
27/01/2021	SÉCURISATION SAUVEGARDES	20210038	7 153,72	0,00	4
01/02/2021	SCHEMAT DIRECTEUR SI FONCTIONNEMENT	20210039	122 258,95	0,00	4
01/02/2021	MATERIELS DE SECOURS ET INTERVENTIONS	20210040	15 838,02	0,00	5
01/02/2021	MATRIELS INFORMATIQUE	20210041	4 410,00	0,00	4
01/02/2021	SCHEMAT DIRECTEUR SI FONCTIONNEMENT	20210042	125 459,19	0,00	10

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
08/02/2021	CIS BEAUBREUIL	20210043	648,00	0,00	0
08/02/2021	MOBILIER	20210044	6 440,85	0,00	5
08/02/2021	MEULEUSE	20210108	2 385,14	0,00	7
22/02/2021	LOGICIEL ISAP	20210046	35 830,08	0,00	10
22/02/2021	FORTI WEB VITUAL	20210047	18 155,87	0,00	4
22/02/2021	ECRANS CTA	20210048	3 393,67	0,00	4
22/02/2021	MATERIEL DE SPORT	20210049	37 373,70	0,00	5
22/02/2021	PUB CHAMBRES DE GARDE	20210050	1 188,00	0,00	0
22/02/2021	CIS MAUVENDIERE	20210051	28 509,52	0,00	20
23/02/2021	MOD REHA CIS MITOUT	20210045	21 135,00	0,00	0
08/03/2021	GRIMP	20210116	6 084,00	0,00	7
09/03/2021	TREUIL A CABLE SANS FIN 3200KG	20210052	495,60	0,00	8
09/03/2021	CIS ST SULPICE	20210053	810,00	0,00	0
09/03/2021	AMENAGEMENT VLCG	20210054	10 984,80	0,00	10
09/03/2021	VIDL	20210055	127 652,94	0,00	10
17/03/2021	COMMUNICATION ET TRANSMISSION	20210056	34 275,81	0,00	5
17/03/2021	AMENAGEMENT VTU SELON DEVIS DV 26904	20210057	31 099,20	0,00	15
17/03/2021	CIS MARTIAL MITOUT	20210091	1 574,40	0,00	20
24/03/2021	MATERIEL INFORMATIQUE	20210058	29 280,57	0,00	4
24/03/2021	GROS ELETCROMENAGE	20210059	17 294,06	0,00	7
24/03/2021	RENAULT D14 MED P4X2 280E6 DEVIS 36244305	20210060	151 258,44	0,00	20
08/04/2021	6011 TX 87	20210061	5 772,00	0,00	5
08/04/2021	BANC DE CONTRÔLE PRESTOR 5000 + SUPPORT DE BRIDE D	20210062	0,00	0,00	10
12/04/2021	CIS MITOUT OPE DE REHABILITATION TRAVAUX	20200062	440 884,20	0,00	0
12/04/2021	MATERIEL DE PLONGE	20210063	2 953,99	0,00	7
13/04/2021	SCHEMA DIRECTEUR SDSI T	20210064	40 420,50	0,00	10
13/04/2021	AMO CHAMBRES DE GARDE MITOUT	20210066	11 523,24	0,00	0
05/05/2021	PLATEFORME DE DESINCARCERATION	20210067	5 026,31	0,00	10
05/05/2021	CIS ROCHECHOUART -	20210068	2 044,80	0,00	10
05/05/2021	DEPANNEUSE LOGISTIQUE	20210069	3 038,40	0,00	15
12/05/2021	CAMERA THERMIQUE FLIR K1 + SYSTEME DE FIXATION FIX	20210070	20 156,76	0,00	7
12/05/2021	VLHR POLYVALENT - RANGER XL CHASSIS CAB 2 PORTES 2	20210071	22 157,58	0,00	10
12/05/2021	MATERIEL DE SAUVETAGE SAP	20210117	2 800,80	0,00	5
18/05/2021	DETECTEUR GAZ X-AM 2500 FLEX EX/O2/CO	20210073	9 193,06	0,00	7
18/05/2021	DOSSARD DRAGER PSS 5000 RÉF CONSTRUCTEU	20210074	8 858,66	0,00	7
21/05/2021	FOURNITURES ATELIER NON STOCKEES DECENN	20210075	30 441,82	0,00	15
26/05/2021	POSTE A SOUDER TIG 2000 PULS A	20210076	2 098,80	0,00	10
03/06/2021	AMÉNAGEMENT CHAMBRES DE GARDE	20210078	3 450,17	0,00	0
04/06/2021	VACCINODROME	20210079	310,80	0,00	5
04/06/2021	CIS CHATEAUPONSAC	20210080	6 317,37	0,00	20
15/06/2021	AMÉNAGEMENT CHAMBRES DE GARDES	20210099	483 207,99	0,00	20
25/06/2021	FPT CHASSIS MAN	20210086	265 923,01	0,00	20
25/06/2021	4 VSAV PLANCHER CABINE MASTER L2	20210087	414 934,06	0,00	0
25/06/2021	VLHR FORD	20210088	25 518,56	0,00	15
25/06/2021	CHASSIS VTUSR	20210089	21 123,97	0,00	15
28/06/2021	COUSSIN DE LEVAGE	20210082	41 845,99	0,00	10
28/06/2021	CS M MITOUT	20210083	30 023,14	0,00	20
28/06/2021	6011 TX 87	20210084	9 426,00	0,00	7

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
28/06/2021	DOUCHE DE DECONTAMINATION	20210085	4 626,00	0,00	10
01/07/2021	RAMPE PC LEGER BOXER L1H1	20210094	1 929,60	0,00	5
01/07/2021	MATERIEL DE SAUVETAGE CYNO	20210095	332,00	0,00	7
01/07/2021	MOBILIER DE BUREAU	20210096	3 446,84	0,00	5
06/07/2021	BOTTES À LACETS	20210092	14 723,45	0,00	5
06/07/2021	SMARTPHONE	20210093	5 847,60	0,00	2
06/07/2021	CIS NANTIAT	20210097	276,00	0,00	0
06/07/2021	VESTIAIRE DE SECHAGE SELON DEVIS 36251984	20210118	11 816,03	0,00	10
13/07/2021	SMARTPHONE	20210098	3 825,60	0,00	1
13/07/2021	CASQUES	20210100	28 147,97	0,00	10
16/07/2021	AMENAGEMENT RIFTER	20210101	10 984,80	0,00	5
16/07/2021	AMENAGEMENT VEHICULE LOGISTIQUE FZ-131-DL	20210102	45 959,16	0,00	15
16/07/2021	AMENAGEMENT VTUSR	20210103	16 179,60	0,00	15
20/07/2021	REMORQUE FOURGON	20210104	3 304,00	0,00	10
20/07/2021	VTSUR AMENAGEMENT	20210105	16 179,60	0,00	15
20/07/2021	CISAILLE AUTONOME	20210106	19 591,84	0,00	10
20/07/2021	TRONCONNEUSE	20210107	5 852,30	0,00	10
20/07/2021	REAMENAGEMENT TOUR CODIS	20210109	8 624,54	0,00	20
22/07/2021	SCANNER EPSON	20210110	1 165,06	0,00	4
22/07/2021	IMPRIMANTE HP	20210111	866,63	0,00	4
22/07/2021	KIT HYGIENE STANDARD SUR TIROIR	20210112	5 090,40	0,00	7
22/07/2021	SWITCH NETGEAR	20210113	779,94	0,00	4
22/07/2021	DISQUE DUR	20210114	1 235,88	0,00	4
18/08/2021	MISE A NIVEAU NEOSCREEN	20210119	6 024,30	0,00	4
31/08/2021	CHARIOT BOUTEILLES ARI (15 BOUTEILLES)	20210120	2 384,90	0,00	10
13/09/2021	CCFM CHASSIS RENAULT TRUCKS D14 P4X4 - P1	20210121	240 653,54	0,00	20
13/09/2021	CCFM CHASSIS RENAULT TRUCKS D14 P4X4 - P1	20210122	240 653,54	0,00	20
14/09/2021	CHAUSSURES MERCURE	20210123	54 684,00	0,00	5
23/09/2021	MATERIEL INFORMATIQUE	20210124	537,60	0,00	4
28/09/2021	BANC DE CONTRÔLE PRESTOR 5000 + SUPPO	20210125	7 487,09	0,00	10
07/10/2021	CS LA JONCHERE	20210126	4 251,48	0,00	10
07/10/2021	GENERATRICE EPC 28L 4C B34	20210127	2 984,40	0,00	10
07/10/2021	CIS NANTIAT	20210128	108,00	0,00	0
25/10/2021	RÉHABILITATION CS MITOUT	20200130	209 450,26	0,00	0
28/10/2021	SURPANTALON+PRESTATION	20210130	78 759,18	0,00	7
03/11/2021	ECHELLE TELESCOPIQUE	20210131	1 069,01	0,00	7
08/11/2021	TABLETTE SITE INTERNET	20210132	2 355,65	0,00	4
09/11/2021	MATERIEL MEDICAL	20210133	6 155,64	0,00	3
10/11/2021	AMÉNAGEMENT DE DEUX VLHR	20210134	864,00	0,00	0
10/11/2021	BATIMENT LOG	20210135	17 235,00	0,00	10
16/11/2021	PEUGEOT 2008 GT BLUE HDI	20210136	42 830,07	0,00	5
16/11/2021	COMBINAISON SEMI-ETANCHE	20210137	3 169,31	0,00	7
16/11/2021	STATION CUBE PREMIUM OUTDOOR 1	20210138	3 806,70	0,00	10
25/11/2021	PEUGEOT RIFTER ACTIVE PACK STANDARD BLUE HDI BVM6	20210139	14 496,22	0,00	10
25/11/2021	SAC A DOS O2 FORMATION	20210140	2 304,36	0,00	5
25/11/2021	CLAIE FDF M2 + SANGLES + POCHETTES (G090030 + G090	20210141	1 654,56	0,00	7
29/11/2021	PEUGEOT RIFTER ACTIVE PACK STANDARD BLUEHDI BVM6 -	20210157	14 496,22	0,00	10
03/12/2021	TRIANGLE AUTOMATIQUE DE 700 AK31 + 3 FEUX LEDS (O	20210142	9 990,00	0,00	5

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
03/12/2021	CLOISON INTERIEURE	20210143	2 124,00	0,00	5
03/12/2021	DEMI PLAN DUR INCURVE ADULTE REF G040158	20210144	6 882,02	0,00	5
03/12/2021	PORTOIR 4 POSITIONS POUR BRANCARD SERIE 900	20210145	31 221,22	0,00	5
03/12/2021	MASQUE FILTRE MICRO K AVEC HOUSSE REF G121181	20210146	7 644,66	0,00	3
06/12/2021	FR 475 ML	20210149	47 962,90	0,00	5
06/12/2021	GD-039-JC	20210155	43 962,66	0,00	5
07/12/2021	RECONDITIONNEMENT CELLULE VSAV	20210147	118 103,64	0,00	10
07/12/2021	CIS NANTIAT REFECTION COUVERTURE	20210148	29 410,57	0,00	20
08/12/2021	COMPRESSEUR SANS CUVE 1.5CV 3L	20210150	2 146,80	0,00	10
08/12/2021	PRESSE PLIEUSE ATELIER RECONDITIONNEE	20210151	14 400,00	0,00	10
08/12/2021	MATERIEL INFOR DE SAUVEGARDE	20210152	5 615,04	0,00	4
08/12/2021	BOTTES À LACETS	20210153	18 102,60	0,00	5
08/12/2021	MERCURE V2	20210154	15 233,40	0,00	5
15/12/2021	AMENAGEMENT VSR	20210156	176 280,00	0,00	15
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES

A6.2

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	Valeur nette comptable le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins value (2)	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							54 921,89	**43 880,93**	
Cessions à titre onéreux							**54 921,89**	**43 880,93**	
17/03/2021	1 CHASSIS FPT 4582 RY 87	31/12/2002	52 656,97	13	48 606,48	4 050,49	1 000,00	-3 050,49	0,00
17/03/2021	1 AMENAGEMENT FPT 4582 RY 87	31/12/2002	59 123,08	13	54 575,16	4 547,92	868,80	-3 679,12	0,00
17/03/2021	1 VIDL 386 TW 87	01/08/2006	11 468,00	15	10 703,42	764,58	2 525,40	1 760,82	0,00
17/03/2021	1 VIDL 3232 TW 87	10/08/2006	13 627,08	15	12 718,52	908,56	222,24	-686,32	0,00
19/03/2021	1VIDL 4210 TX 87	15/12/2006	11 541,01	15	10 771,60	769,41	2 575,91	1 806,50	0,00
19/03/2021	1 VIDL 1056 TK 87	16/12/2003	12 933,06	12	12 933,06	0,00	2 525,40	2 525,40	0,00
19/03/2021	1 VIDL 1057 TK 87	16/12/2003	12 933,06	12	12 933,06	0,00	2 525,40	2 525,40	0,00
19/03/2021	1 CID 8769 RJ 87	31/12/2002	11 586,13	5	11 586,13	0,00	404,06	404,06	0,00
19/03/2021	1 FPT 3195 RL 87	31/12/2002	44 356,05	12	44 356,05	0,00	1 868,80	1 868,80	0,00
19/03/2021	1 CHASSIS VSR 1745 TF 87	18/02/2002	23 364,26	15	23 364,26	0,00	5 555,88	5 555,88	0,00
28/06/2021	1 VIDL 6429 TB 87	18/10/2001	13 106,10	10	13 106,10	0,00	2 250,00	2 250,00	0,00
28/06/2021	1 CHASSIS VSAV 7910 TG 87	04/12/2002	21 718,57	10	21 718,57	0,00	1 650,00	1 650,00	0,00
28/06/2021	1 VIDL 9437 TM 87	08/11/2004	10 527,51	10	10 527,51	0,00	2 850,00	2 850,00	0,00
28/06/2021	1 VEHICULE CYNO MASTER 3359 TQ 87	25/02/2005	23 628,54	15	23 628,54	0,00	1 450,00	1 450,00	0,00
28/06/2021	1 VIDL 7714 TR 87	05/12/2005	13 444,08	10	13 444,08	0,00	2 700,00	2 700,00	0,00
28/06/2021	1 VL CYNO 3359 TQ 87	08/07/2005	12 939,00	10	12 939,00	0,00	1 450,00	1 450,00	0,00
28/06/2021	MOTEUR VSAV BELLAC 7910 TG 87	22/02/2006	3 848,71	15	3 848,71	0,00	1 650,00	1 650,00	0,00
28/06/2021	AMENAGEMENT VASV 7910 TG 87	04/12/2007	2 014,82	5	2 014,82	0,00	1 650,00	1 650,00	0,00
28/06/2021	1 VLRC AA-631-WT	10/07/2009	11 818,00	10	11 818,00	0,00	1 800,00	1 800,00	0,00
28/06/2021	1 VLRC AS-235-BW	01/01/2010	11 517,30	10	11 517,30	0,00	2 400,00	2 400,00	0,00
13/08/2021	1/2 chassis FPT 8081 ST 87 (+ 8082 ST 87)	18/08/1999	122 594,32	15	122 594,32	0,00	4 950,00	4 950,00	0,00
13/08/2021	2 equipements FPT 8081 ST 87 + 8082 ST 87	26/11/1999	102 952,45	15	102 952,45	0,00	4 950,00	4 950,00	0,00
13/08/2021	1 FPT 4215 RR + 4452 RR (donné)	31/12/2002	210 571,11	12	166 702,12	0,00	3 450,00	3 450,00	0,00
13/08/2021	2/4 EQPTS VSAV (7909+7910) + 7911 +7916 TG 87 [P]	25/04/2003	152 332,65	18	139 638,28	0,00	1 650,00	1 650,00	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
10/11/2021	TRONCONNEUSE STIHL	21/04/2000	730,23	5	730,23	0,00	0,00	0,00	0,00
10/11/2021	30 LANCESDIAM 45	03/02/2003	8 073,00	15	8 073,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10/11/2021	TUYAUX	05/12/2006	25 271,60	7	25 271,60	0,00	0,00	0,00	0,00
10/11/2021	50 TUYAUX DIAM 45MM 200T /35CM	31/12/2011	5 624,19	7	5 624,19	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	Valeur nette comptable le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins value (2)	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
10/11/2021	20 TUYAUX DIAM 25 SEMI RIGIDE 20 M	31/12/2012	3 178,01	7	3 178,01	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	TRONCONNEUSE STIHL	21/04/2000	730,23	5	730,23	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	POMPE EPUISEMENT	06/07/2001	1 921,75	7	1 921,75	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	3 ASPIRATEURS AVEC POMPE	10/01/2001	3 240,35	5	3 240,35	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	POMPE ELECTRIQUE	10/01/2001	455,82	5	455,82	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	POMPE ELECTRIQUE BEAUBELIQUE	30/10/2001	719,29	5	719,29	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	CASQUE F2	06/02/2002	3 536,75	10	3 536,75	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	CASQUE F1	05/11/2002	6 083,75	10	6 083,75	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	ENSEMBLE DE DESINCARCERATION	09/07/2003	24 800,26	10	24 800,26	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	21 VESTE SP F1	03/02/2003	1 194,48	7	1 194,48	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	POMPE ELECTRIQUE	07/08/2003	3 652,35	10	3 652,35	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	VESTE SP F1	06/10/2003	6 749,75	7	6 749,75	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	VESTE INTERVENTION TEXTILE	26/11/2003	2 169,87	7	2 169,87	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	POMPE EPUISEMENT	13/07/2004	1 315,60	10	1 315,60	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	SURPANTALON KERMEL	10/10/2005	18 553,69	10	18 553,69	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	785 PANTALONS SP F1	15/06/2009	28 813,63	3	28 813,63	0,00	0,00	0,00	0,00
15/11/2021	BOTTES À LACETS - 38	12/05/2017	9 957,44	3	9 957,44	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = Prix de cession - Valeur nette comptable le jour de la cession.

(3) La valeur nette comptable au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A6.3

Pour mémoire		Crédits ouverts
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	90 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	54 921,89
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	11 040,96

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A7

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**24 246,66**	
60628	autres fournitures	19 293,83	
611	contrat de prestations de services	4 297,63	
6135	locations mobilières	655,20	
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**	
72	***Travaux en régie***		***24 246,66***
722	*immobilisations corporelles*		*24 246,66*
TOTAL GENERAL		**24 246,66**	**24 246,66**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***24 246,66***
21312	*centres d'incendie et de secours*	*24 246,66*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**24 246,66**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le SDIS.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A7

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	24 246,66
Recettes réelles de fonctionnement	25 188 838,31
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,10 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 3312-2 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**140 000,00**	
Personnes de droit privé	**140 000,00**	
Associations	140 000,00	
Comité des uvres Sociales du SDIS Pompiers de l'Urgence Internationale Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Haute-Vienne	70 000,00 5 000,00 65 000,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	**0,00**	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS (Article L. 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L. 3241-1 et L. 3312-7 du CGCT)	B1.2

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					0,00
FONCTIONNEMENT					140 000,00
6474	subvention annuelle	subvention de fonctionnement	Comité des uvres Sociales du SDIS	Association	70 000,00
6574	subvention annuelle	subvention de fonctionnement	Pompiers de l'Urgence Internationale	Association	5 000,00
6574	subvention annuelle	subvention de fonctionnement	Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Haute-Vienne	Association	65 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

IV
B6

AUTORISATION DE PROGRAMME		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année N	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N
Numéro	Libellé			(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)	(5)	(6) = (4) - (5)
00015/2007	CS LIMOGES SUD	206 270,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00030/2013	CS MARTIAL MITOUT	7 757 370,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	461 704,20	-461 704,20
00032/2015	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION	1 394 336,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 086,33	-41 086,33
00041/2020	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 2	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435 038,64	-435 038,64
00034/2017	TRAVAUX CTA	52 178,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00034/2018	TRAVAUX CTA	18 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**10 629 115,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**937 829,17**	**-937 829,17**

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**30,00**	**0,00**	**30,00**	**29,80**	**1,00**	**30,80**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	11,00	0,00	11,00	10,80	0,00	10,80
Adjoint administratif pal 2 cl	C	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Adjoint administratif terr.	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Attaché	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	3,00	0,00	3,00	3,00	1,00	4,00
Rédacteur principal 1 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur principal 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**20,00**	**0,00**	**20,00**	**20,00**	**0,00**	**20,00**
Adjoint technique pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique territorial	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Agent de maîtrise	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 1 cl	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Technicien principal de 2 cl		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**215,00**	**0,00**	**215,00**	**209,40**	**4,00**	**213,40**
Adjudant de SPP	C	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjudant-chef de SPP	C	53,00	0,00	53,00	53,00	0,00	53,00
Cadres de santé de SPP de 2cl	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Capitaine de SPP	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Caporal de SPP	C	24,00	0,00	24,00	20,00	0,00	20,00
Caporal-chef de SPP	C	23,00	0,00	23,00	22,80	0,00	22,80
Caporal-chef de SPP (app)	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Colonel de SPP	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Colonel hors classe de SPP	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Commandant de SPP	A	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
Directeur adjoint de SDIS de	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur de SDIS de catégori	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier de SPP de cl sup	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier de SPP hors cl	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Lieutenant de 1ère cl de SPP	B	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Lieutenant de 2ème cl de SPP	B	3,00	0,00	3,00	4,00	0,00	4,00
Lieutenant hors classe de SPP	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Lieutenant-Colonel de SPP	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Médecin de SPP hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Pharmacien de SPP de cl excep	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Sapeur	C	0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00
Sergent de SPP	C	19,00	0,00	19,00	18,80	0,00	18,80
Sergent-chef de SPP	C	48,00	0,00	48,00	47,80	0,00	47,80
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**265,00**	**0,00**	**265,00**	**259,20**	**5,00**	**264,20**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	A	CDD
Sapeur	C	OTR	354	0,00	3-1	CDD
Sapeur	C	OTR	354	0,00	3-1	CDD
Sapeur	C	OTR	354	0,00	3-2	CDD
Sapeur	C	OTR	354	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	8 752 100,00	7 078 941,59	564 233,51	1 108 924,90
RECETTES	8 752 100,00	7 170 534,51	0,00	1 581 565,49
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	28 800 140,00	25 497 431,21	0,00	3 302 708,79
RECETTES	28 800 140,00	25 814 244,84	0,00	2 985 895,16

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budgets)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (Avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	8 752 100,00	7 078 941,59	564 233,51	1 108 924,90
RECETTES	8 752 100,00	7 170 534,51	0,00	1 581 565,49
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	28 800 140,00	25 497 431,21	0,00	3 302 708,79
RECETTES	28 800 140,00	25 814 244,84	0,00	2 985 895,16

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M. 61) (1)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES(Après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	8 752 100,00	7 078 941,59	564 233,51	1 108 924,90
RECETTES	8 752 100,00	7 170 534,51	0,00	1 581 565,49
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	28 800 140,00	25 497 431,21	0,00	3 302 708,79
RECETTES	28 800 140,00	25 814 244,84	0,00	2 985 895,16
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**37 552 240,00**	**32 576 372,80**	**564 233,51**	**4 411 633,69**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**37 552 240,00**	**32 984 779,35**	**0,00**	**4 567 460,65**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session
A , le
Les membres du conseil d'administration,

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

SDIS*87 HAUTE VIENNE

ETAT DES RESTES A REALISER 2021

Section d'investissement

DEPENSES		
CHAPITRE/ARTICLE	LIBELLE	MONTANT en EURO
Chapitre 20		14 868,00
2031	frais d'études	8 868,00
2051	concessions, droits, licences, brevets	5 220,00
Chapitre 21	immobilisations corporelles	420 138,37
21312	centres d'incendie et de secours	1 442,15
21318	autres bâtiments publics	15 438,48
21351	bâtiments publics	9 745,26
21531	réseaux et transmissions	15 402,73
21532	réseaux d'alerte	2 132,88
21561	Mat mobile d'incendie et de secours	168 447,84
21562	Mat non mobile d'incendie et de Secours	91 946,32
21568	Autre matériel incendie et secours	11 544,91
21571	atelier	1 309,39
2158	autres	10 401,63
217312	travaux CIS	38 929,66
2183	Matériel informatique	40 570,07
2184	Mobilier de bureau	13 934,87
2188	autres	7 892,69
Chapitre Pr Equipt 32	schéma directeur des systèmes d'information	36 056,23
2051	Concessions et droits simil.,brevets,.	36 056,23
21532	réseaux d'alerte	
Chapitre Pr Equipt 40	cs mitoyt chambres de garde	32 341,61
2031	frais d'études	2 343,36
21318	autres bâtiments publics	29 998,25
Chapitre Pr Equipt 41	schéma directeur des systèmes d'information 2	52 608,80
2051	Concessions et droits simil.,brevets,.	28 608,80
21532	réseaux d'alerte	24 000,00
TOTAL DI		564 213,51

RECETTES		
CHAPITRE/ARTICLE	LIBELLE	MONTANT en EURO
TOTAL RI		0,00

vu et arrêté le présent état à la somme de cinq cent soixante quatre mille deux cent trente trois euros et cinquante et un centimes.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PASCAL ALLARD

IV-ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombres de membres en exercice 22
Nombre de membres présents 15
Nombres de suffrages exprimés 18
VOTES : Pour 18
Contre 0
Abstentions 0

Date de convocation : 25/4./2022

Présenté par le Président,

A Limoges ,le 1er juin 2022

Le Président, Le Président
du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Pierre ALLARD

Délibéré par le Conseil d'administration, réuni en session

A Limoges , le 1er juin 2022

Les membres du Conseil d'administration ,

noms	signatures	pouvoir reçu (Oui/Non)	noms	signatures	pouvoir reçu (Oui/Non)
LEBLOIS J-C	[signature]		PERABOUT ALAIN	[signature]	
Destruhaut Stéphane	[signature]		CLUZEAU PASCAL	[signature]	
GUERIN Guillaume	[signature]		Boisserie François	[signature]	
Guérin-Barret V.	[signature]		GODRIE PASCAL	[signature]	
Thensani Chérifa	[signature]		BEUREAU Cécile	[signature]	
Cheban YVON M	[signature]		RAYMONDAUD Yve	[signature]	
F. Riéuy-HIQUEL	[signature]		ACHARD Sylvie	[signature]	
NOUHAUD J.C	[signature]				
VARACHAUD .P	[signature]				
PERROT Daniel	[signature]				
JANICOT P.	[signature]				

certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le.......................................et de la publication le ..../.... /.....

Le Président
du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Pierre ALLARD

A.., le ..../.... /.....

ETAT DES RESTES A REALISER 2021

SDIS 87 HAUTE VIENNE

Accusé de réception - ministère de l'intérieur
087-288708506-2022…-FIN2021-CA-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : …
contrôle de légalité

Section d'investissement

DEPENSES CHAPITRE/ARTICLE	LIBELLE	MONTANT en EURO
Chapitre 20		14 088,00
2031	frais d'études	8 868,00
2051	concessions, droits, licences, brevets	5 220,00
Chapitre 21	immobilisations corporelles	429 139,07
21312	centres d'incendie et de secours	1 442,15
21318	autres bâtiments publics	15 438,48
21351	bâtiments publics	9 745,26
21531	réseaux et transmissions	15 402,73
21532	réseaux d'alerte	2 132,88
21561	Mat mobile d'incendie et de secours	168 447,84
21562	Mat non mobile d'incendie et de Secours	91 946,32
21568	Autre matériel incendie et secours	11 544,91
21571	atelier	1 309,39
2158	autres	10 401,63
217312	travaux CIS	38 929,66
2183	Matériel informatique	40 570,07
2184	Mobilier de bureau	13 934,87
2188	autres	7 892,88
Chapitre Pr Equipt 32	schéma directeur des systemes d'information	36 056,23
2051	Concessions et droits simil.,brevets,.	36 056,23
21532	réseaux d'alerte	
Chapitre Pr Equipt 40	[illegible] chambres de garde	32 341,61
2031	frais d'études	2 343,36
21318	autres bâtiments publics	29 998,25
Chapitre Pr Equipt 41	schéma directeur des systemes d'information 2	52 608,80
2051	Concessions et droits simil.,brevets,.	28 608,80
21532	réseaux d'alerte	24 000,00
TOTAL DI		564 233,51

RECETTES CHAPITRE/ARTICLE	LIBELLE	MONTANT en EURO
	TOTAL RI	0,00

vu et arrêté le présent état à la somme de cinq cent soixante quatre mille deux cent trente trois euros et cinquante et un centimes.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre ALLARD

IV-ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombres de membres en exercice 22
Nombre de membres présents 19
Nombres de suffrages exprimés 18
VOTES : Pour 18
Contre 0
Abstentions 0

Date de convocation 25.4.2022

Présenté par le Président,

A Limoges ,le 1er juin 2022

Le Président,

Le Président
du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours
[...] ALLARD

Délibéré par le Conseil d'administration, réuni en session

A Limoges , le 1er juin 2022

Les membres du Conseil d'administration ,

noms	signatures	pouvoir reçu (Oui/Non)	noms	signatures	pouvoir reçu (Oui/Non)
LEBLOIS J-Cl			PERABOUT ALAIN		
Destruhaut Stephan			CLUZEAU PASCAL		
GUERIN Guillaume			BOISSERIE François		
Guillot Barret V.			GODRIE PASCAL		
Kausari Chérifa			BOURDEAU Cécile		
Gulsen YILDIRIM			RAYMONDAUD Yves		
Thierry MIGUEL			ACHARD Sylvie		
NOUHAUD J.C					
VARACHAUD P					
PERROT Daniel					
JAMIOT P.					

certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le.......................................et de la publication
le ..../..../.....

A......................................., le ..../..../.....

Le Président
du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours
[...] ALLARD

Accusé de réception - Ministère [...]
087-288708506-20220601-FIN2021-CA-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2022
contrôle de légalité

DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES

- CONVENTION D'ADHESION -

PREAMBULE

En application des dispositions de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et du décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique, les collectivités territoriales et établissements publics doivent, sans exception et depuis le 1er mai 2020, mettre en place ce dispositif.

Le dispositif de signalement doit comporter les 3 procédures suivantes :

- Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements ;
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien ;
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés, notamment par la réalisation d'une enquête administrative.

Le dispositif créé doit garantir la stricte confidentialité des informations communiquées aux agents (victimes, témoins, auteurs des actes), y compris en cas de communication aux personnes ayant besoin d'en connaître pour le traitement de la situation.

Ce dispositif peut être mis en place via trois procédés différents :

- une gestion en interne au sein de chaque collectivité ;
- une gestion mutualisée entre plusieurs administrations, collectivités ou établissements publics ;
- une gestion confiée aux centres de gestion dans les conditions prévues à l'article L 452-43 du Code général de la fonction publique ;

Par délibérations en date des 30 juin 2021, 30 septembre 2021 et 8 février 2022, le Centre de Gestion de la Haute-Vienne a proposé aux collectivités qui lui sont affiliées et qui en font la demande expresse de gérer pour leur compte ce dispositif de signalement par voie de convention.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

PROJET

La présente convention réglera les rapports à naître entre :

- **Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Vienne** dont le siège est situé au 55 Rue de l'Ancienne Ecole Normale d'Instituteurs - 87000 Limoges - représenté par sa Présidente, Madame Sylvie ACHARD, dument habilitée par délibérations du Conseil d'Administration en date des 30 juin 2021, 30 septembre 2021 et 8 février 2022 à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique,

Ci-après dénommé « CDG 87 » dans la présente convention

ET

- **la collectivité ou l'établissement public affilié(e)** de ….....

Adresse :.....

Représenté(e) par son/sa Maire, son/sa Président(e), Monsieur/ Madame .....

Dûment habilité(e) par délibération du Conseil municipal/communautaire en date du :……

Ci-après dénommé(e) « La collectivité » dans la présente convention

Les termes de la présente convention sont régis par :

- le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 135-6 et L. 452-43;

- le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

- les délibérations du conseil d'administration du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Vienne en date du 30 juin 2021, 30 septembre 2021 et 8 février 2022 relatives à la mise en place d'un conventionnement avec les collectivités affiliées sur le dispositif de signalement visé par le décret 2020-256 du 13 mars 2020 précité ;

- l'information du Comité Technique du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Vienne en date du 7 février 2022 ;

- l'arrêté de la Présidente du Centre de Gestion de la Haute-Vienne en date du 7 avril 2022 définissant les modalités de mise en œuvre du dispositif de signalement pour le compte des collectivités délégantes ;

PROJET

- le contrat sous-traitance avec la plateforme de signalement et convention de partenariat avec les associations

ARTICLE 1 : CONTENU DE LA PRESTATION

La collectivité confie au CDG 87 la gestion du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes conformément aux dispositions fixées par le décret 2020-256 du 13 mars 2020 susvisé et par l'arrêté de la Présidente du Centre de gestion en date du 7 avril 2022.

La mission proposée par le CDG 87 permettra :

- La mise en place d'un circuit de signalement (procédure de recueil des saisines ou réclamations des victimes et des témoins, réception, enregistrement, traitement)

- La mise à disposition de supports de communication et d'information pour la collectivité (plaquettes, affiches, flyers)

- L'établissement de procédures de qualification et de traitement des faits signalés via la mise en place de systèmes d'accompagnement permettant d'assurer la prise en compte des faits subis par les agents, leur protection et leur soutien notamment en cas de situation d'urgence

- La transmission des signalements à l'employeur, et sous réserve de l'accord de l'agent victime

- L'élaboration de données statistiques à destination des comité sociaux territoriaux compétents.

ARTICLE 2 : MODALITES D'INTERVENTION

2.1 Procédure de demande d'adhésion

La collectivité territoriale a formulé une demande d'adhésion auprès du CDG 87.

2.2 Obligations de la collectivité

La Publicité :

L'autorité territoriale, signataire de la présente convention, devra, par tout moyen, rendre accessible ce dispositif de signalement.

Il est nécessaire de prévoir une information et une communication disponibles au plus grand nombre (un espace d'affichage dédié au dispositif de signalement, une publication sur l'intranet de la collectivité, une information systématique aux nouveaux arrivants). Le CDG 87 s'engage à fournir à la collectivités les différents supports de communication. Il appartient à la

PROJET

collectivité d'afficher au sein de ses locaux et de diffuser auprès de ses agents les supports reçus.

L'information délivrée aux agents doit également contenir les moyens d'accès à ce dispositif (définis à l'article 3 de la présente convention) ainsi que les garanties de confidentialité (définis à l'article 2.3 de la présente convention).

La désignation d'un référent interne

L'autorité territoriale de la collectivité s'engage à désigner, par arrêté, un référent interne.

La collectivité devra fournir au CDG 87 les coordonnées du référent interne qui pourra être directement contacté par le CDG 87 lors de la transmission d'un signalement à l'autorité territoriale.

L'obligation de protection

L'obligation de protection des agents s'impose à tout employeur public.

L'article L. 134-5 du code général de la fonction publique précise que « la collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté ».

Les agents contractuels bénéficient de ces mêmes garanties.

La protection fonctionnelle dont bénéficient les agents victimes recouvre trois obligations :

- Obligation de prévention : une fois informée des agissements répréhensibles, la collectivité doit mettre en œuvre toute action appropriée pour éviter ou faire cesser les violences auxquelles l'agent victime est exposé, même lorsqu'aucune procédure judiciaire n'est enclenchée (par exemple, mesure interne de changement d'affectation voire suspension de la personne présumée agresseur dans l'attente du conseil de discipline) ;

- Obligation d'assistance juridique : il s'agit principalement d'apporter à l'agent victime une aide dans les procédures juridictionnelles engagées ; l'administration peut payer les frais de l'avocat désigné par l'agent victime dès lors qu'elle a signé une convention avec ledit avocat et à certaines conditions

- Obligation de réparation: la mise en œuvre de la protection accordée par l'administration ouvre à la victime le droit d'obtenir directement auprès d'elle la réparation du préjudice subi du fait des attaques

2.3 Obligations du Centre de Gestion de la Haute-Vienne

Les garanties de confidentialité s'imposeront à toutes les personnes chargées, au sein du CDG 87, du traitement des signalements. Les informations détenues par ces personnes sont limitées

PROJET

à ce qui est strictement nécessaire aux seuls besoins de la vérification ou du traitement du signalement.

Le CDG 87 veillera à ce que le dispositif assure également :

- les garanties de confidentialité et d'anonymat lors du dépôt des signalements sur la plate-Forme sélectionnée à cet effet ;
- la neutralité vis à vis des victimes et auteurs des actes ;
- l'impartialité et l'indépendance des intervenants au dispositif de signalement et à son traitement ;
- le traitement rapide des signalements dans le respect des règles relatives au traitement des données personnelles dans le cadre du règlement général sur la protection des données (RGPD).

ARTICLE 3 : CONTENU DU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT

3.1 : Le recueil des signalements par une Plateforme dématérialisée

Les dispositions du décret n°2020-256 du 13 mars 2020 précisent, notamment, que le dispositif de signalement doit comprendre une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes.

Le CDG 87 a décidé d'externaliser cette étape via le recours à la Plateforme dématérialisée et spécialisée dans le recueil en ligne des signalements.

Les signalements des agents victimes ou témoins de tels actes seront donc effectués via la plateforme Signalement.net, accessible :

- depuis le site internet du CDG 87 (accès sécurisé)
- via l'adresse internet suivante : *https://cdg87.signalement.net*
- via le dépôt d'un signalement oral auprès numéro de téléphone suivant: 01 86 47 67 97 en renseignant le code organisation suivant : 8787

L'auteur du signalement peut joindre au dépôt de son signalement toute information ou tout document, quel que soit sa forme ou son support, de nature à étayer ses propos.

L'auteur du signalement à la possibilité de rendre son signalement anonyme.

L'auteur du signalement sera informé sans délai du dépôt de son signalement puis, ultérieurement, des suites qui y seront données.

3.2 : Les traitements des signalements : la procédure d'orientation mise en œuvre par le Centre de gestion de la Haute-Vienne

PROJET

Les dispositions du décret n°2020-256 du 13 mars 2020 précisent également que le dispositif de signalement doit comprendre une procédure de traitement des faits signalés et d'orientation agents s'estimant victimes des actes précités vers les services et professionnels compétents chargés de les accompagner ainsi que vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée.

Au sein du CDG 87, une cellule « signalement » est instituée pour procéder au traitement des faits signalés sur la plateforme de signalement et orienter les agents via des organismes compétents.

La composition de cette cellule est définie par arrêté de la Présidente du Centre de gestion, publié sur le site internet du centre de Gestion. Les membres de la cellule sont, de par leurs fonctions, soumis aux obligations de confidentialité.

La recevabilité et la caractérisation du signalement, au regard des définitions légales, seront examinées par ladite cellule. En cas de désaccord ou de complexité, la cellule pourra être épaulée par les référents déontologues.

Si le signalement n'est pas recevable, la cellule :

- Demande à l'auteur du signalement de compléter sa déposition ;
- Informe l'auteur du signalement des motifs de la non-recevabilité et l'oriente, le cas échéant, vers les structures compétentes ou les dispositifs adaptés.

Le CDG 87 s'engage à mettre en œuvre cette procédure dans le respect des dispositions du RGPD.

La cellule sera chargée :

- D'examiner le signalement reçu, ainsi que ses éventuelles pièces annexes ;

- De proposer à la victime, si la cellule l'estime nécessaire, un entretien personnel destiné à lui exposer les suites données à son signalement. Selon les situations et les possibilités, cet entretien pourra avoir lieu dans les locaux du CDG 87, dans des locaux mis à disposition, par conférence téléphonique ou audiovisuelle. L'objectif de cet entretien est d'informer la victime des procédures et des suites possibles tout en l'orientant vers des professionnel(le)s qui proposent un accompagnement médical, psychologique et/ou juridique.

- De transmettre à l'agent signalant, par tous moyens appropriés, des informations concernant ses droits, les procédures et les suites possibles, ainsi que les coordonnées des professionnel(le)s susceptibles de l'accompagner.

3.3 : Champ d'intervention de la collectivité : l'obligation de protection

L'obligation de protection des agents, rappelée à l'article 2-2 de la présente convention, s'impose à tout employeur public.

Il incombe à l'autorité territoriale, informée des faits relatés dans un signalement, de diligenter, par tous moyens, une **enquête administrative** et de mettre en place des mesures de protection

PROJET

au bénéfice de l'agent, victime ou témoins, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes.

La collectivité devra transmettre un rapport, à l'éclairage de cet/ces entretien(s) et enquête administrative, indiquant les mesures conservatoires prises pour faire cesser les faits et protéger l'agent. En fonction des circonstances, de la nature des faits signalés, du positionnement hiérarchique de la victime et de l'auteur présumé des faits, l'autorité territoriale pourra demander au CDG87 de lui adresser des préconisations pour l'aider dans la mise en œuvre de son obligation de protection.

3.4 : Champ d'application du dispositif

Ce dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes est ouvert aux agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements, parmi :

- L'ensemble des personnels de la collectivité concernée (stagiaire, titulaire, contractuel de droit public et de droit privé, apprenti) ;
- Les élèves ou étudiants en stage ;

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime. L'auteur peut être un collègue, un formateur, un prestataire ou un usager du service.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITES

Le CDG 87 assure une mission d'aide et de conseil et ne peut en aucun cas se substituer à l'autorité territoriale dans l'accomplissement de ses obligations légales en matière de respect des règles statutaires telles qu'elles résultent des textes en vigueur.

Le CDG 87 ne peut pas être tenu responsable des décisions prises par la collectivité, consécutives ou non aux recommandations, avis ou suggestions formulés.

ARTICLE 5 : TARIFS ET FACTURATION

Le coût de la mission a été fixé par délibération du conseil d'administration du Centre de gestion en date du 8 février 2021 ; il est susceptible d'être révisé annuellement par délibération du Conseil d'Administration tous les deux ans. Une information sera dès lors envoyée sans délai aux collectivités adhérentes.

- **Le tarif d'adhésion annuel est fixé en fonction de l'effectif de la collectivité :**

PROJET

Frais d'adhésion au Dispositif de signalement *(Somme à regler une seule fois, lors de l'adhésion de la collectivité dans le dispositif proposé par le CDG87)*	➢ **0€** pour les collectivités ayant sollicité leur adhésion au présent avant le 1er avril 2022 ➢ **60 €** pour les collectivités ayant sollicité leur adhésion au présent dispositif après le 1er avril 2022
Tarification annuelle *(Somme à régler tous les ans)*	➢ **3€00 par agent présent au sein des effectif de la collectivité** *(effectif comptabilisé au 1er janvier de chaque année)*

La collectivité recevra à chaque début d'année un formulaire à remplir pour connaitre l'état de ses effectifs au 1er janvier.

Le premier appel à cotisation est réalisé dans les trois mois suivants l'adhésion de la collectivité.

L'appel de cotisation sera ensuite émis par le CDG 87 lors du 1er trimestre de chaque année de la convention (2022-2026).

ARTICLE 6 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le CDG 87 et la collectivité s'engagent à respecter les lois relatives à la protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 (ci-après « Loi Informatique et Libertés ») ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données (ci-après « RGPD »).

Il est convenu ce qui suit :

6.1 – Définitions

Le CDG 87 et la collectivité conviennent que sont applicables à la présente convention les définitions suivantes :

Données à Caractère Personnel : désigne toute information relative à une personne physique, identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement.

Traitement : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données à caractère personnel ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Responsable du Traitement : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, la cellule ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

PROJET

Sous-Traitant : s'entend au sens du RGPD et désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement.

6.2 – Obligations du Centre de gestion de la Haute-Vienne envers la collectivité

Le CDG 87 est autorisé à traiter pour le compte de la collectivité les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les missions objets de la présente convention.
Les catégories de données à caractère personnel traitées comprennent notamment : données d'identité, données de contact, motif du signalement, etc.

a) Obligations générales

Le CDG 87 s'engage à :
- traiter les données uniquement pour les finalités qui font l'objet de la présente convention ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

b) Mesures de sécurité

Le CDG 87 s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité conformes aux dispositions du RGPD :
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le CDG 87 s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

c) Délégué à la protection des données

Le CDG 87 communique à la collectivité le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, désigné conformément à l'article 37 du RGPD.

6.3 – Obligations de la collectivité vis-à-vis du Centre de gestion de la Haute-Vienne

a) Obligations générales

La collectivité s'engage à :
- fournir au CDG 87 les données visées dans la présente convention ;

PROJET

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du CDG 87 ;
- superviser le traitement auprès du CDG 87.

b) Droit d'information des personnes concernées

La collectivité, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, notamment lors de l'enquête administrative, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise : données traitées, finalités des traitements, destinataires des données, durées de conservation et droits des personnes

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour la durée du mandat actuel 2020-2026.

La cotisation appelée par le CDG 87 est due pour l'année en cours nonobstant la résiliation infra-annuelle à l'initiative de la collectivité (exemple : une résiliation le 12 avril de l'année N emporte le paiement de la totalité de la cotisation appelée pour l'année N).

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment, par chacune des parties, sous préavis de deux mois par courrier simple ou courriel.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, tous les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Limoges.

Le présent acte sera :
- transmis au représentant de l'Etat,
- transmis au comptable du CDG 87,
- transmis à l'autorité territoriale de la collectivité signataire de la présente convention,

Le ……

Fait à ……,

Pour la collectivité / l'établissement public **Pour le CDG 87**

PROJET

Monsieur le Maire/ le Président
Madame la Maire/ la Présidente

Madame la Présidente

Sylvie ACHARD

PROJET

PROTOCOLE D'ACCORD PREELECTORAL

Elections des représentants du personnel au comité social territorial et aux commissions administratives paritaires

ENTRE :

Le service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne, représenté par Monsieur Pierre ALLARD, président du CASDIS

ci-après désigné « **le SDIS** »,
d'une part,

ET :

Les organisations syndicales représentées au CT :

Force ouvrière
Syndicat autonome

Les organisations syndicales présentes dans le SDIS et s'étant fait connaître :

Avenir secours
SNSPP PATS87

ci-après désignées les « **Syndicats** »,
d'autre part

Ci-après désignés ensemble « **Les Parties signataires** ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 définit les règles et modalités de l'élection des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Le décret n°89-229 du 17 avril 1989 définit les règles et modalités de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 définit les conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale.

La délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés formule des recommandations sur la mise en place du vote électronique.

Le SDIS a décidé, par délibération prise le 1er juin 2022 après avis du comité technique compétent, du recours au vote électronique comme modalité exclusive de vote pour les prochaines élections professionnelles.

CECI EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole définit les modalités d'organisation et de mise en œuvre des élections des représentants du personnel au CST et aux CAP du ressort du SDIS prévues le 8 décembre 2022.

Les dispositions du présent protocole s'inscrivent dans la Délibération du 1er juin 2022.

ARTICLE 2 – MODALITES DU VOTE

Conformément à la délibération du 1er juin 2022, le vote électronique par Internet sera la modalité exclusive de vote.

Le vote sera possible sans interruption pendant la période d'ouverture des scrutins, via tout terminal usuel (ordinateur, tablette, smartphone) connecté à Internet.

Un poste dédié sera mis à la disposition des électeurs pendant les heures de service.

ARTICLE 3 – ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL TERRITORIAL

3.1 Nombre de sièges à pourvoir et durée des mandats

Sur la base des effectifs du SDIS87 au 1er janvier 2022, la délibération DEL2022-2-..... a fixé comme suit les nombres de sièges à pourvoir :

Scrutin	Nombre de sièges de titulaires	Nombre de sièges de suppléants	Part des représentants femmes	Part des représentants hommes
Comité social territorial	5	5	19,62.%	80,38.%

Toutefois, si dans les six premiers mois de l'année 2022 une modification de l'organisation des services entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs représentés au sein du comité social territorial, les effectifs et la part respective de femmes et d'hommes seront appréciés et fixés au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.

La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans à compter du1er janvier 2023, sauf dispositions prévues à l'article 17 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021. Ce mandat est renouvelable.

3.2 Qualité d'électeur

Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité social territorial tous les agents exerçant leurs fonctions dans le périmètre du comité technique.

Ces agents doivent remplir les conditions suivantes :

- Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire titulaire, être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement ou mis à disposition de la collectivité territoriale ou de l'établissement ;
- Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire stagiaire, être en position d'activité ou de congé parental ;
- Lorsqu'ils sont agents contractuels de droit public ou de droit privé, bénéficier d'un contrat à durée indéterminée ou, depuis au moins deux mois d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental.
- les agents des services des « Missions temporaires » des CDG sont électeurs au CST du CDG

Les agents mis à disposition des organisations syndicales sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

Les agents mis à disposition ou détachés auprès d'un groupement d'intérêt public ou d'une autorité publique indépendante sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

3.3 Liste électorale

La liste électorale est dressée à la diligence de l'autorité territoriale en prenant comme date de référence celle du scrutin.

La liste électorale fait l'objet d'une publicité soixante jours au moins avant la date fixée pour le scrutin dans les conditions ci-après. Mention de la possibilité de consulter la liste électorale et du lieu de cette consultation est affichée

dans les locaux administratifs du SDIS 87.

Du jour de l'affichage au cinquantième jour précédant la date du scrutin, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter à l'autorité territoriale des demandes d'inscription ou des réclamations contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale.

L'autorité compétente pour dresser la liste électorale statue sur les réclamations dans un délai de trois jours ouvrés.

Aucune modification n'est alors admise sauf si un événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur.

Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, soit à l'initiative de l'autorité territoriale, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance du personnel par voie d'affichage.

3.4 Candidatures

Sont éligibles au titre d'un comité social territorial les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de ce comité, à l'exception :

- des agents en congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie ;
- des agents qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de seize jours à deux ans, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier ;
- des agents frappés d'une des incapacités énoncées à l'article L. 6 du code électoral.

Les candidatures sont présentées par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique territoriale, remplissent les conditions fixées aux articles L211-1 à L211-4 du code général de la fonction publique. Chaque organisation syndicale ne peut présenter qu'une liste de candidats pour un même scrutin. Nul ne peut être candidat sur plusieurs listes d'un même scrutin. Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales.

Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date du scrutin en utilisant l'imprimé fourni par le SDIS 87.

Chaque liste comprend un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au double du nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. En outre, ces listes doivent comporter un nombre pair de noms.

Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein du comité social territorial. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué de liste, candidat ou non, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la liste dans toutes les opérations électorales. L'organisation peut désigner un délégué suppléant.

Chaque liste déposée mentionne les noms, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes. Le dépôt de chaque liste doit, en outre, être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste ou à son suppléant.

Lorsque l'autorité territoriale constate que la liste ne satisfait pas aux conditions fixées aux articles L211 du CGFP, elle informe le délégué de liste au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes, par décision motivée, de l'irrecevabilité de la liste.

Aucune liste de candidats ne peut être modifiée après la date limite prévue à l'article précédent. Toutefois, si dans un délai de cinq jours francs suivant la date limite de dépôt des listes un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'autorité territoriale informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci transmet alors à l'autorité territoriale, dans un délai de trois jours francs à compter de l'expiration du délai de cinq jours susmentionné, les rectifications nécessaires. Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles de constitution des listes de candidats. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de

présentation de la liste. A défaut de rectification, l'autorité territoriale raye de la liste les candidats inéligibles. Cette liste ne peut participer aux élections que si elle satisfait néanmoins à la condition de comprendre un nombre de noms pairs égal au moins aux deux tiers des sièges de représentants titulaires et suppléants à pourvoir et respecte sur le nombre de candidats les parts respectives de femmes et d'hommes telles que définies ci-dessus.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'autorité territoriale, le délai de cinq jours francs susmentionné ne court à l'égard de cette liste qu'à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsqu'il est saisi d'une contestation de la décision de l'autorité territoriale, en application des dispositions du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983.

Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date limite de dépôt des listes, le candidat inéligible peut être remplacé jusqu'au quinzième jour précédant la date du scrutin.

Les listes sont affichées au SDIS 87, au plus tard le deuxième jour suivant la date limite fixée pour leur dépôt. Les rectifications apportées ultérieurement sont affichées immédiatement.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes.

Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats de fonctionnaires ont déposé des listes concurrentes pour un même scrutin, l'autorité territoriale en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes en cause. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires.

Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'autorité territoriale informe dans un délai de trois jours francs l'union des syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'autorité territoriale, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent se prévaloir sur les bulletins de vote de l'appartenance à une union de syndicats à caractère national.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'autorité territoriale, la procédure décrite ci-dessus est mise en œuvre dans un délai de trois jours francs à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsque celui-ci est saisi d'une contestation de la décision de l'autorité territoriale.

3.5 Attribution des sièges

La désignation des membres titulaires est faite à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne.

Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires du personnel que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.

Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté le plus grand nombre de candidats au titre du comité social territorial. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué par voie de tirage au sort.

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Il est attribué à chaque liste un nombre de représentants suppléants égal à celui des représentants titulaires, désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

En cas de liste ne comportant pas un nombre de noms égal au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, l'organisation syndicale ne peut prétendre à l'obtention de plus de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants du personnel que ceux pour lesquels elle a proposé des candidats. Les sièges éventuellement restants ne sont pas attribués.

Dans le cas où des sièges n'ont pu être pourvus par voie d'élection faute de candidats, l'attribution de ces sièges est faite au tirage au sort parmi les électeurs qui remplissent les conditions d'éligibilité.

Le jour, l'heure et le lieu de tirage au sort sont annoncés au moins huit jours à l'avance par affichage dans les locaux administratifs. Tout électeur au comité social territorial peut y assister. Le tirage au sort est effectué par l'autorité territoriale ou son représentant. Si un bureau central de vote a été mis en place, ses membres sont convoqués pour assister au tirage au sort.

Si les agents désignés par le sort n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants des collectivités ou des établissements dont relève le personnel.

ARTICLE 4 – ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

4.1 Nombre de sièges à pourvoir et durée des mandats

Compte tenu des filières et catégories représentés au sein du SDIS87 et des effectifs au 1er janvier 2022, les scrutins à organiser et les nombres de sièges à pourvoir pour chaque scrutin sont les suivants :

Scrutin	Nombre de sièges de titulaires	Nombre de sièges de suppléants	Part des représentants femmes	Part des représentants hommes
Commission administrative paritaire A - B	3	3	12,50 %	87,50 %
Commission administrative paritaire C	4	4	8,88 %	91,12 %

Toutefois, si dans les six premiers mois de l'année 2022 une réorganisation des services ou une modification statutaire entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs représentés au sein de la commission, les parts respectives de femmes et d'hommes seront appréciées et fixées au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.

La durée du mandat des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires est fixée à quatre ans à compter du 1er janvier 2023. Leur mandat peut être renouvelé.

4.2 Qualité d'électeur

Sont électeurs les fonctionnaires titulaires à temps complet ou à temps non complet en position d'activité, de détachement ou de congé parental dont le grade ou l'emploi est classé dans la catégorie représentée par la commission.

Les fonctionnaires mis à disposition sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

Les fonctionnaires en position de détachement sont électeurs à la fois au titre de leur situation d'origine et de leur situation d'accueil, sauf si la même commission reste compétente dans les deux cas.

4.3 Liste électorale

La liste électorale est dressée à la diligence de l'autorité territoriale en prenant comme date de référence celle du scrutin.

La liste électorale fait l'objet d'une publicité soixante jours au moins avant la date fixée pour le scrutin. Mention de la possibilité de consulter la liste électorale et du lieu de cette consultation est affichée dans les locaux administratifs du SDIS 87.

Du jour de l'affichage au cinquantième jour précédant la date du scrutin, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions, et, le cas échéant, présenter à l'autorité territoriale des demandes d'inscription ou des réclamations contre les inscriptions ou omissions de la liste électorale.

L'autorité territoriale statue sur les réclamations dans un délai de trois jours ouvrés. Elle motive ses décisions.

Au-delà du cinquantième jour précédant la date du scrutin, aucune modification n'est admise sauf si un événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la

qualité d'électeur. Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, soit à l'initiative de l'autorité territoriale, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage.

4.4 Candidatures

Sont éligibles aux commissions administratives paritaires, les fonctionnaires remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale.

Toutefois, ne peuvent être élus ni les fonctionnaires en congé de longue maladie (article L822-6 du CGFP) ou de longue durée (article L822-12 du CGFP), ni ceux qui ont été frappés d'une sanction disciplinaire du troisième groupe à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient été relevés de leur peine, ni ceux qui sont frappés d'une des incapacités prononcées par l'article L.6 du code électoral.

Les candidatures sont présentées par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique territoriale, remplissent les conditions fixées aux articles L211 du CGFP. Chaque organisation syndicale ne peut présenter qu'une liste de candidats par commission administrative paritaire. Nul ne peut être candidat sur plusieurs listes d'un même scrutin. Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales.

Chaque liste comprend autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir, titulaires et suppléants sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant.

Sont toutefois admises les listes comportant un nombre de noms inférieur à celui des sièges de représentant titulaire et de représentant suppléant à pourvoir et au moins égal à :

- 2, lorsque l'effectif des fonctionnaires relevant de la commission administrative paritaire est inférieur à 20 ;
- 4, lorsque l'effectif est au moins égal à 20 et inférieur à 40 ;
- 6, lorsque l'effectif est au moins égal à 40 et inférieur à 500 ;
- 8, lorsque l'effectif est au moins égal à 500 et inférieur à 750 ;
- 10, lorsque l'effectif est au moins égal à 750.

Pour l'application de ces règles, le nombre de candidats présentés doit être un nombre pair.

Les listes peuvent comprendre un nombre de noms égal au plus au double de celui des sièges de représentant titulaire et de représentant suppléant de ce groupe.

Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date du scrutin en utilisant l'imprimé fourni par le SDIS 87.

Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission administrative paritaire. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Chaque liste doit comporter le nom d'un agent public, délégué de liste, candidat ou non, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la liste dans toutes les opérations électorales. L'organisation peut désigner un délégué suppléant. Chaque liste déposée mentionne les nom, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes. Le dépôt de chaque liste doit en outre être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste.

Lorsque l'autorité territoriale constate que la liste ne satisfait pas aux conditions fixées aux articles L211 du CGFP, elle informe le délégué de liste au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes, par décision motivée, de l'irrecevabilité de la liste.

Aucune liste de candidats ne peut être modifiée après la date limite prévue.

Toutefois, si, dans un délai de cinq jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur la liste sont reconnus inéligibles, l'autorité territoriale informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci peut alors procéder, dans un délai de trois jours francs à compter de l'expiration du délai susmentionné, aux rectifications nécessaires. Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles de constitution

des listes de candidats. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste. A défaut de rectification, la liste intéressée est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat. Elle ne peut participer aux élections que si elle satisfait néanmoins aux conditions d'admission des listes et respecte sur le nombre de candidats les parts respectives de femmes et d'hommes telles que définies ci-dessus.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'autorité territoriale, le délai de cinq jours francs, prévu ne court à l'égard de cette liste qu'à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsqu'il est saisi d'une contestation de la décision de l'autorité territoriale, en application des dispositions du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983.

Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date limite de dépôt des listes, le candidat inéligible peut être remplacé jusqu'au quinzième jour précédant la date du scrutin.

Les listes sont affichées dans la collectivité ou l'établissement auprès duquel est placée la commission administrative paritaire, au plus tard le deuxième jour suivant la date limite fixée pour leur dépôt. Les rectifications apportées ultérieurement sont affichées immédiatement.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes.

Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats de fonctionnaires ont déposé des listes concurrentes pour un même scrutin, l'autorité territoriale en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes en cause. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires.

Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'autorité territoriale informe dans un délai de trois jours francs l'union des syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'autorité territoriale, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions du 2° du I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983, ni se prévaloir sur les bulletins de vote de l'appartenance à une union de syndicats à caractère national.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'autorité territoriale, la procédure décrite ci-dessus est mise en œuvre dans un délai de trois jours francs à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsque celui-ci est saisi d'une contestation de la décision de l'autorité territoriale.

4.5 Attribution des sièges

Les représentants du personnel au sein des commissions administratives paritaires sont élus à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne.

Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.

Dans l'hypothèse où une liste incomplète obtiendrait un siège de plus que le nombre de candidats présentés par elle lui permet de pourvoir, ce siège est attribué à la liste qui l'obtient en second.

Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté le plus grand nombre de candidats au titre de la commission administrative paritaire. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué par voie de tirage au sort.

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Dans l'hypothèse où une partie ou la totalité des sièges n'a pu être pourvue par voie d'élection, la commission administrative paritaire est complétée par voie de tirage au sort parmi les électeurs à cette commission.

Dans ce cas, la liste électorale est mise à jour, au plus tôt un mois et au plus tard huit jours avant le tirage au sort.

La liste électorale destinée au tirage ne comporte que les électeurs qui remplissent les conditions d'éligibilité.

Le jour, l'heure et le lieu du tirage au sort sont annoncés au moins huit jours à l'avance par affichage dans les locaux administratifs. Tout électeur à la commission administrative paritaire peut y assister.

Le tirage au sort est effectué par l'autorité territoriale, ou son représentant. Si un bureau central de vote a été mis en place, ses membres sont convoqués pour assister au tirage au sort.

Il est attribué à chaque liste un nombre de sièges de représentants suppléants égal à celui des représentants titulaires.

Les suppléants sont désignés parmi les candidats venant immédiatement à la suite des candidats élus titulaires et dans l'ordre de présentation de la liste.

La procédure de tirage au sort mentionnée ci-dessus est applicable pour la désignation des suppléants dans les mêmes cas et les mêmes conditions que pour la désignation des représentants titulaires.

En cas de liste incomplète, la désignation des suppléants s'effectue le cas échéant selon la procédure de tirage au sort mentionnée ci-dessus après désignation des titulaires.

ARTICLE 5 - CELLULE D'ASSISTANCE TECHNIQUE

La Cellule d'assistance technique, constituée conformément à la Délibération du JJ/MM/2022, sera chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Dans ce cadre :

- Les représentants de l'administration veilleront à la bonne organisation des opérations de vote au sein de l'administration, notamment à : la transmission sécurisée des données et documents électoraux au Prestataire ; la mise en place des actions de communication auprès des électeurs ; l'installation des postes dédiés ; l'organisation des réunions de formation, scellement et dépouillement. Ils auront également accès à l'espace de vote, avec le profil d'Observateur, et pourront contrôler l'évolution du taux de participation et l'intégrité des informations publiées à l'attention des électeurs. De plus, ils solliciteront le Prestataire sur toute question relative au fonctionnement et à l'utilisation du système de vote.
- Le représentant du Prestataire veillera à la préparation et au bon fonctionnement du système de vote pendant toute la durée des opérations électorales. A cette fin, il surveillera le fonctionnement et prendra toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité, la continuité et l'intégrité du système de vote, conformément aux règles de sécurité mises en place. Il alertera les représentants de l'administration en cas d'anomalie réclamant une intervention soit de la part de la Collectivité, soit de la part du Prestataire.
- Les représentants des organisations syndicales ayant déposé une candidature auront accès aux locaux dans lesquels des postes informatiques seront mis à disposition des électeurs et pourront contrôler le bon déroulement des opérations électorales. Ils auront également accès à l'espace de vote, avec le profil d'Observateur, et pourront contrôler l'évolution du taux de participation et l'intégrité des informations publiées à l'attention des électeurs. Ils alerteront les Représentants de l'administration sur toute anomalie constatée.

ARTICLE 6 – PROFESSIONS DE FOI ET LOGOS

Pour chaque scrutin pour lequel elles auront déposé une candidature, les organisations syndicales pourront remettre à la Direction une profession de foi imprimée en nombre suffisant pour affichage dans les tableaux réservés aux syndicats et distribution à tous les électeurs par l'intermédiaire de la chaîne hiérarchique.

Une même profession de foi pourra être établie pour un ou plusieurs scrutins.

Pour permettre, en supplément, la publication de la profession de foi sur le site de vote, celle-ci devra remplir les conditions suivantes :

format A4 d'une à deux pages,
sous la forme de fichiers pdf d'un poids inférieur à 5 Mo.

Il est important, pour une bonne prise en charge par le prestataire, que le pdf parvienne le plus rapidement possible au SDIS 87, et en tout état de cause avant le 25 octobre 2022.

Le logo des listes de candidats peut également être publié sur le site de vote s'il remplit les conditions suivantes :
image au format jpg, png, bmp de plus de 200 pixels de côté et inférieures à 500Ko
Le logo doit être envoyé rapidement, et si possible dès présentation d'une liste candidate.

Les professions de foi et logos devront être transmis par courriel à l'adresse suivante : .....

Dès la réception des identifiants leur permettant de se connecter au site de vote, les électeurs pourront consulter via le site de vote, les professions de foi attachées aux scrutins les concernant.

ARTICLE 7 - BUREAUX DE VOTE

7.1 Bureaux de vote électronique

Les membres des bureaux de vote électronique sont chargés du contrôle de la régularité du scrutin. Ils assurent le respect des principes régissant le droit électoral. Ils peuvent consulter les éléments relatifs aux taux de participation et la liste des émargements des électeurs ayant voté à l'aide des identifiants qui leur sont communiqués.

Ils assurent une surveillance effective du processus électoral et, en particulier, de l'ensemble des opérations de préparation du scrutin, des opérations de vote, de l'émargement des électeurs ayant voté et des opérations de dépouillement des suffrages exprimés. Pendant toute la durée du scrutin, ils sont en mesure d'effectuer des contrôles de l'intégrité du système.

Aux fins qui précèdent, ils ont accès pendant toute la durée des opérations électorales aux données suivantes, pour le scrutin les concernant :
- Listes de candidats et professions de foi ;
- Etat de fonctionnement des serveurs de vote ;
- Compteurs des votes et des émargements dans chaque serveur ;
- Liste d'émargement.

De plus, ils ont accès à tout moment au journal des événements et peuvent vérifier que le code de scellement reste inchangé pendant toute la durée du scrutin.

7.2 Bureau de vote électronique centralisateur

Les membres du bureau de vote électronique centralisateur contrôlent la régularité des scrutins. Ils assurent le respect des principes régissant le droit électoral. Ils peuvent consulter les éléments relatifs aux taux de participation et la liste des émargements des électeurs ayant voté à l'aide des identifiants qui leur sont communiqués.

Ils assurent une surveillance effective du processus électoral et, en particulier, de l'ensemble des opérations de préparation des scrutins, des opérations de vote, de l'émargement des électeurs ayant voté et des opérations de dépouillement des suffrages exprimés. Pendant toute la durée du scrutin, ils sont en mesure d'effectuer des contrôles de l'intégrité du système.

Aux fins qui précèdent, ils ont accès pendant toute la durée des opérations électorales aux données suivantes, pour l'ensemble des scrutins :
- Listes électorales ;
- Listes de candidats et professions de foi ;
- Etat de fonctionnement des serveurs de vote ;
- Compteurs des votes et des émargements dans chaque serveur ;
- Listes d'émargement.

De plus, ils ont accès à tout moment au journal des événements et peuvent vérifier que le code de scellement reste inchangé pendant toute la durée du scrutin.

En cas d'altération des données résultant notamment d'une panne, d'une infection virale ou d'une attaque du

système par un tiers, le bureau de vote électronique centralisateur est compétent pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde.

La Direction de l'administration est informée sans délai de toute difficulté par le président du bureau de vote électronique centralisateur. Le bureau de vote électronique centralisateur peut procéder à la suspension, à l'arrêt ou à la reprise des opérations de vote électronique après autorisation de la Collectivité.

7.3 Formation des membres des bureaux de vote

Les membres des bureaux de vote bénéficieront d'une formation au moins un mois avant l'ouverture du scrutin sur le système de vote électronique qui sera utilisé et auront accès à tous documents utiles sur le système de vote électronique.

La formation des membres du bureau couvrira les thèmes suivants :
- Etapes du processus électoral et rôles des différents acteurs ;
- Conformité, sécurité et accessibilité du système de vote ;
- Fonctionnement du système de vote ;
- Opérations de scellement et de dépouillement.

La formation sera organisée à une date choisie par la Direction au siège de l'administration. Elle pourra être suivie à distance par les membres des bureaux de vote ne pouvant se déplacer le jour retenu.

ARTICLE 8 - OBSERVATEURS

Afin de favoriser le contrôle et la transparence du processus électoral, certaines personnes pourront exercer le rôle d'observateur au cours des Elections.

Les observateurs auront accès, via le site de vote, aux informations suivantes, pour l'ensemble des scrutins :
- Listes électorales ;
- Listes de candidats et professions de foi ;
- Taux de participation de chaque scrutin.

Il est convenu que les personnes suivantes auront le statut d'observateur au cours des Elections :
- Les membres de la Cellule d'assistance technique ;
- L'expert indépendant mandaté.

Les observateurs disposeront d'un identifiant personnel leur permettant d'accéder au site de vote et de consulter les informations qui leur sont destinées. S'ils sont électeurs, cet identifiant sera celui qui leur est attribué en tant qu'électeur.

ARTICLE 9 – CLES DE CHIFFREMENT

Les clés de déchiffrement seront attribuées aux membres du bureau de vote électronique centralisateur.

Elles seront remises à leurs titulaires lors de la réunion de scellement du système de vote, selon la procédure suivante :
- La liste des titulaires des clés de chiffrement sera enregistrée dans le système de vote ; le système confirmera le respect des conditions d'attribution fixées par le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 ;
- Des clés USB, fournies et préparées par le Prestataire, seront attribuées aux titulaires des clés de chiffrement ; puis les coordonnées de transmission des mots de passe individuels attachés à chaque clé de chiffrement (email ou sms), choisies par les titulaires des clés, seront enregistrées ;
- Le processus de génération des clés sera lancé : chaque clé de chiffrement, générée automatiquement par le système de vote, sera enregistrée dans la clé USB du titulaire concerné ; concomitamment, le mot de passe associé à la clé de chiffrement sera généré et transmis au titulaire via le canal enregistré ;
- Après chaque enregistrement, la clé USB porteuse de la clé de chiffrement sera remise à son titulaire ;
- Le titulaire conservera sous sa propre responsabilité la clé USB contenant sa clé de chiffrement ; il conservera également sous sa responsabilité le mot de passe attaché à celle-ci.

ARTICLE 10 – CONNEXION AU SITE DE VOTE

Pour se connecter au site de vote, l'électeur doit disposer d'un identifiant personnel et d'une donnée personnelle. Pour exprimer chacun de ses votes, l'électeur doit disposer d'un mot de passe.

L'identifiant permet au serveur de vérifier l'identité de l'électeur et interdit à quiconque de voter de nouveau pour le même scrutin avec ce même moyen d'authentification. Le mot de passe permet à l'électeur de valider chacun de ses votes.

L'identifiant et le mot de passe sont des codes aléatoires générés par le système de vote. Ces codes ne contiennent aucune information permettant d'identifier l'électeur.

Avec l'identifiant qu'il reçoit en tant qu'électeur, un observateur ou un membre de bureau de vote ayant le statut d'électeur accède via le site de vote aux informations qui lui sont destinées en tant qu'observateur ou membre du bureau de vote, en plus des informations qui lui sont destinées en tant qu'électeur.

Les observateurs ou membres de bureau de vote n'ayant pas le statut d'électeur recevront un identifiant personnel pour se connecter au site de vote.

La connexion au site de vote sera possible via tout terminal (ordinateur, smartphone ou tablette) équipé d'un navigateur Internet usuel, tant professionnel que personnel, dès réception de l'identifiant.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES IDENTIFIANTS ET MOTS DE PASSE

11.1 – Transmission initiale

A la date prévue dans le calendrier électoral, le Prestataire adressera à chaque électeur un courrier postal, constitué des éléments suivants :

- Une enveloppe porteuse, faisant apparaître le logo de la Collectivité ;
- Une feuille A4 recto-verso imprimée en couleur comprenant :
    - Au recto, la lettre d'invitation à voter contenant les informations utiles à l'attention de l'électeur, dont l'adresse URL du site de vote, la plage d'ouverture des scrutins, les coordonnées de l'assistance téléphonique, ainsi que l'identifiant personnel de l'électeur ;
    - Au verso, le mode d'emploi du vote par Internet ;

Le courrier sera adressé à l'adresse personnelle de l'électeur et sera affranchi au tarif Lettre Grand Compte (J+2).

Une fois connecté au site de vote (par la saisie de son identifiant et de sa donnée personnelle), l'électeur sera invité à retirer son mot de passe, selon la procédure suivante :

- l'électeur clique sur le bouton « Mot de passe » mis en évidence sur la page d'accueil ;
- puis l'électeur est invité à saisir à sa convenance : une adresse mail, un numéro de téléphone portable, ou un numéro de téléphone fixe ;
- selon le canal de retrait choisi, l'électeur reçoit alors, par email, par sms, ou via un serveur vocal, son mot de passe, nécessaire à la validation de chacun de ses votes.

11.2 – Réassort éventuel

Dès la première transmission des courriers postaux contenant les identifiants, jusqu'à la fin des opérations de vote, tout utilisateur pourra obtenir la réédition de son identifiant personnel, selon l'une des deux procédures ci-après.

Traitement de la demande par l'assistance téléphonique :

- L'utilisateur contacte la cellule d'assistance téléphonique, accessible via un numéro Vert 7J/7 et 24h/24 ;
- L'opérateur recevant l'appel se connecte à l'interface de réassort accessible à son attention puis : ouvre la session de réédition des éléments d'authentification ; sélectionne le nom de l'utilisateur ; vérifie l'identité de celui-ci à partir des données affichées par le système de vote et des réponses aux questions fournies par l'utilisateur, saisit l'adresse email, le numéro de téléphone mobile ou le numéro de téléphone fixe indiqués par l'utilisateur, puis déclenche l'envoi ;
- Le système de vote envoie alors automatiquement à l'utilisateur son identifiant personnel (inchangé) selon le media retenu par celui-ci (email, SMS ou serveur vocal).

La procédure assure la confidentialité de l'envoi : à aucun moment l'identifiant n'est affiché à l'écran de l'opérateur.

Traitement de la demande via un formulaire de support en ligne ;

- L'utilisateur accède à un formulaire en ligne, disponible 24h/24, sur la page de connexion au site de vote ;
- L'utilisateur saisit ses données d'identification et un numéro de téléphone mobile ;
- Le formulaire envoie par SMS un code de vérification du numéro de téléphone mobile à l'utilisateur ;
- L'utilisateur ressaisit dans le formulaire le code de vérification et valide sa demande ;
- Le formulaire vérifie l'ensemble des données d'identification ;
- en cas d'exactitude, le système de vote envoie alors automatiquement à l'utilisateur son identifiant personnel (inchangé) par SMS ;
- en cas d'échec de l'identification, le formulaire invite l'utilisateur à s'adresser au point de contact interne désigné.

Les données d'identification de l'utilisateur, pour chaque procédure, seront :

- Le prénom et le nom ;
- La date de naissance ;
- Une donnée secrète.

Chaque réassort sera tracé au sein du Système de vote et fera l'objet d'une mention dans le journal des événements précisant l'émetteur, l'utilisateur (identité de l'électeur ou de l'observateur), la date et l'heure de l'envoi.

Un même numéro de téléphone mobile, un même numéro de téléphone fixe, une même adresse mail ne pourront être utilisés que pour un seul utilisateur dans le cadre de la procédure de réassort.

ARTICLE 12 – INFORMATIONS A L'ATTENTION DES ELECTEURS

La délibération du 1er juin /2022 et le présent protocole seront affichés et publiés dans l'Intranet de la Collectivité.

Une fois connecté au site de vote, l'électeur accèdera à une page d'accueil personnalisée, sur laquelle figureront :

- Un message de bienvenue à son nom lui permettant de vérifier qu'il a bien été identifié ;
- Un message lui indiquant que le vote est : soit non encore ouvert, soit ouvert, soit clos ; la date et l'heure d'ouverture du vote sont indiquées si le vote n'est pas encore ouvert, le temps restant pour voter est indiqué si le vote est ouvert ou encore possible pour les électeurs connectés au site de vote avant la clôture des scrutins ;
- Un bouton « Aide » » lui donnant accès au mode d'emploi du vote, au lien vers le support en ligne, aux coordonnées de l'assistance téléphonique, et à celles d'un point de contact au sein de la Collectivité ;
- Un bouton « Listes de candidats » lui permettant de consulter les listes de candidats et les professions de foi déposées par les organisations syndicales pour chaque scrutin le concernant ;
- Un bouton « Voter » ;
- Un bouton « Résultats ».

En cliquant sur le bouton « Voter », l'électeur accèdera à une page de présentation des scrutins le concernant. Lorsque le vote sera ouvert, un lien « Vote à exprimer » apparaîtra au regard de chaque scrutin.

Les listes de candidats sont présentées dans l'ordre alphabétique des noms des listes.

En cliquant sur le bouton « Résultats », l'électeur accède aux résultats des scrutins le concernant une fois que les scrutins ont été dépouillés et les résultats validés par les membres des bureaux de vote concernés. Si le vote n'est pas clos et si les résultats n'ont pas encore été validés, l'électeur est informé que les résultats seront accessibles une fois que les scrutins auront été dépouillés et que les résultats auront été validés par les membres des bureaux de vote concernés.

ARTICLE 13 – EXPRESSION DU VOTE

En cliquant sur le lien « Vote à exprimer » au regard d'un scrutin donné, l'électeur accèdera aux listes de candidats des organisations syndicales candidates, lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran.

L'électeur sera invité à exprimer son vote en cliquant sur l'une des listes, ou sur le vote blanc, également proposé.

Les listes de candidats seront présentées dans l'ordre alphabétique des noms des listes.

Le vote apparaîtra clairement à l'écran avant validation et pourra être modifié avant validation.

La validation, par la saisie du mot de passe, rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression du suffrage exprimé.

Le suffrage exprimé sera anonyme et chiffré par un algorithme fort dès son émission sur le poste de l'électeur. Il sera stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment. La liaison entre le terminal de vote de l'électeur et le serveur des votes fera l'objet d'un chiffrement distinct de celui qui s'applique au bulletin pour assurer la sécurité tant du procédé d'authentification de l'électeur que de la confidentialité de son vote.

L'émargement fera l'objet d'un horodatage. La transmission du vote et l'émargement de l'électeur feront l'objet d'un accusé de réception que l'électeur aura la possibilité de conserver.

L'électeur connecté sur le système de vote avant l'heure de clôture pourra valablement mener jusqu'à son terme la procédure de vote dans la limite de vingt minutes après la clôture du scrutin.

ARTICLE 14 – ASSISTANCE AUX ELECTEURS

Afin d'aider les électeurs dans l'accomplissement des opérations électorales pendant toute la période de vote, le Prestataire mettra en place une cellule d'assistance téléphonique, conformément à la Délibération du JJ/MM/2022.

Les coordonnées de la cellule d'assistance téléphonique seront communiquées aux électeurs dans le courrier de transmission des identifiants et rappelées sur la page de connexion au site de vote.

Conformément à la Délibération du JJ/MM/2022, la cellule d'assistance téléphonique prendra en charge :

- Les demandes d'assistance relatives à la connexion ou à la navigation dans le site de vote ;
- Les demandes de réassort, en appliquant les procédures d'authentification et de transmission prévues.

De plus, un lien intitulé « Support en ligne » apparaîtra sur la page de connexion du site de vote. En cliquant sur ce lien, les électeurs pourront accéder à la procédure de réassort en ligne.

En outre, les coordonnées d'un point de contact, interne à la Collectivité, seront communiquées aux électeurs dans le courrier de transmission des identifiants et dans la page « Aide » du site de vote.

Par ailleurs, le mode d'emploi du vote sera disposé à proximité du poste dédié mis à disposition au sein du SDIS, avec les coordonnées de l'assistance.

Il est rappelé que tout électeur qui se trouve dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance peut se faire assister par un électeur de son choix pour voter sur un poste dédié. L'administration s'assure que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote sont respectées.

ARTICLE 15 – TESTS ET SCELLEMENT DU SYSTEME DE VOTE

15.1 Tests du système de vote

Avant le début des opérations de scellement, il sera procédé, sous le contrôle de la Direction et des délégués de liste, à des tests du système de vote électronique et du système de dépouillement.

Les tests seront effectués sur la version expertisée du système de vote.

Les tests couvriront : la connexion à l'espace de vote ; l'expression du vote ; l'accès aux informations destinées aux différents acteurs (électeurs, membres des bureaux de vote, observateurs) ; le dépouillement des urnes ; le calcul, l'édition et la publication des résultats.

Le calendrier des tests sera défini par la Direction en concertation avec le Prestataire.

15.2 Scellement du système de vote

Avant le début du scrutin, le bureau de vote électronique centralisateur procédera au scellement du système de vote électronique, de la liste des candidats, de la liste des électeurs, des heures d'ouverture et de fermeture du scrutin ainsi que du système de dépouillement.

Le scellement sera précédé des opérations suivantes :

- Vérification de la composition des bureaux de vote électronique ;
- Vérification de la composition et du périmètre de responsabilité du bureau de vote électronique centralisateur ;
- Vérification de la liste des observateurs ;
- Vérification des paramètres, des données et des documents enregistrés dans le système de vote ; cette vérification couvrira notamment :
    - Les dates et heures d'ouverture et de clôture des scrutins,
    - Le délai accordé aux électeurs authentifiés pour finaliser leur vote dans leur session en cours ;
    - Les droits d'accès aux informations des différents profils d'utilisateurs (électeurs, membres d'un bureau de vote, observateurs) via le site de vote ;
    - La règle d'authentification prévue dans le cadre de la procédure de réassort ;
    - Les listes électorales ;
    - Les listes de candidats et les pièces attachées (logos, professions de foi) ;
- Vérification du bon fonctionnement des serveurs de vote principal et de secours et de l'absence de vote et d'émargement ;
- Génération et répartition des clés de chiffrement, selon les étapes et modalités définies ;
- Vérification du bon fonctionnement du système de dépouillement à l'aide des clés générées.

Le scellement sera effectué par la combinaison d'au moins deux clés de chiffrement, dont celle du président du bureau de vote centralisateur ou de son représentant et celle d'au moins un délégué de liste.

L'ensemble des opérations ci-dessus se dérouleront dans le cadre d'une réunion organisée par la Direction au siège de la Collectivité, à la date et l'heure prévues dans le calendrier électoral.

La Direction invitera à cette réunion les membres des bureaux de vote électronique et les observateurs.

Les électeurs pourront assister à l'établissement et la répartition des clés de chiffrement.

ARTICLE 16 – CLOTURE DES OPERATIONS ELECTORALES

Le dépouillement des urnes se déroulera dans le cadre d'une réunion organisée par la Direction au siège du SDIS, à la date et l'heure prévues dans le calendrier électoral.

La Direction invitera à cette réunion les membres du bureau de vote électronique centralisateur, les membres des bureaux de vote électronique et les observateurs.

La présence du président du bureau de vote électronique centralisateur ou de son représentant et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clés sera indispensable pour autoriser le dépouillement.

Les membres du bureau de vote électronique centralisateur contrôleront, avant le dépouillement, le scellement du système.

Les membres du bureau de vote électronique centralisateur qui détiennent les clés de chiffrement procèderont publiquement à l'ouverture de l'urne électronique en activant les clés de chiffrement. La présence du président du bureau de vote électronique centralisateur ou de son représentant sera indispensable pour procéder au dépouillement des suffrages exprimés.

Pour chaque scrutin, le décompte des voix obtenues par chaque liste de candidats apparaîtra lisiblement à l'écran.

Le bureau de vote électronique centralisateur contrôlera que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

En fonction des nombres de suffrages recueillis par chaque liste, le système de vote proposera l'attribution des sièges aux listes et aux candidats lorsque cela est possible. Les étapes de calcul aboutissant aux attributions proposées seront précisées.

Les procès-verbaux correspondant aux différents scrutins seront édités puis signés par les membres des bureaux de vote électronique concernés. Les constatations faites par les membres des bureaux de vote électronique au cours des opérations de vote, le cas échéant les événements survenus durant le scrutin et les interventions effectuées sur le système électronique de vote ainsi que les résultats du vote électronique par internet, seront consignées dans les procès-verbaux.

Les procès-verbaux seront communiqués sans délai aux délégués de liste ou, à défaut de délégué de liste, à chaque organisation syndicale ayant présenté sa candidature ainsi qu'au préfet du département.

Afin de préserver leur confidentialité, les listes d'émargement, éditées automatiquement au format pdf par le système de vote seront téléchargées par le président ou le secrétaire du bureau de vote électronique centralisateur, via un lien à usage unique adressé à l'adresse mail de son choix. Le président ou le secrétaire du bureau de vote électronique centralisateur, après avoir imprimé les listes d'émargement, les signera puis recueillera la signature des autres membres du bureau de vote électronique centralisateur.

Une fois imprimées et signées, les listes d'émargement seront placées dans une enveloppe qui sera scellée et conservée par la Collectivité pendant la période d'archivage du matériel électoral.

Le système de vote électronique sera scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote.

Le scellement interdira toute reprise ou modification des résultats. Toutefois, la procédure de décompte des votes enregistrés devra pouvoir être déroulée de nouveau si nécessaire.

A l'issue des opérations précédentes, le président du bureau de vote électronique centralisateur ou son représentant décidera de la publication des résultats dans l'espace de vote.

ARTICLE 17 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin d'assurer la protection des données à caractère personnel utilisées au cours des opérations électorales, la Direction veillera à ce que les mesures de protection suivantes soient mises en œuvre :

- Les fichiers contenant des données à caractère personnel à l'attention du Prestataire seront déposés sur un site sécurisé mis à disposition par celui-ci ;
- Les données à caractère personnel reçues par le Prestataire feront l'objet d'un chiffrement dès réception ;
- Le Prestataire prendra toutes les mesures techniques et d'organisation afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel qui lui seront confiées, notamment pour empêcher toute destruction fortuite, perte fortuite, divulgation ou accès non autorisé d'un tiers, toute forme illicite de traitement et d'empêcher qu'elles soient déformées ou endommagées ;
- Le Prestataire s'interdira d'exploiter par quelques moyens que ce soit, pour son propre compte ou le compte d'un tiers, directement ou indirectement, tout ou partie des données à caractère personnel reçues, de divulguer ou communiquer autrement que pour la stricte finalité des opérations électorales, directement ou indirectement, tout ou partie des données à caractère personnel reçues, et, de faire appel aux services d'un prestataire ou sous-traitant pour procéder aux prestations sans l'autorisation écrite et préalable de la Collectivité ;
- Le Prestataire notifiera au SDIS toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance ;
- Le Prestataire s'engagera à procéder immédiatement après la fin de ses prestations, quelle qu'en soit la cause, à la destruction de toutes les données à caractère personnel qui lui auront été confiées.

ARTICLE 18 – FORMALITES D'ENREGISTREMENT ET EXERCICE DES DROITS SUR LES DONNEES PERSONNELLES

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, à la directive 95/46 / CE et au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les traitements de données personnelles prévus dans le cadre de l'Election seront enregistrés au Registre des Traitements de l'Etablissement ainsi qu'au Registre des Traitements du Prestataire.

Les utilisateurs du système de vote pourront faire valoir leur droit d'accès, de rectification, d'opposition et de limitation aux informations enregistrées les concernant, en adressant une demande par courrier postal auprès du Prestataire et en justifiant de leur identité.

ARTICLE 19 - CONSERVATION ET DESTRUCTION DES FICHIERS SUPPORT

Dès la clôture des scrutins, le Prestataire conservera sous scellés les fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde ainsi que les fichiers conservant la trace des interventions sur le système. La procédure de décompte des votes devra, si nécessaire, pouvoir être exécutée de nouveau.

Dans les deux mois suivant la clôture du scrutin, le Prestataire remettra l'ensemble des fichiers à la Direction, au moyen de deux CDROM non réinscriptibles adressés par LRAR à la Direction.

Une fois la réception de ces CDROM confirmée et leurs contenus vérifiés par la Direction, le Prestataire procèdera à la destruction des fichiers.

La Collectivité conservera sous scellés, pendant un délai de deux ans et dans les conditions fixées aux articles L. 212-2 et L. 212-3 du code du patrimoine et au 5° de l'article 6 de la loi du 6 janvier 1978, l'ensemble des fichiers. La procédure de décompte des votes devra, si nécessaire, pouvoir être exécutée de nouveau.

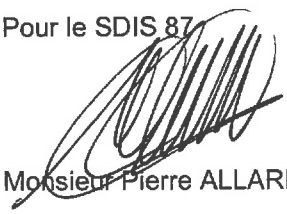
Au terme de ce délai de deux ans, sauf lorsqu'une action contentieuse a été engagée, la Collectivité procèdera à la destruction de l'ensemble des fichiers. Seuls seront conservés les listes de candidats avec déclarations de candidatures et professions de foi, les procès-verbaux de l'élection ainsi que les actes de nomination des membres des bureaux de vote.

ARTICLE 20 - DUREE DU PROTOCOLE D'ACCORD

Le présent protocole est conclu pour toute la durée des opérations électorales, durée réglementaire de conservation des données comprise.

Fait à Limoges, le 1er juin 2022

Pour le SDIS 87



Monsieur Pierre ALLARD, président du CASDIS

Pour l'Organisation syndicale, ...

Signature :

Civilité Prénom Nom, ...

PROTOCOLE D'ACCORD

Entre

D'une part,

ET

Les organisations syndicales représentées par

D'autre part,

Préalable :

Le présent protocole d'accord s'inscrit dans une réflexion autour de plusieurs thématiques :

- Les effectifs de référence des niveaux d'encadrement intermédiaire des unités mixtes du SDIS ajustés et actualisés suite au retour d'analyse de la période transitoire.
    - PARTIE 1 – Plan pluriannuel de nominations sur la période 2022-2026

- Les emplois opérationnels en fonction du grade
    - PARTIE 2 – Répartition des missions opérationnelles en fonction des grades

- Clause de revoyure prévue par l'art 7.11.10.1 du RI sur l'occupation des logements par les SPP.
    - PARTIE 3 – clause de revoyure et taux d'occupation des logements

Chaque partie, en fonction de l'avancé des négociations, pourra être validée et révisée de manière dissociée.

PROJET

PROTOCOLE D'ACCORD

PARTIE 1 : Plan pluriannuel de nomination sur la période 2022-2026

L'atteinte des effectifs de référence de niveau d'encadrement intermédiaire déterminé en janvier 2022 suite à une importante concertation avec les représentants des organisations syndicales doit s'effectuer sur une période de 5 ans afin d'assurer une lisibilité en matière de promotion et de valorisation des parcours.

C'est pourquoi un lissage des nominations est opéré en fonction des projections de départ en retraite des sous-officiers et des effectifs cibles de référence à atteindre. Ce procédé permet également une planification des formations d'adaptation à l'emploi, d'anticiper les besoins avant l'annonce de départ des agents avec une régularité des nominations.

L'ensemble des nominations s'effectuera conformément aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours des LDG 2021-2026 du SDIS 87 ainsi que du règlement intérieur (critères, manière de servir, mobilités …).

1. Nominations au grade de lieutenant 2ème classe

La nomination des Ltn 2ème classe intervient en fonction des ouvertures de postes jusqu'à atteindre les effectifs cibles de références

Pour mémoire 12 postes de Ltn 2ème : 6 au CTA-CODIS et 6 en CS.

L'ensemble des postes de Ltn 2ème classe seront ouverts prioritairement auprès des adjudants du corps départemental de la Haute-Vienne remplissant les conditions de nomination.

Définition de missions complémentaires pour officier de garde Ltn 2ème classe avec :

Régime de service « cible » (dans l'attente d'atteindre un effectif suffisant) :
- Régime mixte : 2/3 garde (env 60) / 1/3 SHR (env 16 semaines) – ajustement en fonction des besoins
- Officier de garde uniquement sur temps de garde / astreintes de chef de groupe sur SHR

Ou
- Etude d'un régime en SHR avec astreintes officier de garde et chef de groupe

Dans l'attente de pourvoir les postes dévolus aux lieutenants 2ème classe, des ***mesures dérogatoires son en place depuis le 01 janvier 2020*** :

⇒ Maintien **en poste des adjudants** exerçant actuellement les fonctions de chef de salle et d'officier de garde (avec **conservation du régime indemnitaire**) jusqu'à un changement de situation (départ, mutation, mobilité interne ….).

⇒ R**emplacer dans la mesure du possible les départs sur ces postes par un lieutenant 2ème classe** avec avis de vacance. Une priorisation de nomination sera effectuée sur les postes de chef de salle (niveau de responsabilité et d'expertise élevé) si plusieurs postes sont vacants.

⇒ Ne désigner qu'à titre de carence, et de manière provisoire, un adjudant expérimenté sur ces postes dans le cas où un avis de vacance resterait infructueux sur une période trop longue et dont la situation provoquerait une nécessité de service impérieuse.

2. Nominations au grade d'adjudant.

Afin de renouveler les départs en retraite prévus sur les prochaines années (39 adjudants potentiels) et ainsi de maintenir le nombre d'adjudants définis dans les effectifs de références, il est prévu de nommer :

- 6 adjudants par an (jusqu'en 2026)

Le droit à l'avancement individuel acquis s'exprimera en postulant sur les postes ouverts qui peuvent donner lieu à des mobilités.

PROJET

3. Nominations au grade de sergent.

La nomination d'adjudants entrainera un glissement vers le haut des effectifs en fonction des départs en retraite. Le nombre de sergents étant actuellement supérieur aux effectifs de référence, il est prévu de lisser le nombre de nominations jusqu'en 2026, afin d'atteindre les effectifs de référence d'une part et d'assurer une régularité et une lisibilité dans les promotions d'autre part. Il est ainsi prévu de nommer :

- 4 sergents par an (jusqu'en 2026)

L'ensemble des postes de sergents seront pourvus avec les priorités suivantes :
- 1 -Choix parmi les caporaux (-chef) du corps départemental ayant obtenu le concours,
- 2- Choix parmi les caporaux (-chef) du corps départemental ayant obtenu l'examen,
- 3- Choix parmi les caporaux-chefs disposant des conditions d'ancienneté,
- 4- Recrutements extérieurs si nécessaire.

Les postes ouverts peuvent donner lieu à des mobilités.

4. Nominations au grade de caporal-chef.

Les caporaux remplissant les conditions d'avancement statutaire sont nommés (dans les conditions prévues par les LDG).

PROJET

PROTOCOLE D'ACCORD

PARTIE 2 : Répartition des missions opérationnelles en fonction des grades

La note de service 2013-35 sur les emplois opérationnels des SPP répartit les missions opérationnelles au vu des grades dans les CS.

Nonobstant, la période d'application de cette note était prévue pour la phase transitoire de la refonte de la filière, soit jusqu'au 1er janvier 2020.

La note de service 2013-35 sera abrogée dès la mise en place des éléments sur les emplois opérationnels en cours de révision au niveau du règlement opérationnel sur la base des éléments suivants :

- Sapeur : Equipier
- Caporal (-chef) : Chef d'équipe – Equipier
- Sergent : Chef d'agrès 1 engin 1 équipe, subsidiairement chef d'équipe, équipier
- Adjudant : Chef d'agrès tout engin, subsidiairement chef d'agrès 1 engin 1 équipe, chef d'équipe, voire équipier
- Ltn 2ème classe : officier de garde et chef de groupe, subsidiairement chef d'agrès

Un groupe de travail sur cette thématique est notamment prévu par la note d'information n° 2022-14 sur la révision du règlement opérationnel.

PROJET

PROTOCOLE D'ACCORD

PARTIE 3 : Préparation clause de revoyure du taux occupation des logements

La note de service 2013-35 sur les emplois opérationnels des SPP répartit les missions opérationnelles au vu des grades dans les CS.

Une clause de revoyure est inscrite au RI (art. 7.11.10.1) afin de faire un bilan et point du niveau d'occupation des logements et du régime de service y afférent.

Fin d'occupation :
Les agents affectés dans les centres et au CTA-CODIS et disposant d'un des logements par nécessité absolue de service peuvent être libérés de leur obligation de service, après une période minimale de trois années d'occupation et sous réserve que le nombre suivant de sapeurs-pompiers logés soit respecté :

- 2019 : 48 logés
- 2020 : 40 logés
- 2021 : 35 logés
- 2022 : 30 logés

Une clause de revoyure sera étudiée en 2022.

Une priorité, par ordre d'importance, est donnée aux locataires des plus longues durées, l'ancienneté au corps départementale (SPP ou PATS), l'âge de l'agent, puis de la structure familiale.

Un agent réintégrant un logement s'engage à une durée minimale d'occupation de trois années minimales.

Constats :

- le nombre de SP logés permet actuellement de pouvoir satisfaire l'ensemble des demandes respectant la demande minimale de trois années d'occupation.
- Le régime de service des Logés est catégorisé « a priori » comme plus favorable physiologiquement pour les agents (moins de nuit) alors que paradoxalement ceux sont les plus jeunes en début de carrière qui sont logés. Il apparait également plus favorable financièrement pour un temps de présence quasi identique aux NL du fait de l'indemnisation des astreintes de nuit.
- La répartition des logés est également disparate sur les 3 CS de Limoges. En effet, le CS La Mauvendiere ne peut accueillir que très peu de logés, a contrario, le CSP Martial Mitout dispose d'un parc de logements aspirant ainsi une majorité des nouvelles recrues obligatoirement logées. Le CS Beaubreuil dispose d'une répartition plutôt équilibrée.
    - Plusieurs impacts à ce phénomène :
        - Une pyramide des âges plus vieillissante sur le CS Mauvendiere.
        - Un taux de sous-officier plus important sur le CS Mauvendiere.
        - Peu de possibilités d'affecter de jeunes recrues du grade de caporal.
        - Un déséquilibre des POJ entre le jour et la nuit sur le CSP Martial Mitout des SPP est généré par un nombre plus important de logés.

Identifier et déterminer les thèmes à aborder pour la clause de revoyure :

- Maintien du taux d'occupation des logements (actuellement seuil de 30 logés)
- Sondage des logés pour déterminer le % de SPPNO logés souhaitant maintenir les logements

Propositions à effet immédiat :

- Création d'un régime de service « caserné extérieur » ***exclusivement au profit du CS Mauvendiere*** afin d'obtenir une meilleure répartition, d'une part des logés et d'autre part des grades.

>>>> Mise en œuvre d'une phase expérimentale en 2022 du régime de service « caserné extérieur » :

Ce régime de service sera modulable, en contrepartie des avantages liés au logement, dans l'objectif de répondre à des besoins de lissage ou de personnels en journée.

>> Régime annuel de base du Logé « caserné extérieur » :

- 79 à 87 gardes de 24 heures (comptabilisées 17 h équivalent temps rémunéré)
- 10 à 22 gardes de 12 heures jour (comptabilisées 12 h temps rémunéré)

Le chef de centre module le ratio des gardes en fonction des besoins du centre.
Le lissage et les modifications de planning du fait de l'absentéisme sont prioritairement assurés par ces agents.
Les SPP en régime de service logé « caserné extérieur » affectés au CIS Mauvendiere doivent accomplir un temps de présence annuel équivalant à 1 607 heures de temps de travail correspondant à leur base de rémunération et respecter les dispositions suivantes :

- Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base des deux périodes de référence de six mois.
- Au cours d'une même période de référence, le temps de présence des SPP, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 1 128 heures.
- Le ratio entre gardes de 12 heures et de 24 heures doit être effectué au cours de l'année civile.
- Le temps de présence et le temps de travail effectif rémunéré annuel sont calculés en fonction du nombre de gardes de 12 heures et de 24 heures planifiées.
- Un décompte de temps de travail effectif rémunéré s'ajoute au temps de garde défini à l'alinéa précédent qui permet d'assurer tout ou partie des activités hors gardes opérationnelles (réduction du nombre de gardes pour atteinte des 1607 heures annuelles).

Un rapport en CT sera présenté avant la mise en œuvre de la phase expérimentale.

PROJET